



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

ÉCONOMIE
ET
POPULATION
AU
JAPON

Thèse pour le Doctorat de Sciences Économiques
présentée et soutenue le 17 octobre 1960

PAR

JEAN-LOUIS RIALLIN



Membres du Jury :

M. L. BUQUET	Président
M. M. BYE	} Suffragants
M. BARTOLI	

ÉCONOMIE

ET

POPULATION

ET

POPULATION

ET

JAPON

PAR M. J. BÉGIN, Docteur en Sciences Économiques
Département de Commerce et de Statistique, 1909



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PRÉFACE

Dans son livre sur le Japon, au chapitre intitulé : « La norme japonaise », Friedrich Sieburg a décrit l'enchantement de la pluie du soir : « Le parc s'enveloppe d'une haleine bleue; les ombres jaillissent entre les camphriers et les camélias. Dans l'obscurité montante, dont le souffle laiteux se trouble lentement, brille la lumière mate d'une antique lanterne de pierre. » (1)

Quelle sobre évocation d'une imagination à laquelle nous ne pouvons pleinement participer parce que nous sommes étrangers !

Il nous est difficile d'étudier dans sa totale signification le problème de la population au Japon parce que nos valeurs n'ont pas le même enchaînement historique que celles des Japonais. Et, cependant, nous sommes proches, parce qu'en ce milieu du *xx^e* siècle, nos étudiants et nos savants se penchent sur les mêmes problèmes.

L'illusion nucléaire nous a quand même appris la véritable portée des mathématiques qui n'ont de sens que dans la mesure où le hasard est dépassé. La régularité des nombres premiers traduit les convergences du monde réel et le situe par rapport au chaos. Quelle revanche sur les matérialismes ! Tout est esprit et rien n'a de signification que par l'imagination. Mais quelle erreur que d'espérer dépasser les limites de notre expérience immédiate pour se retrouver dans un absolu construit à l'opposé du monde qui est le nôtre ! « L'Etre et le Néant » n'a pas d'autre origine et, dans l'ordre des mathématiques, certains passages à la limite traduisent l'écart entre ces deux pôles : au delà des convergences des vitesses habituelles, l'espace se dissout, le temps n'a plus de sens et les statistiques perdent leur cohérence.

C'est ici que se pose le problème du progrès. Incontestablement, l'humanité se développe et le nombre des hommes s'accroît. Par conséquent, nous sommes situés sur une ligne de convergence. Mais la question se pose de savoir, d'une part, jusqu'à quel sommet l'humanité peut se développer. N'y a-t-il pas quelque optimum ? Et d'autre part, ne peut-on penser qu'il doit y avoir un équilibre entre la quantité et la qualité ?

Voilà des questions qui soulèvent bien des difficultés et qu'on aimerait ne pas avoir à poser. Ont-elles un sens ? Il se peut qu'on le nie. Pour notre part, cette interrogation est celle de « l'homo faber ». C'est dans l'action que l'homme se pose ce problème et il lui faut le résoudre. A Rio de Janeiro, en 1950, Albert Camus a soulevé l'enthousiasme d'un auditoire de jeunes en condamnant notre temps et ses violences. La même condamnation est toujours d'actualité et le combat de l'Esprit est une lutte pour la paix.

La violence est une donnée naturelle. Elle est la contrepartie de la montée de l'humanité et de l'affrontement des forces vives. Mais, parallè-

(1) *La Fleur d'acier*, traduction française chez GRASSET, p. 111.

lement à la multiplication de la matière de l'humanité, l'esprit humain gagne en intensité et son problème est d'organiser.

Toutes les religions ont soulevé le problème de la violence et cherché à le résoudre. Peut-on dire que les chrétiens et l'hindouïsme sont allés assez loin dans le sens d'une solution de progrès ?

En tout cas, la montée de l'esprit dans la civilisation indo-européenne s'est traduite par une longue ascèse et une suite de progrès dans les connaissances, qui conduit de l'Égypte et d'Israël à Descartes et Montesquieu, de saint Thomas et de Luther à Einstein et à Bergson.

Nous sommes tentés d'attacher une importance excessive aux conquêtes dans la connaissance de l'univers sensible. L'énergie atomique n'a probablement pas l'intérêt que nous lui attachons et si l'ère nucléaire a un sens, c'est peut-être parce qu'elle nous ramène à certaines vérités qui sont celles de civilisations anciennes. La montée des sciences et l'euphorie qui l'a accompagnée nous l'a fait oublier. Dans l'axe de ces civilisations, toutes d'imagination, de tels progrès ont un rôle : le cirque, le cinéma, la télévision, sont des spectacles dignes des jeux romains et grecs. Et les progrès de la chimie donnent aux femmes de tous les pays les couleurs qui animent leurs mouvements. Encore faut-il qu'elles marchent avec grâce et que les humains aient une vue suffisamment bonne pour voir ces couleurs !

La santé physique et mentale est un capital à sauvegarder et il faut bien constater qu'il est actuellement gravement menacé par la concentration urbaine. On a parlé de maladies de civilisation. Les progrès dans la durée de vie se sont accompagnés de graves régressions. Ce n'est pas tant d'ailleurs en Europe, la quantité des hommes qui en est responsable que leur mauvaise répartition dans l'espace et la monstrueuse accumulation de huit millions et demi d'habitants dans la région parisienne, qui risque d'être le tombeau de la civilisation française, en constitue, hélas ! l'un des exemples les plus lamentables. Il est à craindre qu'à cause de cette erreur nos enfants ne jugent sévèrement l'actuelle génération.

Le Japon est le premier pays, génétiquement et spirituellement éloigné de l'Europe, qui ait rejoint notre civilisation mécanicienne et l'ait comprise. Il est aussi celui qui a pris conscience de la nécessité d'organiser la croissance du nombre et ses problèmes méritent d'être attentivement médités.

Au terme de ses études de doctorat, notre étudiant J.L. Riallin a eu le courage de prendre le bâton de voyageur et d'aller, avec un de ses camarades de Faculté, grâce à l'appui de Jean Stoetzel, étudier pendant plus d'un an au Japon les problèmes actuels de ce pays. Il en a rapporté une thèse qui a retenu l'attention de la Faculté de Droit. La revue « Population » a, d'autre part, publié un article de J.L. Riallin sur le problème de la limitation des naissances, résultant de son enquête. Le présent ouvrage a été à l'origine cette thèse de doctorat. Avec diverses retouches, elle voit aujourd'hui le jour.

L'œuvre apporte une documentation qui n'existait pas encore en France. A ce titre elle est précieuse, et nous sommes heureux d'ouvrir ainsi une collection de travaux démographiques et économiques que Marie-Thérèse Génin a eu la grande gentillesse d'accueillir.

Léon BUQUET

INTRODUCTION

Au problème de la faim dans le monde, il existe deux solutions seulement : le développement économique et la mise en échec de l'accroissement démographique.

Le développement économique est la préoccupation vitale des pays en évolution. Certains adoptent les doctrines socialistes, d'autres préfèrent le libéralisme. Cependant, cette solution peut être insuffisante à long terme lorsque l'augmentation du nombre est particulièrement importante. La population accrue absorbe l'augmentation du produit national et freine ou annule l'amélioration du revenu par tête.

Seul, jusqu'ici, le Japon a eu largement recours à la solution démographique. Quelles leçons se dégagent de son expérience ?

*
**

L'accroissement démographique d'un pays entraîne une détérioration du revenu de chacun, lorsque l'économie ne se développe pas parallèlement.

A croissances démographique et économique égales, le revenu par tête reste identique.

Pour que le niveau de vie s'améliore, il faut que le taux de croissance de l'économie dépasse le rythme d'accroissement de la population.

De 1868 à 1940, les Japonais ont su se placer dans la dernière situation. La population du Japon est passée de 35 millions à 73 millions, soit un taux moyen annuel d'accroissement naturel légèrement supérieur à 1 %. Pendant la même période, le Japon évoluait très vite du stade de la féodalité à celui de l'industrie moderne. Le taux de croissance annuel du revenu national, de l'ordre de 4 % en moyenne (1), dépassait largement le rythme d'accroissement de la

(1) 3,7 % selon le professeur Ohkawa, dans *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*, Tokyo, 1958.

population. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le Japon n'a donc pas ressenti trop durement la pression de la surpopulation, car jamais le niveau de vie n'a été menacé par l'accroissement démographique. L'émigration, rendue possible par les conquêtes territoriales, permettait, de plus, l'absorption d'une partie de la population.

La défaite du Japon dans la seconde guerre mondiale entraîna, en plus de l'effondrement de sa puissance industrielle, la perte de ses territoires annexés. Le Japon se trouva donc privé de ses principaux fournisseurs de matières premières, et dut faire largement appel aux ressources des pays étrangers pour compléter sa faible dotation naturelle. Sa balance commerciale devenait, de ce fait, dangereusement déficitaire.

Ainsi, en 1954, le Japon a-t-il dû importer 80 % du minerai de fer nécessaire à sa consommation, 95 % du pétrole, 97 % du sucre, 100 % du caoutchouc, de la laine et du coton, 77 % du maïs (1).

La production industrielle ne rattrapa le niveau moyen des années 1934-1936 qu'en 1952. Or, pendant cette période, l'excédent des naissances sur les décès et les rapatriements de Japonais avaient accru la population de quinze millions. En 1945, la surpopulation mettait clairement en danger le maintien du niveau de vie. Le Japon connaissait tout à coup une situation analogue à celle de nombreux pays en évolution rapide.

Après la seconde guerre mondiale, le bilan était inquiétant :

— Une superficie d'environ 370 000 km² le plaçait loin derrière la France, et à peine devant l'Allemagne Fédérale (353 000 km²);

— Sa densité au kilomètre carré (250) le situait au troisième rang mondial, derrière la Hollande (306) et la Belgique (290) et devant la Grande-Bretagne (208);

— Sa densité agricole était la plus forte au monde, avec une surface cultivable par travailleur agricole 5,7 fois moindre qu'en Hollande, 9,7 fois moindre qu'en France, et 157 fois moindre qu'au Canada (2).

Le « boom » des naissances de l'après-guerre, provoquant un accroissement naturel proche de 20 p. 1 000, était une menace au relèvement.

En décidant de limiter volontairement leurs naissances, les Japonais avouaient leur manque de confiance dans le seul redressement économique. L'action parallèle des deux méthodes leur semblait indispensable.

(1) Cité par Juitsu Kitaoba, dans *Overpopulation and Family Planning in Japan*, The Science Council of Japan, Division of Economics and Commerce, Economic Series, n° 14, 1957.

(2) *FAO Year-Book*, 1954.

Mais la limitation des naissances ne peut apporter une solution qu'à long terme. Il faut, en effet, attendre que diminue la population féminine en âge de fécondité maximale. Même si chaque couple né vers 1935 n'a aujourd'hui que peu d'enfants, les naissances restent très nombreuses, parce qu'il y a 25 ans la natalité fut très forte. Ainsi, au Japon, le renversement des tendances démographiques n'entraînera pas une diminution de la population totale avant 1995.

La politique démographique s'avère donc insuffisante à elle seule, car elle n'apporte de solution qu'à long terme. A plus court terme, les problèmes restent presque entiers, qu'il appartient à l'économie de résoudre.

Au Japon, le phénomène essentiel est, à présent, le gonflement remarquable de la population en âge de travailler. L'absorption des nouveaux travailleurs constitue pour les quinze années à venir le problème-clé de l'économie japonaise.

Les modifications démographiques ont d'ailleurs d'importantes répercussions économiques. La politique de restriction des naissances entraîne surtout des changements dans la composition par âges de la population. Ainsi, le rapport du nombre des personnes actives aux personnes inactives se trouve bouleversé. Certains groupes d'âge augmentent en nombre absolu, et plus encore en importance relative, parce que d'autres diminuent.

En même temps, il se produit un vieillissement rapide de la population, car le progrès médical allonge l'espérance de vie. Dans un pays resté longtemps jeune grâce à une forte natalité, il est ardu d'organiser rapidement un système de retraites permettant l'entretien des personnes âgées.

La prospérité du Japon dépend de ses choix économiques et démographiques actuels; chacun fera l'objet dans cet ouvrage d'un développement particulier.

L'évolution du Japon, de 1868 à 1945, est indispensable à la compréhension des phénomènes actuels. Elle commande et explique largement la politique des dernières années. Nous étudierons tout d'abord rapidement cette évolution.

L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE ET LE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE JUSQU'À LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L'année 1868 marque la naissance du Japon moderne. Cette année-là débuta l'Ere de Meiji (1), ou ère des lumières. Du point de vue politique, elle marque la restauration de la souveraineté de l'Empereur qui, pendant deux siècles, avait dû s'effacer devant le Shogun, ou Maire du Palais. Jusqu'en 1868, le Japon vécut isolé, moyennement peuplé, sans que l'économie se développât. Le régime des Tokugawa (2) ne tenta pas de faire sortir le Japon de la féodalité, de telle sorte qu'au milieu du siècle dernier, ce pays n'était pas encore unifié, et vivait replié sur lui-même, ne cherchant pas à commercer avec les autres pays.

La restauration du pouvoir impérial permit l'unification et bientôt l'économie japonaise s'ouvrit à l'Occident. Sorti de la féodalité, le Japon entreprit de s'industrialiser, et sa population augmenta rapidement. De 1868 à 1940, son essor économique se concrétisa par un taux de croissance remarquable du revenu national. Son accroissement démographique fut non moins spectaculaire.

Ayant peu participé à la première guerre mondiale, le Japon en retira des avantages économiques substantiels, surtout grâce à l'acquisition de marchés d'exportation. Au contraire, sa défaite dans la seconde guerre mondiale le ramena provisoirement d'une vingtaine d'années en arrière, pendant que sa population ne cessait d'augmenter.

Cette évolution nous amène donc à examiner trois périodes :

1. A l'époque des Tokugawa;
2. De la Révolution de Meiji à la seconde guerre mondiale;
3. A la fin de la seconde guerre mondiale.

(1) Ere de Meiji : du nom de la famille impériale restaurée en 1868.

(2) Régime des Tokugawa : du nom des Shoguns.

CHAPITRE I

A L'ÉPOQUE DES TOKUGAWA (1603-1868): STAGNATION ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE

Peu avant l'avènement du gouvernement shogunal des Tokugawa, en 1603, la population du Japon était, selon les chiffres cités par J. Murdoch (1), de 18 millions d'habitants. C'était, pour l'époque, un chiffre très élevé, supérieur à ceux de la Maison d'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne.

Deux siècles et demi plus tard, en 1846, cette population n'atteignait pas encore 27 millions. Cette stagnation démographique semble avoir eu plusieurs causes. L'isolement politique et économique du Japon explique, pour une part, l'arrêt dans la croissance de la population.

Section I

STAGNATION ECONOMIQUE DURANT LE REGNE DES TOKUGAWA

Pendant toute la durée du règne des Tokugawa, le Japon n'a jamais été complètement unifié. Le Shogunat possédait en propre environ un quart du territoire japonais. Le reste appartenait aux seigneurs, ou « *daïmios* ». Ceux-ci reconnaissaient, en principe, la suzeraineté du Shogun, mais défendaient, en fait, jalousement leurs prérogatives, et n'hésitaient pas à prendre les armes pour rester indépendants. Il en résultait un cloisonnement politique qui entravait les communications et les échanges.

(1) J. MURDOCH : *A History of Japan*, London, Kegan Paul, French, Trubnec and Co, 1925.

L'isolement des fiefs rendait très meurtrières les catastrophes naturelles. Lors d'une inondation ou d'une famine, le « daïmio » ne pouvait guère faire appel à ses voisins, avec qui il guerroyait sans cesse.

Sur le plan international, le Japon était coupé de l'étranger. La politique extérieure des Tokugawa consistait à fermer les portes à toute influence étrangère. En s'isolant ainsi, le Japon se privait de l'émulation provoquée par la concurrence internationale, ainsi que des progrès réalisés à l'extérieur, dont il aurait pu tirer profit.

L'agriculture constituait la principale activité productive à cette époque. Or, les paysans n'avaient aucun intérêt à augmenter leur production, car, hormis le nécessaire à la subsistance, les seigneurs réquisitionnaient la totalité de leurs récoltes.

On arrivait peu à peu à une sorte de sclérose. La structure de la société sous l'ère des Tokugawa n'évoluait que très peu. Le dynamisme avait disparu. L'isolement volontaire du Japon étouffait son développement économique. On arrivait, de plus, à une période où il ne restait plus de terres à défricher. Dans ces conditions, les paysans, sans cesse davantage exploités par les « daïmios », hésitaient à créer un foyer et à avoir des enfants.

Peu avant l'effondrement du régime, les seigneurs augmentèrent encore les redevances, et souvent en exigèrent le paiement à l'avance.

Il eût été logique de voir les masses paysannes se soulever contre le régime d'exploitation qui les opprimait. Il y eut, en fait, un assez grand nombre de révoltes, mais celles-ci ne prirent jamais l'aspect d'un mouvement d'ensemble, et ne mirent pas le régime des Tokugawa en danger. Cette misère paysanne entraîna plutôt une reprise des anciennes pratiques de l'avortement et de l'infanticide.

Section II

STAGNATION DEMOGRAPHIQUE DURANT LE REGNE DES TOKUGAWA

La stagnation démographique n'est apparue que dans la seconde moitié du règne des Tokugawa. Au début du XVIII^e siècle, en effet, cent ans après la prise du pouvoir par les Shoguns, le Japon comptait 25 millions d'habitants, soit 7 millions de plus qu'en 1603. Au début, la population augmenta donc assez rapidement. Les historiens japonais attribuent généralement cette croissance au maintien de la paix. A partir de 1600, et jusqu'au début du XVIII^e siècle, le Japon connut,

en effet, une longue période de paix. Ainsi que le dit John Orchard (1), « ... aucun autre pays n'a jamais connu une aussi longue période sans guerre intestine ou étrangère ».

Cependant, de nombreux obstacles à une croissance de la population — guerre exceptée — jouaient pendant cette période : « les obstacles à la croissance de la population étaient les famines, la peste, les inondations, le feu, et les tremblements de terre, l'immoralité sexuelle. La prostitution était largement répandue... et l'homosexualité n'était pas inconnue » (2). A l'énumération ci-dessus, il convient d'ajouter les épidémies qui étaient fréquentes.

Malgré tous ces fléaux, la population continua d'augmenter jusqu'au début du XVIII^e siècle. En 1721, la population japonaise s'élevait à 26 millions (3). Mais, 125 ans plus tard, en 1846, elle n'atteignait pas encore 27 millions. Il faut donc supposer que de nouveaux facteurs entraînèrent un abaissement de la fécondité ou une augmentation de la mortalité.

Pendant cette période, de grandes famines décimèrent une partie de la population. Ainsi, la famine de Tempei (4) dura de 1783 à 1787, et causa la mort d'environ la moitié de la population dans les provinces du nord-ouest. De même, une grande famine fit périr près de 200 000 personnes en 1836. Mais il ne semble pas que les catastrophes qui s'abattaient périodiquement sur la population japonaise aient été beaucoup plus nombreuses de 1700 à 1850 qu'auparavant. Un spécialiste japonais des questions de population, le professeur Ishibashi (5) a dressé un tableau des calamités qui ont frappé le Japon depuis le XVII^e siècle.

(1) ORCHARD J.-E. : *Japan's Economic Position*, N.Y. Wittlesey House, 1930, p. 8.

(2) LONGFORD J.H. in J. MURDOCH : *A History of Japan*, London, Kegan Paul, Trench, Trubnec and Co, 1925, vol. III, p. 358.

(3) Chiffres cités par A. OKASAKI : in *Histoire du Japon, L'Economie et la Population*, I.N.E.D., cahier n° 32, P.U.F. 1958, p. 35.

(4) Famine de Tempei : du nom de la région où la famine fut la plus meurtrière.

(5) Y. ISHIBASHI : *Japanese Immigrants in the United States*, Stanford University Press, 1932, p. 381.

TABLEAU 1. — *Nombre de catastrophes naturelles au Japon (1601-1850)*

Nature du fléau	1601-1700	1701-1800	1801-1850
Tremblement de terre.....	45	22	41
Epidémie.....	9	26	6
Pluie violente.....	9	12	6
Sécheresse.....	14	9	8
Eruption volcanique.....	26	35	9
Raz de marée.....	9	14	3
Inondation.....	435	38	6

Source : Y. ISHIBASHI, *Japanese Immigrants in the United States*, Stanford University Press, 1932, p. 381.

Ces chiffres n'ont pas une grande signification, car il faut tenir compte de l'ampleur de chaque fléau. Ils nous indiquent seulement qu'il faut chercher d'autres causes à l'arrêt de la croissance de la population au XVIII^e siècle.

La sclérose économique et le régime d'exploitation des paysans par les seigneurs expliquent la volonté de certains groupes de limiter le nombre de leurs enfants.

Mais il est sans doute erroné de raisonner sur le plan de la société en général, parce que les paysans — illettrés — ne limitaient pas leur descendance rationnellement en tenant compte des faibles chances d'emploi des enfants atteignant l'âge de travailler. Le problème se posait en fait dans le cadre de chaque famille.

La famille traditionnelle japonaise est constituée dans le cadre de l'« ié », c'est-à-dire du foyer. En font partie les vieux parents, tous les enfants mâles et les filles non encore mariées, ainsi que la descendance des enfants mâles. Le chef de la famille ainsi définie a la lourde obligation d'assurer la subsistance du groupe. En échange, il a droit à l'obéissance des cadets et de ses enfants, qui ne doivent se marier ou changer de travail qu'avec son consentement. La tâche essentielle du chef de l'ié est d'assurer la continuité de la famille.

Dans la mesure où il n'y a pas de descendance mâle, on procédera volontiers à une adoption : dans ce cas, l'adopté perdra tout lien avec sa famille d'origine, prendra le nom de sa nouvelle famille et obtiendra les droits à l'héritage. Il arrive même, lorsque l'enfant mâle existant ne se montre pas à la hauteur de sa mission de futur chef de l'ié, qu'un fils plus capable soit adopté.

D'autres procédés, encore plus ingénieux permettaient même de faire revivre des familles éteintes depuis plusieurs générations.

L'analogie qui consiste à représenter la famille comme un arbre dont le tronc serait le chef de famille et les branches les autres membres, est valable seulement si l'on considère que la relation est moins biologique que sociale. Dans la mesure où il y a des fils, les filles sont exclues de la généalogie, puisque, lors de leur mariage, leur nom est effacé du « koseko » ou livre de famille.

D'après l'organisation de cette famille traditionnelle, l'entretien des vieux parents était une des obligations primordiales. A supposer qu'il y ait encore une ou deux bouches supplémentaires à nourrir, la cellule familiale comptait cinq ou six personnes, qui devaient vivre sur un, ou éventuellement deux revenus. Au moment de la naissance du second ou du troisième enfant, la lutte s'établissait entre les vivants qui n'avaient qu'un faible revenu à se partager, et le nouveau-né, dont la seule défense était la fibre maternelle de la nouvelle accouchée. Or dans la hiérarchie familiale, la jeune mère était à la dernière place, car elle devait obéissance non seulement à son mari, mais à toutes les femmes plus âgées de la famille.

En règle générale, lorsqu'il y avait avortement ou infanticide, celui-ci survenait non pas lors de la naissance du premier enfant, mais après la naissance du premier ou du second enfant mâle. Ceci tenait en grande partie à ce que nom et biens se transmettaient par les hommes.

On trouve dans une étude anonyme (1) publiée vers 1880, une énumération des raisons invoquées, le plus souvent, à la fin du règne de Tokugawa en faveur de la limitation artificielle des naissances. Vient en tête la raison économique : trop d'enfants réduisent les moyens de subsistance des parents et des enfants. Les voisins regardent comme imprévoyant celui qui a trop d'enfants. Cette attitude des groupes sociaux vis-à-vis de la limitation des naissances était tout à fait remarquable il y a près d'un siècle, puisque, récemment en Chine, l'attitude contraire prévalait encore. Pour encourager le contrôle des naissances, le gouvernement Chinois fit placarder des séries de deux affiches, l'une montrant des parents avec deux enfants dans un intérieur coquet et l'autre, une famille très nombreuse dans un intérieur misérable. Voyant cette affiche, les Chinois plaignaient le pauvre père qui n'avait pas pu avoir plus de deux enfants.

De même, dans la bourgeoisie, la raison économique joue un

(1) Selon un livre intitulé : « *Conditions of Evil Customs among the People* », écrit vers 1880.

grand rôle. Les riches doivent donner des fêtes coûteuses en l'honneur de leurs enfants, sinon ils encourent une sanction car leur prestige social est diminué vis-à-vis des autres familles. Ils préfèrent donc élever peu d'enfants en observant les règles traditionnelles qui les feront accepter par leur milieu. Dans de nombreux autres cas, les parents recourent à l'avortement ou à l'infanticide; en particulier lorsque les parents ont déjà des enfants mariés ou à l'âge du mariage, afin de ne pas créer une gêne chez leurs aînés ou prêter le flanc à des remarques déplaisantes de la part de leurs voisins et lorsque des parents ont adopté un ou plusieurs enfants, pour ne pas créer de situation familiale trop compliquée. Etant donné la fréquence des adoptions au Japon, les conséquences de cette attitude sur le nombre des naissances ne sont pas négligeables. D'autres situations peuvent se produire, dans lesquelles il y a de fortes chances pour que l'avortement ou l'infanticide mette un terme à la vie de l'embryon ou du nouveau-né : ainsi, lorsqu'au moment du divorce la femme est enceinte, pour permettre le remariage. Il en est de même lorsqu'un homme épouse une femme ayant déjà des enfants, si son mariage s'accompagne d'une adoption par la famille de sa femme. Le but est, ici, d'éviter les complications familiales et les difficultés de succession. L'infanticide est aussi pratiqué, lorsque l'enfant naît un jour défavorable, par exemple sous certains signes du Zodiaque.

Enfin, l'auteur de cette énumération attribue aussi une part importante des avortements et des infanticides au désir que la totalité de l'héritage reste entre les mains de l'enfant unique.

Toutes ces raisons, qui prévalaient avant la révolution industrielle du Japon, nous semblent très proches de celles invoquées aujourd'hui dans les pays occidentaux en faveur de la contraception. On voit que des considérations telles que le maintien du niveau de vie, l'amélioration des conditions d'existence, la situation future des enfants, le contexte social jouaient beaucoup.

Les Japonais de la fin de l'ère des Tokugawa ont, en quelque sorte, refusé de laisser les « Trois Parques » jouer leur rôle meurtrier en supprimant, dès leur conception ou dès leur naissance, les êtres jugés superflus.

Contraception, avortement et infanticide étaient tous trois connus dans l'ancien Japon, mais sans que soit exactement distingué leur processus, tant au point de vue biologique que social. En nombre, l'avortement et l'infanticide l'emportaient nettement sur la contraception. Les procédés mécaniques d'avortement étaient plus couramment employés que les plantes ou les breuvages abortifs (1).

(1) Irène B. TAEUBER : *Population of Japan*. Princeton University Press, 1958.

La différence entre le Japon pré-moderne et les pays occidentaux d'aujourd'hui est que la limitation volontaire des naissances est chez nous le résultat d'une certaine planification familiale, ce qui permet d'éviter la conception en employant des méthodes qui empêchent la conception « ex ante ». Le Japon des Tokugawa n'avait pas développé cette faculté de planification. La prévention de la naissance devait donc se faire « ex post », donc par avortement ou infanticide.

Dès la fin du XVIII^e siècle, devant l'augmentation des infanticides et des avortements, des décrets furent pris par le Shogun qui prescrivaient l'interdiction absolue de ces pratiques et une assistance aux enfants des indigents; ces décrets restèrent lettre morte.

Les pratiques malthusiennes cessèrent seulement lorsque les nombreux bouleversements de structure accompagnant la « Révolution de Meiji » entraînèrent un développement économique permettant de nourrir plus de bouches.

Le gouvernement de Meiji fit tout de suite un effort considérable pour venir à bout de la limitation artificielle des naissances. Mais cet effort — sanctions graves aux contrevenants et aide aux familles nombreuses — n'aurait pas eu un tel succès, si le développement économique extrêmement rapide n'avait permis d'absorber, avec une relative facilité, l'accroissement démographique. Dès le début du XX^e siècle, les pratiques restrictives avaient presque complètement disparu.

Le Japon des Tokugawa a vécu replié sur lui-même. Seul un commerce extérieur important lui aurait permis de se développer. Le manque d'unité et l'exploitation des masses paysannes par les seigneurs entravèrent toute croissance économique. La stagnation démographique ne tarda pas à suivre, faisant ainsi disparaître un des ferments d'évolution : une population nombreuse.

CHAPITRE II

DE L'ÈRE DE MEIJI A LA SECONDE GUERRE MONDIALE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

En 70 ans, le Japon va atteindre le rang de grande puissance mondiale. Jamais un autre pays n'a franchi aussi rapidement les étapes du développement. Tous les facteurs ont joué en même temps pour que la population et l'économie croissent à une allure stupéfiante.

Section I

LES CAUSES DU DEVELOPPEMENT RAPIDE DE LA POPULATION

Des conditions très favorables à une croissance démographique rapide allaient accompagner la restauration de l'Empire. L'unification du pays, l'éveil du nationalisme et l'orientation progressive en faveur des doctrines populationnistes étaient autant d'éléments propices à une croissance accélérée de la population.

§ 1. — LE DESIR D'UNIFICATION DEVANT LA MENACE D'UNE INVASION OCCIDENTALE ENTRAINE LA DISPARITION DU REGIME FEODAL

Le sentiment de patriotisme s'éveilla au Japon devant la menace d'une invasion occidentale. L'exemple des autres pays d'Asie où, peu à peu, l'Occident prenait pied, contribua à rendre les Japonais conscients du danger qu'ils couraient. La venue au Japon du Commodore américain Perry en 1863 est souvent évoquée lorsqu'on parle de la Révolution de Meiji. Elle marque, en effet, la date de l'éveil nationaliste.

Le premier effet de cette prise de conscience fut la soumission à l'Empereur de tous les daïmios, les uns après les autres. Une fois l'unité acquise, la transformation s'accéléra grâce à l'introduction au Japon de nombreux concepts et procédés occidentaux (techniques françaises de la filature de la soie, broches à filer d'Angleterre...). Comparée à celle des autres pays, la révolution industrielle se fit très rapidement, puisque, dès 1890, le Japon avait créé les principales industries nécessaires à sa croissance industrielle : industries textiles d'abord, qui constituent le premier stade dans l'industrialisation d'un pays, exploitation des mines, création d'usines sidérurgiques, mise en route de chantiers navals... En 1900, la production textile atteignait 33 fois celle de 1887 (1). Le mercantilisme a mené la « barque des Tokugawa » jusqu'à son échouement final et le Japon est passé, sans transition, de la féodalité à l'industrie moderne.

Avec le changement radical de régime politique, toutes les réformes étaient possibles. Décrétées sans tarder, les libertés de domicile, d'emploi et de contrat, la propriété individuelle, l'introduction de systèmes modernes d'éducation, de transport et des techniques militaires et monétaires, permirent d'oublier le passé tout récent. C'est dans cette atmosphère complètement nouvelle que disparut — au moins provisoirement — la restriction artificielle de la population.

§ 2. — LA FIN DE LA FEODALITE A PERMIS D'AMOINDRIR LES EFFETS DES FLEAUX NATURELS

La soumission des daïmios à l'Empereur fit tomber les obstacles qui empêchaient les échanges à l'intérieur du pays. L'unité étant enfin réalisée, les gens purent quitter les régions très défavorisées, où leur asservissement aux daïmios les avait forcés à demeurer. Grâce à la libre circulation des marchandises et à la propagation des idées, le progrès technique se répandit rapidement. La politique d'hygiène et de salubrité décrétée par le nouveau gouvernement — création en 1872 d'un service de santé publique — pénétra les campagnes. En même temps, les catastrophes naturelles eurent des conséquences moins dramatiques puisqu'on put envoyer des secours aux sinistrés et des vivres dans les régions souffrant de famine. A partir de 1880, et mis à part les tremblements de terre qui, comme celui de 1923, firent des dizaines de milliers de victimes, on ne connut plus de brusques reculs de la population entre deux recensements par suite d'une grande famine ou d'une grave épidémie.

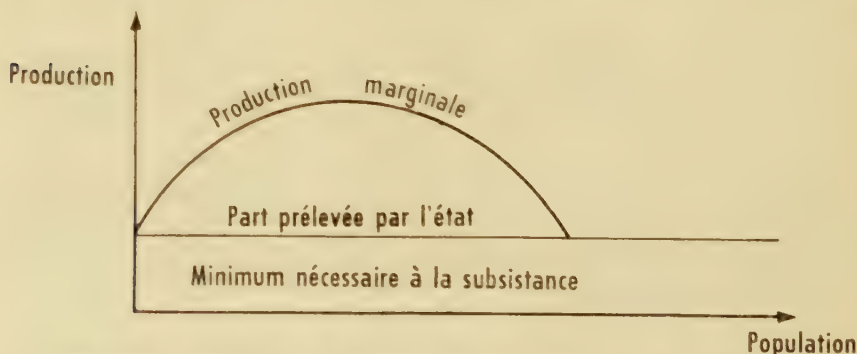
(1) A. OKASAKI : *Histoire du Japon : Economie et Population*, I.N.E.D. 1958.

§ 3. — L'ORIENTATION VERS UNE DOCTRINE POPULATIONNISTE

Jusqu'à la Révolution de Meiji, le Japon avait pratiqué intensivement la limitation artificielle des naissances. Le gouvernement de Meiji réussit à faire disparaître les avortements et les infanticides. Il prononça des condamnations sévères à l'égard des contrevenants et organisa systématiquement une aide aux familles nombreuses et nécessiteuses. Ceci n'aurait pas suffi si, en même temps ne s'était créée une attitude nouvelle à l'égard du problème de la population. Tant qu'il vivait sur lui-même et en paix avec les pays étrangers, le Japon féodal ne voyait aucun intérêt à nourrir un excédent de bouches. La menace d'invasion l'incita à créer une armée qui devait sauvegarder l'intégrité du territoire japonais. Cette armée devint bientôt une institution, qui prit une place grandissante dans le gouvernement du pays. C'est ainsi que, peu à peu, le Japon envisagea de dominer les pays plus faibles d'Asie du sud-est.

Un pays fort doit être un pays très peuplé. Ainsi, le Japon a vu dans le nombre un facteur de puissance. Il faut beaucoup d'hommes, non seulement pour en faire des soldats, mais pour que l'effort d'armement soit réparti sur un plus grand nombre de revenus; le pays cherche alors à atteindre un optimum de puissance, de préférence à un optimum économique (1).

(1) Ainsi que l'a montré M. Sauvy (*Théorie générale de la population*, tome I, P.U.F.), l'optimum de puissance d'un pays dépasse largement son optimum économique, c'est-à-dire la population pour laquelle le niveau de vie par tête est maximum. La courbe ci-dessous montre que dans la mesure où le travailleur ne conserve que le minimum nécessaire à lui-même et à sa famille, le montant global que l'Etat pourra prélever sous forme d'impôts, par exemple, sera maximum lorsque la courbe de production marginale rencontrera la droite qui marque le minimum de subsistance.



Ce schéma suppose une économie fermée. Dans le cas d'échanges internationaux, Cf. Léon BEQUET, *L'Optimum de Population*, pp. 210 sqq.

Avant même que son désir d'expansion territoriale se concrétisât, le Japon chercha à atteindre cet optimum de puissance. Non seulement il fit disparaître l'avortement et l'infanticide, mais même l'émigration fut interdite pendant longtemps, afin que le maximum de puissance puisse être mis entre les mains de l'Etat.

Section II

DE LA REVOLUTION DE MEIJI A LA SECONDE GUERRE MONDIALE. L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE A ETE RENDU POSSIBLE PAR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

LA PROSPERITE NATIONALE A ETE FORTEMENT LIEE A LA PUISSANCE MILITAIRE : A CHAQUE CONFLIT ARME CORRESPOND UNE ETAPE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A mesure que le développement économique du Japon entraînait, pour lui, une dépendance plus grande vis-à-vis du commerce extérieur, son attitude politique devenait de plus en plus expansionniste. Il ne faut donc pas être trop surpris qu'un peuple qui avait vécu replié sur lui-même pendant des siècles soit devenu assez subitement colonialiste. C'est en faisant pénétrer au Japon la culture occidentale qu'on y a fait exploser les vieilles structures. Une fois qu'il s'est agi de rebâtir, on s'aperçut rapidement que la maison n'était plus assez grande.

Le but immédiat de l'expansion colonialiste n'était d'ailleurs pas de déverser le trop-plein de population dans les pays conquis : la preuve en est qu'à la veille de la seconde guerre mondiale, le nombre des Japonais expatriés n'était pas tellement considérable. D'ailleurs, avec 35 millions d'habitants en 1872, le Japon s'estimait faiblement peuplé. L'interdiction d'émigrer, qui avait fait partie de la politique de séclusion des Tokugawa, ne devait être levée qu'en 1885. En fait, les Japonais cherchaient à obtenir de nouveaux marchés sur lesquels ils seraient privilégiés grâce à leur domination militaire; ils se procuraient les matières premières et les sources d'énergie nécessaires à leur industrie et écouleraient sur ces marchés sud-asiatiques une partie de leurs produits manufacturés.

L'industrialisation du Japon, bien que rapide, a marqué certains paliers. A la suite de chacun de ces succès militaires, le Japon a pu franchir un stade de son développement économique.

§ 1. — PREDOMINANCE DE L'INDUSTRIE LEGERE JUSQU'A LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE DE 1904-1905

De la première guerre sino-japonaise, 1894-1895, le Japon ne retira que relativement peu d'avantages. Le conflit fut d'ailleurs limité. Le Japon y gagna Formose. Dès cette annexion, le gouvernement japonais fit accroître la quantité de terres cultivées à Formose et surtout introduisit certaines techniques agricoles japonaises, ce qui permit une amélioration remarquable des rendements.

Le Japon de la fin du xix^e siècle n'avait pas encore eu le temps de se constituer une industrie lourde et l'annexion de Formose ne pouvait pas servir de stimulant dans cette voie, puisque les ressources Japon. Il y trouva aussi un fournisseur important de *sucre* — environ minérales y sont très limitées. De Formose, le Japon retira beaucoup de *riz*; ainsi la moitié de la récolte de riz de 1936 fut envoyée vers le 1 million de tonnes par an avant la seconde guerre mondiale — de pommes de terre, de bananes et d'ananas.

Ce premier succès militaire allait cependant avoir une grande importance car il donna confiance aux Japonais. C'était le premier d'une série de succès qui allaient persuader le Japon de son invincibilité et le conduire à l'idée de la construction de la « Grande Asie », d'une Grande Asie non pas fédérale mais pan-nippone.

§ 2. — DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE LOURDE A LA SUITE DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

La guerre russo-japonaise fut plus sévère que le conflit sino-japonais. Elle se termina par la défaite des Russes en 1905 et le traité de Portsmouth la même année. Ce traité consacra l'implantation des Japonais sur le continent par un contrôle complet sur la Corée, l'acquisition de droits sur les chemins de fer de Mandchourie, la location de Port-Arthur et, enfin, l'occupation du sud de l'île de Sakhaline.

De l'annexion de ces pays, le Japon profita beaucoup. L'annexion de la Corée ne fut effective qu'en 1910, mais dès 1906, le Japon put exercer sur elle un contrôle complet, économique, politique et militaire. La Corée fournit au Japon du *riz*, en grandes quantités (40 % de sa récolte en 1936), du *coton et du soja*. En plus, ses réserves minérales ne sont pas négligeables. Ajoutées à celles que le Japon pouvait se procurer en Mandchourie et en Chine, elles forment une liste impressionnante : *fer, charbon, plomb, zinc, sulfates, bauxite, manganèse, molybdène, tungstène*. Les conditions d'exploitation y étaient

plus ou moins favorables, les réserves par contre y sont très grandes et à la veille de la seconde guerre mondiale, le Japon était bien loin d'avoir complètement mis en valeur toutes les ressources minérales des pays sous son hégémonie.

L'annexion de la Corée se révéla particulièrement bénéfique pour le Japon, car la population s'était dès ce moment accrue au point que le Japon devait désormais compter sur l'étranger pour une partie du riz qu'il consommait. L'augmentation de la population fut d'abord faible, puisque de 1872 à 1900, elle passa de 35 millions à 44 millions seulement. Mais à partir de 1900, la mortalité décrût très sensiblement, et l'accroissement naturel dépassa bientôt 1 %. En 1910, la population approchait déjà le cap des 50 millions.

Le but du Japon dans cette opération militaire était double : trouver des fournisseurs de matières premières, et se procurer des clients susceptibles d'absorber ses produits finis, en particulier ses textiles. Il s'agissait de créer des marchés d'exportation privilégiés permettant aux industries japonaises de s'aguerrir avant de se lancer dans la vraie concurrence internationale. Sans doute cette victoire confirma-t-elle le Japon dans sa vocation de pays industriel.

C'est seulement après la fin de la guerre russo-japonaise que le Japon commença à édifier son industrie lourde grâce au fer et au charbon chinois et mandchous. L'industrie qui se développa alors était surtout composée de petites et moyennes entreprises : en 1914, encore 95 % des entreprises avaient moins de 100 ouvriers. Ces entreprises produisaient l'essentiel des industries exportatrices. C'est en partie grâce aux revenus tirés de leurs exportations que purent se créer et ensuite se consolider, les grands trusts familiaux ou « zaibatsu ».

Le conflit russo-japonais contribua aussi indirectement à la modernisation des structures économiques. Le Japon n'est pas riche en ressources minérales, et encore moins en minerai d'or. Ce sont les réparations de guerre russes, payées en or sur la place de Londres, qui fournirent au Japon un stock d'or suffisant pour abandonner le bi-métallisme et adopter l'étalon-or de change. L'adoption de ce nouveau système monétaire, en faisant disparaître l'inflation, permit un développement économique plus sain. A la veille de la première guerre mondiale, on assistait donc à la croissance démographique et économique d'une nouvelle puissance industrielle. Grâce à ses deux victoires sur la Chine et la Russie, le Japon avait pu se procurer des sources d'approvisionnement et quelques marchés privilégiés. Il lui restait encore à devenir une grande puissance industrielle capable de lutter victorieusement contre les exportations des autres grandes nations industrialisées.

§ 3. — 1914-1948. LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.

LA NEUTRALITE DU JAPON LUI PERMET DE DEVENIR
UN GRAND PAYS EXPORTATEUR

Le Japon ne participa autant dire pas aux opérations militaires de la première guerre mondiale. Son entrée tardive en guerre fut l'un des meilleurs atouts de son développement. Les besoins énormes des belligérants qui, engagés dans le conflit, ne pouvaient guère accroître leur production, créèrent une augmentation considérable de la demande mondiale. Les belligérants absorbaient, en effet, toute leur production et ne pouvaient donc plus approvisionner les marchés qui étaient traditionnellement les leurs. A cette augmentation remarquable de la demande, le Japon, économie de paix en pleine expansion, était tout prêt à répondre.

Cette situation permit donc aux exportations japonaises de pénétrer dans des marchés qui, en temps normal, leur auraient été fermés. Le résultat tangible de ce « boom » des exportations se traduisit dans une accumulation de réserves de devises. Le montant des exportations japonaises tripla de 1914 à 1918, grâce, surtout, aux commandes d'armes et aux exportations vers les colonies allemandes. A la fin du conflit, le Japon détenait pour environ 3 milliards de yens d'avoirs sur les autres pays. Ces réserves allaient aider à financer le développement industriel du Japon pendant plusieurs années.

Une nouvelle étape venait d'être franchie. Le Japon avait gagné le droit de cité parmi les grands pays industriels. Ses nouvelles armes commerciales en faisaient un concurrent redoutable pour les autres pays industrialisés qui devaient tout d'abord redresser leur économie ébranlée par la guerre.

§ 4. — CONQUETE DE LA MANDCHOURIE (1931)
ET GUERRE SINO-JAPONAISE (1937)

La fin de la première guerre mondiale et l'implantation du Japon sur de nombreux marchés étrangers auraient, normalement, dû mettre fin aux désirs expansionnistes des Japonais. C'est ce qui se serait sans doute passé si la fraction militariste n'était devenue sans cesse plus forte au Japon.

A l'intérieur du Japon, l'armée a toujours joui d'un très grand prestige. Les samouraï avaient, autrefois, tous les droits et un grand respect leur était dû. De même, après la Révolution de Meiji, le passage à l'armée pendant le service militaire était un honneur et celui qui l'avait accompli était mieux considéré dans son village que celui qui

en avait été dispensé. Le recrutement des officiers était tel qu'ils étaient solidaires des masses pauvres. Comme la misère de ces masses ne se cristallisa pas dans un puissant parti socialiste ou communiste, un large soutien fut donné aux militaires qui représentaient les déshérités en face du gouvernement protecteur des intérêts « zaibatsu » et des banques.

Jusqu'en 1930, le gouvernement résista vigoureusement à la pression des militaires et grignota le budget de l'armée.

A l'extérieur, le sentiment national des Japonais souffrit de l'attitude défavorable des Etats-Unis vis-à-vis des immigrants japonais. Il souffrit surtout des résultats de la Conférence de Londres sur le désarmement naval où l'égalité des marines américaine, anglaise et japonaise fut refusée au Japon.

De plus, la crise économique mondiale avait appauvri et aigri le Japon; lorsque les résultats de la Conférence de Londres furent connus au Japon, les premières manifestations des ultras eurent lieu. C'était le début du régime fasciste. Peu à peu, les militaires d'active allaient obtenir les postes-clefs du gouvernement.

Or, depuis 1905, le Japon avait pris pied en Mandchourie. Lorsque la fraction militariste l'emporta en 1931, il fut décidé de créer un nouvel Etat en Mandchourie, le Mandchoukouo. Une grande expansion fut alors réalisée, car il s'agissait de 1 300 000 kilomètres carrés, largement pourvus en ressources agricoles et minérales. Auparavant les Japonais n'avaient sur le continent chinois qu'un petit territoire contigu au chemin de fer sud-mandchourien et le territoire loué de Port-Arthur. Ils se trouvaient désormais à la tête d'une possession riche qu'ils allaient être en mesure d'exploiter.

La colonisation du Mandchoukouo n'avait pas été décidée fortuitement du fait de l'arrivée au pouvoir des militaires. Parmi les raisons qui avaient poussé les Japonais dans cette aventure, on peut noter :

— En 1930, l'accroissement rapide de la population commençait à faire sentir ses effets. Avec 64 millions d'habitants, le Japon avait vu sa population augmenter de 83 % depuis la Révolution de Meiji. Dès la création de l'Etat du Mandchoukouo, un plan prévoyant l'envoi d'un million de familles en Chine fut rendu public. Ce plan ne fut jamais mené à bien, en partie à cause du redressement rapide après la grande crise économique, et en partie du fait de la politique japonaise d'armement qui entraîna la création de nombreux emplois.

— Depuis 1920, la productivité de l'agriculture était restée sensiblement constante. On était conscient que le principe des rendements

décroissants dans l'agriculture allait jouer à plein si le Japon tentait d'irriguer plus de terrains ou d'en gagner sur les montagnes ou sur la mer.

— Les pays déjà colonisés — la Corée et Formose — voyaient leur population augmenter rapidement et il fallait s'attendre, en conséquence, qu'ils ne puissent pas continuer indéfiniment à envoyer beaucoup de nourriture au Japon.

— Même en tenant compte des ressources minérales de la Corée, il n'y avait pas assez de minerai de fer pour couvrir la totalité des besoins de la sidérurgie.

— En réduisant considérablement le niveau des échanges internationaux, la grande crise économique de 1929 rendait plus difficiles les exportations de produits finis et plus rares les devises nécessaires pour importer des matières premières (coton, charbon, fer).

— Les Japonais voyaient un avantage très net à s'assurer leur approvisionnement grâce à une prépondérance militaire au lieu d'avoir à dépendre de la conjoncture du commerce international.

— Enfin, et surtout, le Japon n'avait pas encore connu d'échec dans ses conquêtes coloniales.

La création, en 1932, de l'Etat fantoche de Mandchoukouo ne fut reconnue que par un faible nombre de pays étrangers. Le Japon fut même contraint de se retirer de la Sociétés des Nations.

A la même époque, la Conférence d'Ottawa renforçait la préférence impériale, au sein du Commonwealth, privant ainsi le Japon de nombreux clients.

Aussi constitua-t-il, en 1933, le bloc économique nippo-mandchou, qui garantissait au Japon l'équipement économique de la Mandchourie, et lui permettait de s'approvisionner en ressources minérales et en nourriture. Ce bloc n'était cependant pas à la mesure des besoins et de l'ambition japonais. Le Japon ne tarda pas à regarder avec convoitise la Chine du nord.

En 1937, un incident entre une garnison chinoise et un détachement japonais donna au Japon l'occasion d'exploiter « l'Incident de Mandchourie » et de faire le blocus de la côte chinoise. Lorsque les Américains essayèrent de faire parvenir des renforts aux Chinois par l'intérieur, les Japonais envoyèrent des troupes en Indochine. Déjà le conflit s'étendait, mais les Japonais tenaient d'autant plus à conserver leur position en Chine que les échanges commerciaux qu'ils y avaient créés représentaient, juste avant la deuxième guerre mondiale leur premier marché d'exportation. Avec 700 millions de \$ U.S. en 1939,

les exportations vers la Chine se montaient à 40 % des exportations totales du Japon. La perte de ce marché aurait été pour les Japonais une véritable catastrophe.

La guerre en Chine amena la transformation de l'économie japonaise en économie de guerre. Déjà, le Japon commençait à envisager la possibilité d'un conflit plus vaste. Ce changement entraîna des besoins accrus de matières premières utilisées dans des buts stratégiques. En même temps, il fallait maintenir les exportations pour se procurer des devises, car la balance commerciale était largement déficitaire et mettait en danger la stabilité du yen.

Ainsi que le montre le tableau ci-après, la reconversion d'économie de paix en économie de guerre se fit rapidement. Tout le poids en fut supporté par une restriction des importations destinées à la consommation domestique.

TABLEAU 2. — *Indice du volume de la production industrielle 1935-1938*
(Base 100 — moyenne annuelle 1931-1933)

	Indice général	Biens de consomma- tion	Biens de production	Nourriture et boissons	Fer, acier équipement mécanique
1935	139	125	153	110	184
1936	149	125	172	112	210
1937	167	137	198	114	252
1938	172	124	220	117	295

Source : BELSHAW Horace, Population Growth and levels of consumption with special reference to countries in Asia, London, 1956, p. 137.

Il est normal que l'effort de préparation à la guerre ait été largement supporté par une stagnation parallèle dans les industries productrices de biens de consommation domestique. Nous verrons plus loin que le développement spectaculaire de l'économie japonaise, avec un taux de croissance annuel sur longue période d'environ 4 %, n'a été rendu possible que par le maintien d'une très faible consommation domestique qui constitue peut-être, aujourd'hui, l'une des faiblesses de l'économie japonaise.

La révolution industrielle du Meiji avait été faite dans un but de défense. Désormais l'augmentation de la puissance industrielle visait à la conquête et au colonialisme.

Cependant, la population continuait à s'accroître rapidement. De 64 millions en 1930, le Japon passait à plus de 73 millions en 1940.

Ce chiffre élevé servait de prétexte à l'armée pour prôner l'expansion territoriale. Ainsi le général Abe, traduit en conseil de guerre après la dernière guerre mondiale, déclara que la surpopulation excusait les entreprises les plus folles (1). Malthus n'écrivait-il pas que les militaristes ont toujours mis en avant l'augmentation de la population pour entreprendre des guerres ?

A partir de 1935, le Japon connut une période de pré-guerre. Tout chômage disparut du fait de l'embauche dans les usines d'armement, de l'augmentation des troupes et de l'émigration vers la Mandchourie. On s'inquiéta bientôt d'une éventuelle insuffisance de la population, si bien qu'en 1941 un plan d'expansion démographique fut adopté par le gouvernement (2).

§ 5. — LA SITUATION AU DEBUT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Entre la révolution de Meiji, où le Japon replié sur lui-même ne comptait pas à l'échelle internationale et le début de la deuxième guerre mondiale, le Japon a parcouru un chemin considérable. Il s'est forgé une industrie solide, il a considérablement accru sa population et il s'est livré à l'expansion territoriale. Développant ainsi, autour de lui un marché artificiel, il était normal qu'il cherchât à le consolider. L'idée de panasiatisme sous contrôle japonais est née — tardivement — de là. Les Japonais ont voulu avoir leur « Commonwealth » asiatique. C'est pour cela qu'ils ont joué la carte de Pearl Harbour, afin de ne pas être entravés dans la construction de cet empire asiatique. A la fin de la première guerre mondiale, leur situation économique était saine, car leur commerce extérieur était fondé sur la libre compétition internationale. Lorsque les belligérants de la première guerre mondiale ont redressé leurs économies et ont reconquis une partie des marchés abandonnés pendant le conflit, les Japonais, pour maintenir le niveau de leur commerce extérieur et rendre possible leur développement économique, ont dû se tourner vers le colonialisme.

Plus l'économie japonaise se développait, et plus elle avait besoin de matières premières et de sources d'énergie qu'elle ne trouvait pas chez elle.

L'arrivée au pouvoir des militaires est en partie la conséquence

(1) *An outlook of studies on Population Problems in Japan*, IV. Outline of Birth control movement. Published by the Japanese National Commission for UNESCO (1959).

(2) Cf. *infra*, p. 49.

de l'évolution économique. Leur attitude expansionniste entraîna les Japonais en Corée et en Chine, puis aux Philippines et en Indonésie, en Indochine, en Malaisie et jusqu'en Birmanie. Accueillis très souvent comme les libérateurs du joug occidental et les champions du pana-siatisme, les Japonais n'ont pas su et n'ont pas eu le temps de construire solidement leur empire d'Asie.

CHAPITRE III

LA SITUATION A LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE MAIS ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

La période des succès éclatants de l'armée et de la marine japonaises dura 200 jours. Ce fut la « Blitzkrieg » qui donna au Japonais la maîtrise de toute l'Asie du sud-est. Pendant les quatre années qui suivirent, le Japon lutta pour sauvegarder ses conquêtes, et disputa avec acharnement chaque pouce de terrain. Quand, finalement, l'armée américaine submergea les forces japonaises, l'économie nippone était au bout de ses forces.

Section I

EFFONDREMENT DE LA PUISSANCE INDUSTRIELLE DU JAPON

Déjà épuisée par plusieurs années de guerre et par de terribles bombardements vers la fin du conflit, l'industrie japonaise fut encore, en partie, démantelée sur les ordres du Quartier général américain. De plus, les très grandes sociétés de « holding » appartenant à la ploutocratie japonaise furent morcelées afin que disparaissent les « zaïbatsu » qui avaient été les piliers du régime précédent. Mais, dès 1947, les Américains allaient changer de politique en raison des tensions avec l'U.R.S.S. et de la victoire des communistes en Chine. Après avoir démantelé l'industrie japonaise, les Etats-Unis devaient bientôt l'aider à se reconstituer. Ils réduisirent le montant des dommages de guerre, arrêtaient les prélèvements de machines et décidèrent même d'aider financièrement le Japon à faire redémarrer son économie.

Cinquante années d'expansion territoriale virent arriver leur terme avec l'écrasement du Japon. Tous les territoires conquis durent être restitués. Le Japon perdit ainsi Formose, la Corée, le Sud de

l'île de Sakhaline, la province de Kouan Toungh, la concession japonaise de Mandchourie et les îles sous mandat japonais en Océanie. Cela représentait à peu près 80 % de la surface du « Grand Japon ». En même temps, le Japon perdait ses fournisseurs de matières premières et de nourriture, de même que ses marchés essentiels d'exportation.

Le Japon dut, en plus, abandonner tous les pays du Sud-Est asiatique conquis depuis le début des hostilités. Il se retrouva donc avec la même superficie qu'au moment de la révolution de Meiji, mais avec une population plus que doublée, soit 72 200 000 habitants contre 34 810 000 en 1872. C'est surtout la collaboration des pays du Sud-Est asiatique que le Japon perdit. Le « Commonwealth asiatique » constituait le but de la conquête. Aux yeux des plus lucides, l'emprise économique était plus importante que l'emprise politique. C'est d'ailleurs cette collaboration économique que le Japon cherche aujourd'hui à recréer pacifiquement, grâce aux accords de réparation en particulier (1).

Section II

LES RAPATRIEMENTS DE JAPONAIS

Le Japon subit de lourdes pertes en vies humaines au cours de la guerre. Le nombre des militaires morts ou disparus s'élève à environ 1 700 000, tandis que les pertes civiles dépassent largement 300 000. Les bombes atomiques américaines envoyées sur Hiroshima et Nagasaki avaient, à elles seules, fait 102 000 morts et de nombreux blessés. Mais ces pertes contribuèrent fort peu à amoindrir la pression de la population, car de nombreux rapatriements eurent lieu. Il s'agit, tout d'abord, de tous les démobilisés qui rentrèrent dans leurs foyers; il y en eut à peu près 3 millions. Leur retour était prévisible, mais beaucoup trouvèrent leur logement ou leur emploi occupé par un autre.

De plus, le retour au Japon des expatriés et des colons de Mandchourie, de Corée ou de Formose allait poser de très graves problèmes. Ces gens étaient partis du Japon sans penser y revenir et donc sans y posséder de logement ni de travail. Or, ils rentrèrent, en très grand nombre, au total : 3 135 000.

Entre les démobilisés et les rapatriés, c'est donc à peu près

(1) Jusqu'ici des accords de réparation ont été signés avec les pays suivants : Birmanie (1955), Philippines (1956), Indonésie (1958), Vietnam (1959), Cambodge et Laos (1958).

6 millions de personnes auxquelles il fallait trouver un logement et une occupation. Chronologiquement, leur retour s'opéra de la façon suivante :

Rapatriements et démobilisation au Japon

Octobre-décembre 1945	920 000
1946	4 170 000
1947	730 000
1948	300 000
	6 120 000

En revanche, un grand nombre de Coréens et de Chinois, installés au Japon quittèrent ce pays à la fin des hostilités, au total près de 1 200 000 personnes.

C'est dans ce contexte que s'est posé le problème du surpeuplement au Japon. Ce surpeuplement était d'autant plus manifeste que toute la population était sous-alimentée. Certes, il était prévisible que l'économie japonaise allait se relever; les experts japonais pensaient qu'il faudrait une dizaine d'années pour opérer ce redressement. Grâce à la guerre de Corée, la reprise fut plus rapide puisque, dès 1953, le niveau de la production industrielle d'avant la guerre était à nouveau atteint.

Mais, quelque rapide que fut le redressement, les ressources naturelles faisaient défaut, et l'agriculture ne pouvait pas nourrir plus de 80 % de la population.

Il fallait donc choisir entre la restriction intensive des naissances propre à ramener la population japonaise à un niveau estimé compatible avec les ressources nationales et une politique de développement économique intense fondée sur un énorme commerce extérieur.

Nous allons voir qu'il était nécessaire de faire appel aux deux solutions puisqu'aussi bien les effets de la première ne pouvaient pas être ressentis autrement qu'à très long terme. Malgré tous les efforts faits, le problème ne semble pas encore définitivement résolu, car l'absorption par l'économie japonaise des nouveaux venus sur le marché du travail, sans cesse plus nombreux, se heurte encore à maintes difficultés.

PREMIERE PARTIE

LA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE : LA LIMITATION DE POPULATION

Pour atteindre un équilibre démo-économique, le Japon pouvait chercher à accroître ses ressources et à réduire sa population. La politique démographique pouvait encore encourager l'émigration. Les deux aspects de cette politique seront successivement étudiés.

CHAPITRE I

UNE SOLUTION INSUFFISANTE : L'ÉMIGRATION

L'émigration ne permet pas de soulager le Japon de tout son excédent de population. Les migrations naturelles ne sont qu'un remède partiel à une pression démographique intense. Une phrase du Père H. Jomin (1) met bien en lumière la vanité d'une telle politique : « L'émigration est à écarter comme solution majeure, non seulement parce que les Japonais répugnent à quitter leur famille et préfèrent souffrir chez eux plutôt que de se plier à des conditions nouvelles de climat et à des habitudes étrangères ; mais, au taux actuel, pour stabiliser la population à 87 millions, il faudrait faire partir 3 000 habitants par jour. Or, les frais de voyage et d'installation sont estimés pour un seul émigrant à 11 200 NF. Pour une famille, la dépense est estimée de 25 000 à 50 000 NF. Ces chiffres suffisent à montrer le peu de secours que l'émigration peut apporter à résoudre le problème. »

Malgré une politique qui a, parfois, encouragé et même aidé financièrement l'expatriation, la moyenne annuelle des Japonais qui ont émigré depuis le début de l'ère de Meiji jusqu'à nos jours, ne dépasse pas 10 000.

Le Japon a rencontré des obstacles, d'abord intérieurs, puis de la part des pays qui accueillaient des émigrants. Après un règne mercantiliste, sous lequel les Japonais qui quittaient leur pays encouraient la peine de mort, il s'est produit un certain changement avec l'avènement du nouveau régime. La loi punissant l'émigration ne fut abolie qu'en 1885 et il fallut attendre la fin de la première guerre mondiale pour que le gouvernement y devint activement favorable. Il finança le voyage de certains émigrants et créa dans les ports d'où

(1) H. JOMIN : *Le Drame Japonais* in *Revue de l'action populaire*, Spes, Paris, juin 1954.

les Japonais devaient s'embarquer des centres d'éducation aux langues et coutumes étrangères. L'attitude du gouvernement ne semble, d'ailleurs, pas devoir être critiquée, car elle ne faisait que refléter le faible désir des individus de quitter leur pays. Les Japonais avaient vécu trop longtemps isolés de l'étranger pour que se développât chez eux le désir d'émigrer. De plus, leur économie connaissait, pendant cette période, un essor suffisant pour que la pression démographique ne soit pas intolérable.

Lorsque, à la suite d'une lente évolution, les Japonais cherchèrent à s'expatrier en plus grand nombre, la plupart des pays avaient déjà fermé leur frontière au flot, cependant modeste, des émigrants japonais.

Vers quels pays l'émigration s'est-elle dirigée jusqu'à présent et quelles perspectives ouvre l'avenir aux Japonais qui désirent émigrer ?

Section I

LES JAPONAIS ONT EMIGRE SOIT EN COLONISATEURS DANS LES PAYS AYANT UN NIVEAU DE VIE INFERIEUR, SOIT COMME CULTIVATEURS DANS LES PAYS AYANT UN NIVEAU DE VIE SUPERIEUR AU LEUR

§ 1. — L'EMIGRATION DES JAPONAIS VERS LES PAYS AYANT UN NIVEAU DE VIE INFERIEUR AU LEUR

La colonisation par les Japonais se distingue de la colonisation européenne des 18 et 19^e siècles par deux traits essentiels. Le premier est que les Japonais se sont éveillés relativement tard à l'expansion territoriale. Vivant repliés sur eux-mêmes, séparés par la mer de leurs plus proches voisins, les Japonais ne se sont tournés vers l'extérieur qu'après avoir entrepris leur course à l'industrialisation avec les pays occidentaux. Cette rivalité leur a fait ressentir avec plus d'acuité la faiblesse de leurs ressources agricoles et minérales, en même temps que se développait la population. Le second aspect est que les Japonais n'ont pas mis le pied sur des territoires vierges ou peu peuplés tels l'Amérique du Nord ou l'Afrique dans lesquels ils auraient pu aisément laisser se déverser le trop plein de leur population. La Corée et la Chine étaient déjà des pays à population dense d'où les Japonais ont certes pu tirer des ressources agricoles et minérales, mais où ils n'ont pas pu se transplanter en grand nombre. Arrivant de plus en vainqueurs dans des pays à faible niveau de vie, il était normal qu'ils

n'occupent pas d'autres situations que celles de militaires, fonctionnaires ou, éventuellement, commerçants. Très peu devinrent agriculteurs. Ils n'avaient aucun intérêt à entrer en compétition avec les paysans mandchous qui tiraient de la terre un très maigre revenu. Leur situation au Japon était bien meilleure.

Ceci explique le faible nombre de Japonais qui se trouvaient installés dans les pays conquis du Sud-Est Asiatique à la veille de la seconde guerre mondiale. A Formose, ils étaient 300 000, en Corée 630 000, en Mandchourie 640 000 et moins de 70 000 dans les autres colonies du Pacifique. S'il est vrai qu'ils étaient plus de 600 000 en Corée, il y avait, en 1940, un million de Coréens établis au Japon, qu'on avait fait venir parce qu'ils constituaient une main-d'œuvre extrêmement bon marché; leur statut était plus proche de celui de travailleurs forcés que de véritables salariés. Nous avons vu plus haut que de la colonisation de ces divers pays, le Japon a tiré des avantages très appréciables. Les pays conquis ont, en effet, constitué à la fois des fournisseurs de matières premières industrielles et agricoles essentielles et des débouchés excellents pour les produits manufacturés japonais. Mais, du point de vue de l'émigration, les résultats ont été faibles. La défaite dans la seconde guerre mondiale ayant entraîné la perte de ces territoires et le rapatriement intégral des Japonais établis sur le continent a mis fin à toute possibilité d'émigration dans cette direction.

§ 2. — L'EMIGRATION DES JAPONAIS VERS LES PAYS AYANT UN NIVEAU DE VIE SUPERIEUR AU LEUR

L'histoire de l'émigration des Japonais vers les pays ayant un niveau de vie supérieur au leur et qui, étant encore relativement peu peuplés, auraient pu constituer un récipient d'émigrants japonais, a, dès son début, été dramatique. Lorsque ces pays étaient désireux de faire venir des Japonais, ils se sont heurtés à un refus catégorique, parce qu'à ce moment, l'émigration était considérée comme une offense majeure au Japon. Lorsque le Japon est devenu conscient de la nécessité de laisser partir une partie de sa population vers des pays étrangers, il était trop tard, car la plupart d'entre eux avaient déjà fermé leur porte aux Japonais. Les préjugés raciaux, et surtout le très faible degré d'assimilation des Japonais (1) semblent les principales raisons de cette discrimination presque généralisée à leur égard.

(1) « Le Japonais est comme le sulfure, il est insoluble ». Cette boutade est bien sévère vis-à-vis des Japonais, mais semble contenir, il faut en convenir, une grande part de vérité.

Il est un fait certain que, là où ils ont émigré, les Japonais ont formé des communautés très repliées sur elles-mêmes : ainsi le Brésil, pays sans préjugé racial, leur reproche d'être parmi les immigrants les moins assimilables. En plus grand nombre, ils risqueraient de former des larges minorités non assimilées, des sortes d'enclaves dans les pays qui les ont accueillis. Les Chinois ont créé des îlots de commerçants, les Japonais des îlots d'agriculteurs. Le gouvernement japonais d'alors est d'ailleurs largement responsable de cette situation, car il obligeait les émigrants japonais à vivre en colonies noyautées dans l'espoir qu'à l'expiration de leur contrat de travail, ceux-ci reviendraient au Japon avec les économies amassées pendant leur long séjour dans le pays étranger. C'est, en effet, en tant que cultivateurs que la plupart des Japonais se sont expatriés. Ainsi en était-il des premiers émigrants vers les îles Hawaï, ainsi en a-t-il été des Japonais qui se sont installés en Amérique du Nord ou du Sud et en Australie. En principe, les deux parties devaient profiter de cette migration : le Japonais, tout d'abord, qui pouvait espérer, pour le même travail, augmenter son revenu et donc son niveau de vie; le pays d'immigration ensuite, qui accueillait de nouveaux membres d'âge adulte, très compétents en matière d'agriculture, capables d'enseigner comment utiliser au maximum les engrais et l'irrigation, courageux et besogneux. C'est ainsi qu'au Brésil, les Japonais obtiennent les meilleurs rendements de riz de tout le pays sur des terres que les Brésiliens avaient laissé retourner en friche, parce que considérées par trop peu fertiles.

Les raisons qui ont fait fermer la porte de l'étranger aux Japonais ont donc été, dans de nombreux cas, le manque d'assimilation des immigrants, et aussi, sans doute, la crainte devant le trop grand nombre d'immigrants potentiels qui auraient risqué de créer de trop fortes minorités. C'est ainsi qu'au début du 20^e siècle les pays suivants ont successivement mis fin à l'entrée des Japonais dans leur pays :

- Hawaï en 1900 (interdiction d'entrée aux travailleurs sous contrat) ;
- L'Australie en 1901 ;
- Les Etats-Unis en 1907 (à la suite d'un Gentlemen's Agreement) ;
- Le Canada en 1908 (contingentement établi à 400 Japonais par an) ;
- L'Union Sud-Africaine en 1913.

A la fin de la première guerre mondiale, il ne restait donc comme pays susceptibles de recevoir les émigrants japonais que les autres pays d'Asie, déjà surpeuplés, et l'Amérique du Sud.

Parmi les pays d'Amérique du Sud, le Brésil s'est montré particulièrement disposé à accueillir des Japonais. De son côté, le gouvernement japonais a fait de grands efforts pour organiser

méthodiquement l'émigration vers le Brésil. Les futurs émigrants ont reçu des indications sur le genre de pays où ils allaient vivre, sur les gens qu'ils allaient côtoyer. On les a munis de quelques connaissances de portugais, et surtout le gouvernement assura son concours financier en payant une partie des frais de voyage et d'installation. Cette entente de gouvernement à gouvernement a facilité l'implantation au Brésil. De plus, la réussite des nouveaux venus sur des terres considérées comme incultes a fait sentir aux Brésiliens les avantages qu'ils pouvaient retirer de cette solution. Ces raisons ont fait qu'en 1940, le Brésil était — colonies japonaises exceptées — le pays qui avait accueilli le plus grand nombre de Japonais. Les tableaux ci-dessous indiquent le nombre de Japonais établis en Amérique et en Australie de 1909 à 1940.

TABLEAU 3. — *Japonais établis en Amérique du Nord et Centrale avant la seconde guerre mondiale*

	U.S.A.	Hawai	Canada	Mexique	Cuba	Panama
1909	76 709	65 760	8 850	2 465	—	—
1916	100 955	96 749	13 279	2 737	—	—
1920	125 285	108 109	17 688	2 284	191	170
1925	133 080	125 764	19 670	3 632	636	214
1930	99 552	120 908	20 835	5 832	787	228
1935	112 418	151 285	20 183	5 470	771	328
1940	105 744	91 764	22 065	5 030	658	355

TABLEAU 4. — *Japonais établis en Amérique latine avant la seconde guerre mondiale*

	Argen- tine	Bolivie	Chili	Colom- bie	Para- guay	Pérou	Uruguay	Véné- zuela	Brésil
1909	27	—	324	—	—	4 650	—	—	605
1916	750	45	324	—	6	6 767	8	—	16 555
1920	2 027	851	429	—	7	5 910	4	—	33 456
1925	2 609	657	556	—	6	10 969	6	—	49 400
1930	4 027	551	610	122	6	20 535	36	12	116 562
1935	5 691	369	658	174	20	21 550	64	13	192 823
1940	7 095	641	595	295	674	21 200	86	39	202 514

TABLEAU 5. — Japonais établis en Australie et dans les îles océaniques avant la seconde guerre mondiale

1909	3 960	Source : Commission Catholique Internationale pour les migrations. Division des recherches. Ministère des Affaires étrangères.
1916	6 046	
1920	5 548	
1925	3 883	
1930	3 948	
1935	3 072	
1940	2 422	

TABLEAU 6. — Nombre d'émigrants japonais par pays de destination ayant reçu une aide du gouvernement depuis 1952
(Année fiscale : 1^{er} avril-31 mars)

Pays	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total
Brésil.....	54	1 480	3 524	2 659	4 370	5 172	6 312	5 035	28 606
Paraguay...	—	18	208	647	1 074	1 507	522	136	4 112
Argentine...	—	—	2	117	23	57	91	108	398
Dominique..	—	—	—	—	565	299	331	123	1 318
Bolivie.....	—	—	7	87	3	377	327	1	802
Vénézuela..	—	—	—	3	6	23	—	—	32
Colombie...	—	—	—	—	2	3	1	1	7
Mexique....	—	—	—	1	4	1	5	4	15
Chili.....	—	—	—	—	3	—	—	2	5
Etats-Unis.. (réfugiés)	—	—	—	—	118	—	12	3	133
Uruguay...	—	—	—	—	—	—	5	—	5
TOTAL...	54	1 498	3 741	3 514	6 168	7 439	7 606	5 413	35 433

Source : ministère des Affaires étrangères : bureau des migrations. Service de la Planification.

Remarque : ces chiffres représentent seulement le nombre d'émigrés ayant reçu une aide du gouvernement. Il faut y ajouter les familles que les émigrés ont fait venir dans leur pays d'émigration, ainsi que les Japonaises qui ont épousé des ressortissants d'autres pays. Diverses estimations donnent un total de 60 000 à 70 000 émigrés depuis la guerre.

*Section II***LES PERSPECTIVES. L'ÉMIGRATION VERS L'AMÉRIQUE DU SUD****§ 1. — L'ÉMIGRATION VERS L'AMÉRIQUE DU SUD
APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

Parce que l'émigration des Japonais vers l'Amérique du Sud s'était généralement passée dans de bonnes conditions, celle-ci a repris après la guerre. Un accord signé en 1958, entre le Brésil et le Japon, prévoyait un contingent annuel de 2 850 Japonais et la possibilité d'accords spéciaux. Il est intéressant d'étudier les particularités des accords spéciaux puisque, seuls, ceux-ci permettent une émigration importante. Chaque projet particulier nécessite un accord bilatéral entre le gouvernement brésilien, d'une part, et de gros colons japonais établis au Brésil qui se déclarent en mesure d'accueillir un certain nombre de leurs compatriotes. Un exemple de ces accords est celui du 1^{er} juillet 1954 : cet accord a été signé entre l'Institut National Brésilien d'Immigration et de Colonisation du ministère de l'Agriculture et M. Toraro Tsuji, colon japonais. Le premier des deux contractants s'engage à effectuer les travaux d'infrastructure nécessaires et le transport des immigrants du port brésilien au lieu de destination. De son côté, le colon japonais assure le transport depuis le Japon jusqu'au port brésilien, le rapatriement éventuel des Japonais refoulés pour des raisons sanitaires ainsi que la couverture des frais pendant la première année de résidence.

Le Brésil n'est pas le seul pays d'Amérique du Sud à accueillir des immigrants japonais. Une enquête sur ce point a été conduite en 1954 par des délégués des milieux chrétiens. Ceux-ci, particulièrement les catholiques qui s'opposent violemment à l'adoption de mesures contraceptives et surtout abortives, voient dans l'émigration une solution des problèmes de surpopulation. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans la revue « *The Eugenics Review* » (1) : selon les enquêteurs, un certain nombre de pays se montrent prêts à accueillir des Japonais. C'est ainsi que la Bolivie envisageait de recevoir 500 familles, la République Dominicaine 20 000 familles en dix ans, Panama 50 000 personnes, l'Argentine 2 000 à 3 000 chaque année. De fait, certains accords ont déjà été conclus avec des pays d'Amérique du Sud (2) ; un accord, signé en août 1956 avec la Bolivie,

(1) « *The Eugenics Review* », avril 1955, p. 474.

(2) *Collection des Traités*, 1956, XXXIV, n° 42 (n° 1288), août 1956. Ministère des Affaires étrangères.

porte sur 1 000 familles ou 6 000 personnes, jusqu'en 1961. En juillet 1959, le Paraguay s'est engagé à accueillir 85 000 Japonais dans les trente années à venir. Enfin, un accord a été discuté avec le Brésil lors d'un récent voyage du premier ministre japonais d'alors — M. Nobusuke Kishi — en Amérique du Sud (1).

Cette attitude favorable de tout un continent est, sans doute, réconfortante pour les Japonais. Parallèlement, le ministre des Affaires étrangères japonais a établi, en 1955, un plan de 10 ans prévoyant l'émigration totale d'environ 400 000 Japonais vers l'Amérique latine.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande restent fermées aux Japonais. Les autres pays d'Asie n'offrent pas de possibilités beaucoup plus grandes car, déjà très peuplés, ils ne sont disposés à accueillir que des techniciens. C'est ainsi qu'en 1953, l'Inde a fait part au Japon de son projet de recevoir 5 000 familles de techniciens japonais chargés de promouvoir en Inde les méthodes agricoles japonaises.

§ 2. — LES PERSPECTIVES

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le courant des migrations internationales de Japonais s'est soldé par un total largement négatif, car les nombreux rapatriements des anciennes colonies japonaises ont excédé, de loin, le nombre des expatriations.

Si l'on fait le total des possibilités d'émigration actuellement offertes aux émigrants japonais, on s'aperçoit qu'elles sont dérisoires en face de l'augmentation de la population. Admettant qu'au mieux 15 000 à 20 000 Japonais puissent aller s'établir à l'étranger chaque année, il faut admettre que c'est bien peu de chose en face du million de nouveaux venus sur le marché du travail.

Il est peu vraisemblable que la création d'organisations destinées à aider financièrement et à organiser le transfert des émigrants puisse modifier beaucoup cette situation. Le gouvernement japonais a, en 1955, créé la « Compagnie pour le Développement de l'Emigration » dont le but est de faire des prêts aux émigrants pour leurs frais de voyage et leurs frais d'installation, en particulier, d'outillage agricole. Ces prêts sont faits pour une durée de 12 ans, le remboursement s'effectuant à partir de la cinquième année et pendant 8 ans. L'intérêt prélevé est de 5,50 % par an.

En 1954 et 1955, plusieurs organisations administratives ont été mises sur pied. Le « Conseil d'Emigration du Cabinet », tout d'abord,

(1) *The Japan Times*, 18 août 1959.

qui a pour président le premier ministre. Ont aussi été créés à la même époque, le Bureau de l'Emigration et un comité de liaison interministériel.

Le fourmillement de ces organismes montre bien la volonté du gouvernement japonais de ne laisser de côté aucune des solutions qui peuvent aider à résoudre le problème de la surpopulation.

Certains des spécialistes catholiques des questions d'émigration préconisent que les pays ayant de larges territoires non cultivés cèdent, ou louent, aux Japonais des morceaux de ces territoires qui, économiquement, seraient rattachés au Japon. L'avantage de cette solution serait de permettre au Japon d'échanger des produits manufacturés contre des produits agricoles ayant poussé dans ces enclaves. Une telle complémentarité permettrait au Japon d'épargner des devises.

Le problème est, évidemment, de découvrir des territoires ainsi en friche. Récemment, le Japon a sollicité de l'Indonésie la mise à sa disposition pour une durée de cinquante ans de certains territoires inhabités qu'il s'engagerait à mettre en valeur. Cette solution a, sur l'émigration classique, l'avantage de permettre l'établissement d'un nombre relativement important de colons. Mis à part le coût très élevé de l'établissement de ces colons, l'obstacle essentiel est de nature politique : il faudrait définir un statut de ces émigrés. De plus, dans le cas d'une location pour une période déterminée, il serait presque impossible de donner toutes garanties que les émigrants, installés depuis 50 ou 100 ans et ayant « défriché » des terres vierges, ne se sentiraient pas victimes d'une injustice, dépouillés de quelque chose qu'ils en étaient venus à considérer comme leur. Devant ce danger, il est peu probable que de nombreux pays cèdent ainsi des enclaves au Japon : dans la mesure où les pays hôtes ne sont pas trop loin du Japon, on pourrait imaginer une formule plus souple, selon laquelle les travailleurs n'installeraient pas leur foyer dans cette enclave, mais viendraient sous contrat de travail, le gouvernement japonais s'engageant à les rapatrier au bout d'une période de 5 ou 10 ans. Ces contrats de travail à durée limitée ont le gros inconvénient d'accroître considérablement les frais de voyage et de déménagement.

On peut gager que cette solution ne connaîtra pas un avenir très brillant, car peu de pays se sentent moralement obligés — ainsi que les catholiques voudraient que ce fût le cas — d'aider le Japon à résoudre ses problèmes de surpopulation. C'est très regrettable, car il est fort possible qu'en définitive, le problème de surpopulation au Japon ne soit que provisoire. Si une politique efficace de la restriction volontaire des naissances nous donne l'assurance qu'à partir de l'an 2000 la population du Japon sera inférieure à ce qu'elle est

maintenant, alors les pays qui disposent de terres non cultivées auraient mauvaise grâce à refuser d'aider le Japon pendant cette période difficile. Toutefois, l'argument peut facilement être retourné. Qui nous dit que, si les possibilités agricoles du Japon et de ses enclaves augmentent grâce à des prêts ou à des cessions de territoires, les Japonais continueront à sentir avec autant d'acuité la nécessité de limiter le nombre de leurs descendants ? Si l'on admet avec Malthus que la population tend naturellement à croître jusqu'à la limite de subsistance, il est au contraire possible qu'on assiste à une reprise de la fécondité.

Limitées dans leur nombre par l'attitude des pays d'immigration, onéreuses par le coût du transport et de l'installation, les migrations internationales ne sont pas à l'échelle du problème de surpopulation qui existe au Japon. Ce qu'on peut attendre de mieux de ces migrations, c'est une propagation, grâce à elles, des idées et des techniques permettant d'améliorer les rendements et la culture.

Lorsque la population augmente trop rapidement, il faut recourir à des solutions plus draconiennes. C'est de ces solutions que nous allons traiter dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DE RESTRICTION DES NAISSANCES

Il ne suffit pas à un pays d'avoir une tradition d'avortement ou d'infanticide pour adopter une politique nationale de restriction des naissances. Certes, le Japon de l'après-guerre constituait un terrain particulièrement favorable à une expérience de cette envergure. Si la morale réprouvait l'infanticide, l'avortement était moins sévèrement condamné, les religions bouddhiste et shintoïste n'étant pas en mesure de s'opposer violemment à une politique de limitation des naissances. Enfin, aucun argument stratégique ou militariste ne pouvait être invoqué en faveur d'une population élevée. Des pressions extérieures ont contribué à faire pencher la balance en faveur de la restriction volontaire des naissances.

Section I

LES NOMBREUX CHOIX IMPLIQUES PAR CETTE POLITIQUE

§ 1. — CHOIX MORAUX

La distinction entre méthodes contraceptives et méthodes abortives apparaît nettement à un occidental. La contraception est destinée à empêcher la conception, c'est-à-dire la formation d'un fœtus. L'avortement est la suppression chirurgicale d'un fœtus déjà formé. Dans les pays où la philosophie occidentale a imposé ses idées directrices aux rédacteurs des codes (1), la destruction d'un fœtus est un crime contre la destruction d'un être vivant, puisque « infans conceptus pro

(1) Code pénal français, art. 317 : l'avortement provoqué est interdit sans restriction.

nato habetur ». Le Japon s'est formé dans un autre contexte. La vie ne commençant qu'au moment de l'accouchement de la mère, il n'est pas criminel de supprimer un fœtus.

D'après une enquête faite en 1950 par l'Institution d'Opinion publique (1), les Japonais distinguaient mal les moyens d'empêcher la conception et ceux de détruire l'embryon déjà formé. A une question demandant quelle est la différence entre « contraception » et « limitation des naissances », 5 % des personnes interrogées ont donné une réponse correcte, 48 % ignoraient la différence et 47 % avaient l'impression qu'il existait une différence, mais sans pouvoir expliquer précisément en quoi elle consistait.

L'infanticide autrefois pratiqué au Japon s'explique par des raisons différentes. Le mot employé pour désigner l'infanticide, « mabiki » signifie « destruction des mauvaises herbes ». Ce mot est aussi employé pour désigner la sélection au moment du repiquage des meilleurs plants de riz, les autres sont arrachés et brûlés. Ce qui est vrai pour le riz, l'était aussi pour les enfants; on ne gardait que les mieux portants, on n'hésitait pas à supprimer les filles, surtout dans des familles déjà nombreuses.

Si l'avortement et l'infanticide ont disparu au Japon après y avoir été pratiqués pendant plusieurs siècles, c'est pour des raisons politiques. L'Etat voulait une population élevée, selon la devise : « pays riche, armée forte ». Pour arriver à ce but, il lui suffisait de condamner en le masquant sous la façade de la religion de l'Etat, toutes les pratiques qui entravaient l'accroissement naturel de la population.

Après la guerre, l'Etat, vaincu, a dû abandonner sa politique populationniste pour résoudre des problèmes beaucoup plus immédiats de subsistance de sa population : lorsqu'il a dû envisager l'adoption d'une politique restrictive, il n'a pas eu un gros effort à faire pour convaincre. Les Japonais, conscients de la misère menaçante si la population continuait à augmenter rapidement, avaient déjà choisi de retourner aux habitudes abandonnées soixante-dix ans plus tôt, pour se lancer dans la grande aventure de l'expansion économique, puis de l'expansion territoriale.

§ 2. — CHOIX RELIGIEUX

Dans les pays latins où l'influence du christianisme est particulièrement vive, la condamnation des pratiques abortives va de soi (2).

(1) *Public Opinion Research on Population Research*, n° A-10, Tokyo, 1950-II.

(2) L'art. 2350 du Droit Canon stipule que les auteurs d'un avortement encourrent par le fait même une excommunication.

Quant aux pratiques contraceptives, l'attitude diffère selon que les protestants (1) ou les catholiques dominant. A un récent congrès des églises chrétiennes à Genève, les protestants ont adopté une attitude favorable à la contraception : les spécialistes réunis à ce congrès ont admis que, seule, la prévention des naissances pouvait permettre un maintien de niveau de vie dans les pays surpeuplés. Les catholiques, au contraire, restent très fermement attachés aux principes définis par les encycliques « Casti Connubii » sur le mariage chrétien (2).

Au Japon, les deux religions principales sont le Bouddhisme et le Shintoïsme. Le Bouddhisme édulcoré, pas plus que l'ensemble de traditions mythologiques qu'est le Shintoïsme, ne s'opposent efficacement à l'avortement ou à la contraception. Les deux religions condamnent l'avortement, mais sans violence.

Selon Thomas Burch (3), les croyances religieuses les plus répandues au Japon ne contiennent pas de dispositions condamnant explicitement l'avortement volontaire. D'après la religion shintoïste, un fœtus n'est pas considéré comme un être vivant, donc sa destruction n'est pas un meurtre. La religion bouddhiste se prononcerait contre l'avortement en général, tout en l'admettant pour des « raisons valables ». Quant au confucianisme qui a été décrit comme « la religion pragmatique du sage Chinois », il ne s'y oppose pas non plus. D'ailleurs, l'influence de ces religions est si faible qu'une opposition marquée leur serait fatale. Jamais, semble-t-il, un prêtre bouddhiste n'oserait faire un sermon condamnant les pratiques abortives.

Si les religions japonaises ne peuvent pas s'opposer victorieusement à l'avortement, on comprend qu'il importe peu qu'elles regardent favorablement ou non l'utilisation de procédés contraceptifs. En fait, c'est le gouvernement qui, en décidant de la libre vente ou de l'interdiction de vendre des contraceptifs, de la liberté de la publicité dans les quotidiens et les périodiques et, enfin, du support officiel de la politique de prévention des naissances, a joué le rôle essentiel.

Quant aux religions occidentales, leur influence est trop faible en Extrême-Orient et, en particulier au Japon, pour que leur position ait été déterminante. Seuls les catholiques se sont vivement élevés contre la campagne en faveur de la limitation des naissances en 1949.

(1) Par protestants, nous entendons toutes les religions réformées telles que : luthériens, calvinistes, religion anglicane.

(2) Encycliques Casti Connubii sur le mariage chrétien, 31 décembre 1930, in *Action Populaire*, Spes, 1949.

(3) Thomas BURCH : in *Eugenics Quarterly*, sept. 1955. Induced abortion in Japan under protection Law of 1948, p. 140-151.

In *Social Compass* : 1956, Patterns of induced abortion and their socio-moral implications in post-War Japan, p. 178-188.

D'ailleurs, le grand Quartier Général américain n'a tardé à se faire le promoteur de cette politique qu'en raison du grand nombre de catholiques parmi les militaires américains chargés des questions japonaises. Une fois que le choix était fait, la voix des catholiques ne risquait plus guère de pouvoir se faire entendre. Les protestants ont prudemment choisi une attitude de silence vis-à-vis de ces questions afin de ne pas s'attirer la défaveur du gouvernement.

A ceux qui proclament la nécessité de la contraception, de l'avortement et de la stérilisation, les catholiques répondent à peu près ceci : contre la contraception, ils offrent l'idéal de la chasteté chrétienne, c'est-à-dire le contrôle de l'appétit sexuel; contre la stérilisation, ils invoquent l'idée que le corps humain est sacré et constitue le temple réel ou potentiel de Dieu; contre l'avortement, enfin, ils insistent sur la valeur transcendante de la personne humaine, adulte ou embryon. On sent bien tout le poids de ces arguments; on sent bien la force qu'ils auraient dans une France surpeuplée — même assez déchristianisée — cherchant à résoudre un problème analogue à celui du Japon. Le Japon, lui, n'avait pas un tel idéal à respecter, ou un tel obstacle à franchir selon l'optique dans laquelle on se place.

Une enquête (1) portant sur 3 000 couples a révélé les motifs de ceux qui rejettent la pratique de l'avortement. Parmi eux, 2,9 % seulement invoquent des raisons religieuses, alors que 8,2 % considèrent que cette pratique nuit à la morale publique et est, par conséquent, à rejeter.

§ 3. — CHOIX STRATEGIQUES ET ECONOMIQUES A PLUS LONG TERME, L'INFLUENCE DE LA POLITIQUE AMERICAINE

Si la notion de puissance militaire fondée sur une large population permettant d'avoir beaucoup de soldats est aujourd'hui nettement dépassée, la notion de puissance économique fondée sur une grosse demande du marché intérieur est, elle, d'actualité. C'est seulement dans la mesure où une industrie peut s'appuyer sur un volume important de consommation intérieure qu'elle peut prétendre à la concurrence sur les marchés extérieurs. Dans le contexte actuel, la puissance militaire ne peut pas s'envisager sans une très grande puissance économique. Lorsqu'une grande puissance économique voit

(1) A survey on public opinion in Japan on the readjustment of over-population.

sa population augmenter rapidement, elle se sent bientôt à l'étroit dans ses frontières et recherche l'expansion territoriale; c'est ce qui s'est produit en Allemagne hitlérienne et au Japon.

Les forces d'occupation américaines se sont efforcées de supprimer tous les éléments susceptibles de faire renaître au Japon des vellétés d'expansion territoriale. Pour éviter un retour du fascisme, les Américains ont cherché à convaincre le Japon des bienfaits de la démocratie. Pour éviter une tension démographique irrésistible, les Américains ne pouvaient pas être opposés à une limitation des naissances.

Les Américains ont pris soin de ne pas imposer cette politique. Ils ont plutôt procédé par suggestion en nommant des experts dont les rapports ont présenté des conclusions dans ce sens. C'est ainsi que le rapport de Warren Thompson (1) conclut à la nécessité de la limitation de la population. De même, la tournée de conférences faites en 1952 par Miss Margaret Sanger avait pour but de persuader les Japonais de limiter leur descendance. Grâce à cette souplesse, les Américains sont arrivés à exporter une attitude favorable à la limitation des naissances sans que l'on crie au génocide; il est vrai que le Japon s'est révélé un terrain particulièrement perméable aux suggestions américaines dans ce domaine.

Section II

L'EVOLUTION DE LA LEGISLATION ET DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS

Le texte fondamental, d'où est né le vaste mouvement de limitation volontaire des naissances au Japon, date de juillet 1948 (2). Avant la dernière guerre mondiale, d'autres textes avaient cependant précédé la Loi Eugénique de 1948.

De 1930 à 1940, des projets (3) visant la stérilisation des malades mentaux et héréditaires furent présentés devant le Parlement japonais, mais l'opinion publique n'était pas suffisamment intéressée par ces

(1) Warren Thompson, spécialiste des questions économiques et démographiques en Extrême-Orient, avait été appelé comme conseiller auprès du Quartier Général américain au Japon.

(2) *Loi sur la Protection eugénique* : loi n° 156, du 13 juillet 1948.

(3) Projets Arakawa en 1934 et 1935, projet Yagi en 1937.

problèmes pour que les projets fussent examinés d'urgence, et, chaque fois, la session parlementaire se termina sans qu'un texte de loi ait été voté.

Ces projets n'étaient pas très audacieux. Leur but était d'instaurer une politique d'eugénisme, mais aucune tentative n'était faite pour enrayer l'accroissement de population. Une telle tentative eut d'ailleurs été vaine à une époque qui a été dépeinte comme la « période des populationnistes » (1). En 1941, le gouvernement alla jusqu'à publier un plan démographique selon lequel une population de 100 millions en 1955 était considérée comme un minimum.

Dès la fin de l'année, le Japon déclarait la guerre aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne. Or, on ne se plaint jamais de la surpopulation quand on est en état de guerre.

On est surpris que, dans ce contexte, une loi sur la protection eugénique ait pu être votée en 1940. Cette loi ne doit, en fait, son existence qu'à l'alliance entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, en septembre 1940. Hitler venait de promulguer une loi prévoyant la stérilisation des malades mentaux héréditaires, la loi japonaise fut une traduction fidèle du texte allemand. Rien au Japon ne rendait cette loi nécessaire à ce moment-là. D'ailleurs, pendant les années qui suivirent, seulement quelques centaines de stérilisations furent effectuées (2).

A la fin de la seconde guerre mondiale, le Japon n'apparaît donc pas du tout comme un pays pilote en matière d'eugénisme. Les Etats-Unis et l'Allemagne procèdent déjà à des stérilisations dans de plus nombreux cas. Comme les projets précédents, la loi de 1948 s'intitule loi eugénique. Non seulement ses dispositions sont beaucoup plus audacieuses que précédemment, mais l'application qui en a été faite a débordé très largement le cadre prévu. L'eugénisme n'était qu'une façade; le but véritable était d'enrayer la surpopulation.

La loi eugénique de 1948 : l'avortement, seul moyen efficace.

La loi de 1948 traite en détail de la stérilisation et de l'avortement, et très sommairement de la contraception. Pourquoi l'avortement a-t-il eu la faveur du législateur de 1948 ? Il faut se replacer dans le contexte de cette année-là. Sous couvert d'eugénisme, la loi visait à résoudre les problèmes suivants :

(1) *An Outlook of Studies on Population Problems in Japan*, Takuma Terao, published by the Japanese National Commission for UNESCO, 1959, p. 11 et suiv.

(2) De 1940 à 1947, le nombre annuel de stérilisations fut de moins de 200.

1. Trouver des méthodes efficaces permettant de limiter aussi rapidement que possible la croissance accélérée de la population. Aucun redressement économique durable ne serait opéré sans un affaiblissement parallèle de la pression démographique. Le problème de la limitation des naissances était envisagé par les autorités d'une façon globale, à l'échelle nationale, et une méthode de contrôle des naissances devait, pour être valable, répondre au double critère d'efficacité et de rapidité. Or, pour être efficace, la contraception demande un long apprentissage. Au contraire, le résultat d'un avortement est immédiat.

2. Il existait, en 1948, un marché clandestin de l'avortement considérable (1). Sur ce marché, le prix des avortements était très élevé. Par ailleurs, les avortements étaient effectués dans des conditions d'hygiène si déplorables, que l'opération était parfois fatale à la patiente. Il était donc nécessaire d'« officialiser » l'avortement. Cette opération devait désormais être faite par des gynécologues et les prix devaient en être réglementés.

La loi de 1948 fut votée sans que l'opinion publique ait été auparavant largement consultée. Honnêtement désiré par une minorité avertie, habilement encouragé par les autorités américaines d'occupation, le projet devint loi. Mais comme la préoccupation essentielle du moment était l'efficacité des méthodes, les pratiques contraceptives furent un peu mises à l'écart.

De 1948 à 1950, l'avortement fut la seule méthode largement employée. La stérilisation était aussi pratiquée, mais le nombre de ces opérations n'a jamais été assez élevé pour modifier sensiblement à lui seul les données de la natalité.

À partir de 1950, le résultat des efforts faits par les fabricants de contraceptifs, par la presse et par de nombreuses institutions privées pour diffuser la contraception se fit sentir. L'avortement n'allait pas tarder à avoir un concurrent.

1951-1954 - Période de transition.

Dès 1950, un certain nombre de reproches furent faits à l'avortement. Il détournait la loi de 1948 du but visé, la protection de la santé de la mère. Lorsque la femme recourt trop fréquemment à l'avortement, sa santé risque de s'en trouver gravement compromise (cf. *infra*, p. 59). De plus, le gouvernement japonais ne s'attendait pas à ce que l'avortement ait un tel succès. Dès 1951, le nombre des

(1) Takuma TERAOKA, *op. cit.*, p. 22.

avortements officiellement déclarés dépassait 600 000. Pour enrayer cette course à l'avortement, un texte gouvernemental en date du 26 octobre 1951 exprimait en ces termes la modification dans l'attitude des pouvoirs publics : « Le nombre des avortements a beaucoup augmenté ces dernières années. Ceci est nécessaire à la protection de la vie et de la santé de la mère. Il faut cependant repenser le problème à la lumière des conséquences de l'avortement sur la santé de la mère. Il vaut donc mieux éviter ses conséquences néfastes par la diffusion de la contraception. Dans ce domaine, le gouvernement s'est déjà montré assez actif. Dans le but d'améliorer la santé publique, le gouvernement a décidé d'accroître ses efforts pour diffuser encore plus largement la prévention des conceptions. »

Mais la contraception est une méthode beaucoup plus délicate que l'avortement. Pour qu'elle réussisse, il fallait que les couples soient convaincus de sa nécessité absolue. Cette pratique devait être harmonieusement intégrée aux valeurs sociales prédominantes. Il était donc *indispensable de déplacer la politique de limitation volontaire des naissances de l'échelle nationale à l'échelle familiale*.

Le cadre familial traditionnel (cf. *supra*, page 14) ne se prêtait guère à la création d'une famille restreinte. Or, la politique qui visait à réduire de plus d'un million par an le nombre des naissances, signifiait à l'échelle familiale, qu'au lieu d'avoir quatre ou cinq enfants (1) la famille japonaise n'en aurait plus que deux.

Certains aspects de l'organisation traditionnelle de la famille devaient donc changer. La cellule familiale devait se scinder en unités plus réduites. L'ancienne famille réunissait sous un même toit les parents et leurs enfants mariés. Dans ce cadre, la belle-fille ou la jeune belle-sœur perdait toute indépendance sous la férule des femmes plus âgées de la maison (2). Or, dans l'usage des procédés contraceptifs, le rôle de la femme est essentiel. La contraception exige une collaboration et une compréhension mutuelles des couples. Les deux conjoints doivent se sentir sur un pied d'égalité.

Il était souhaitable aussi que les jeunes couples vivent séparément. Pour être efficace, la contraception ne peut s'exercer que dans le cadre d'une certaine planification de la famille. Chaque couple doit donc former une unité familiale pleinement responsable et libre d'en assurer la bonne marche.

(1) En 1948, la taille de la famille était : famille urbaine, 4,6 personnes ; famille rurale, 7,8 personnes.

(2) J. STOETZEL : *Jeunesse sans sabre ni chrysanthème*, Plon, UNESCO, 1954, p. 68.

La planification de la famille deviendrait plus facile si la cohabitation de plusieurs couples cessait et si les jeunes femmes se libéraient du joug de la belle-mère.

L'attitude des parents vis-à-vis de leurs moyens de subsistance après leur retraite devait aussi changer. Jusque-là, ils comptaient sur la générosité de leurs nombreux enfants pour assurer leur subsistance. Lors d'une enquête menée, en 1950, par le journal *Mainichi* (1), 54,8 % des personnes interrogées répondirent par l'affirmative à la question « Comptez-vous dépendre pécuniairement de vos enfants à votre retraite ? ». Il y avait beaucoup à faire dans ce domaine, car tant que les parents envisagent de recevoir une aide financière de leurs enfants, ils préfèrent en avoir beaucoup.

Il fallait, en somme, que les couples comprennent qu'avoir des enfants, ne crée pas seulement des droits, mais aussi des devoirs et qu'on est responsable vis-à-vis d'eux de leur éducation et de leur accomplissement humain.

Une politique de neutralité autorisant la contraception ne pouvait pas aider à l'évolution nécessaire. Aussi le gouvernement décida-t-il, en 1954, de contribuer activement à la planification de la famille.

A partir de 1954 : la faveur de la contraception.

Ce changement dans l'attitude des pouvoirs publics fut consacré en 1954 par une résolution du Comité sur les Problèmes de population (2). Cette résolution fera date dans l'histoire de la limitation des naissances au Japon. Elle condamne l'avortement qui, s'il est répété trop souvent, met en danger la santé de la mère. Elle préconise la contraception, et demande que toutes les dispositions gouvernementales favorisent à l'avenir les familles réduites. Parmi les méthodes d'action envisagées, on trouve :

- distribuer gratuitement des contraceptifs aux titulaires de revenus très faibles;
- faire un effort d'éducation généralisé, en faveur surtout des couches les moins évoluées;
- faire collaborer à l'éducation contraceptive le secteur privé;
- décourager les familles nombreuses par des systèmes de rémunération et d'imposition appropriés;

(1) Enquête menée en avril 1950 sur 3 000 couples dont les femmes avaient moins de 49 ans, par le « Population Problems Research Council ».

(2) *An Outlook of Studies on Population Problems in Japan*. Outline of Birth Control Movement. Japanese National Commission for UNESCO 1959, p. 28-32.

— obliger les gynécologues, lors des avortements, à expliquer à leurs patientes les avantages de la contraception.

L'attitude très claire des pouvoirs publics a encouragé l'éclosion du mouvement de planification de la famille. Par voie de presse et au moyen de réunions, de nombreuses associations privées ont engagé les couples à prévoir et planifier l'organisation de leur famille. Les conjoints doivent déterminer rationnellement le nombre d'enfants qu'ils peuvent avoir, ainsi que le temps devant s'écouler entre deux naissances en fonction de la santé de la mère et du revenu du père. Il s'agit pour chaque famille d'atteindre son « optimum économique ». Ainsi, l'accent n'est plus mis seulement sur la protection de la santé de la mère. La préoccupation essentielle devient *l'équilibre économique du foyer*.

Aujourd'hui, les trois méthodes, stérilisation, avortement et contraception, sont utilisées conjointement. La faveur dans laquelle est tenue la contraception ne doit pas faire oublier que la stérilisation et surtout l'avortement continuent à jouer un rôle important dans la limitation des naissances.

§ 1. — L'OPERATION EUGENIQUE OU STERILISATION

Selon l'article 2 de la loi « les mots *protection eugénique* se rapportent à l'opération chirurgicale qui doit être ordonnée pour rendre une personne incapable de procréer, sans lui retirer les glandes génitales ». Cette définition est défectueuse, car elle ne fait mention que de la stérilisation obligatoire. De plus, cette loi prévoit « l'interruption artificielle de la grossesse » qui semble donc être aussi un des instruments de la protection eugénique. Il nous semble plus clair de donner aux mots « protection eugénique » un sens large, couvrant les deux procédés de la stérilisation et de l'avortement, et d'appeler « opération eugénique » ou stérilisation l'opération chirurgicale qui consiste à rendre une personne incapable de procréer.

La loi de protection eugénique prévoit la stérilisation facultative et la stérilisation obligatoire.

La stérilisation facultative est demandée par l'intéressé et soumise au jugement du médecin. Celui-ci est libre de décider si l'opération est souhaitable ou non : la loi prévoit, cependant, un énoncé limitatif des cas où le médecin doit donner son approbation et peut effectuer l'opération. Les médecins pressentis doivent être agréés et doivent faire un rapport à l'autorité préfectorale après chaque opération.

Les cas dans lesquels la stérilisation facultative peut être effectuée sont les suivants :

1° Si la personne en question ou le conjoint présente une maladie psycho-pathologique héréditaire, une maladie ou une malformation physique héréditaire ou que le conjoint ait une maladie mentale ou soit faible d'esprit.

2° Si la personne en question ou son conjoint a un parent par le sang jusqu'au 4^e degré de consanguinité inclus qui soit atteint de maladie mentale héréditaire ou de faiblesse d'esprit héréditaire ou de troubles psycho-pathologiques héréditaires ou d'une maladie ou malformation physique héréditaire.

3° Si la personne en question ou son conjoint est atteint de lèpre, avec crainte de contagion pour les descendants.

4° Si la grossesse ou l'accouchement mettent la vie de la mère en danger.

5° Si la mère a plusieurs enfants et que son état de santé semble tel qu'il serait détérioré à un degré marqué à l'occasion de chaque nouvel accouchement.

Sauf dans le cas prévu par le premier paragraphe, le consentement des deux conjoints est nécessaire.

La dernière disposition est la plus générale, puisqu'elle laisse au jugement du médecin le soin de décider si la naissance de nouveaux enfants est souhaitable au sein d'une famille déjà nombreuse.

Aux cas de stérilisation facultative, s'ajoute, depuis 1952, la possibilité de faire subir l'opération eugénique à ceux qu'une maladie mentale *non héréditaire* oblige à être assistés d'un curateur. Dans ce cas, c'est le consentement du curateur qui est nécessaire. L'opération ne pourra pas être réalisée sans un avis favorable de la Commission préfectorale.

Les cas de *stérilisation obligatoire* sont prévus plus limitativement. Ils ne comprennent que les maladies énumérées dans la liste annexe de la loi de 1948. La stérilisation obligatoire doit être demandée par le médecin qui a découvert l'existence d'un trouble justifiant une opération eugénique. Le médecin doit en référer à la Commission d'examen de protection eugénique de sa préfecture. Celle-ci décide de l'opportunité de l'opération et, éventuellement, si sa décision est positive, désigne le médecin qui sera chargé de l'opération. Il existe une double possibilité d'appel des décisions de la Commission préfectorale de protection eugénique, la première auprès de la Commission centrale de protection eugénique et la seconde auprès de l'Institut des

requêtes. Une fois la décision bien établie, soit qu'il ne se soit pas élevé d'objection contre la décision de la Commission préfectorale de protection eugénique, soit que les possibilités d'appel aient été épuisées, on peut procéder à l'opération, dont les frais sont supportés par le Trésor japonais.

Le but des stérilisations est différent selon qu'il s'agit d'opérations facultatives ou obligatoires. Lorsque la stérilisation est rendue obligatoire par une décision préfectorale, c'est parce qu'il s'agit de *protéger la Société* contre un trop grand nombre de malades mentaux que leur débilité met à sa charge. Dans le cas de stérilisation facultative, le but essentiel est la *protection de l'individu*; les trois premières dispositions ne sont pas les plus importantes, car elles ne font que reprendre les cas autorisant une stérilisation obligatoire afin que les porteurs de maladies ayant échappé à l'examen des médecins puissent, malgré tout, se faire opérer. Les dispositions-clés sont celles prévues par les articles 4 et 5 qui cherchent avant tout à sauvegarder la vie de la mère. Dans ce cas, de même que dans celui du malade mental non héréditaire assisté d'un curateur, le but essentiel est bien la protection des individus qu'on opère.

Le nombre des stérilisations a presque décuplé depuis 1949, première année où les dispositions de la loi eugénique ont été mises en vigueur. Les statistiques pour l'ensemble du Japon sont le résultat de la centralisation de toutes les statistiques partielles établies dans chaque préfecture. On estime, généralement, que les chiffres sont de 5 à 10 fois inférieurs à la réalité, parce qu'un certain nombre de préfectures ne font pas parvenir leurs rapports et parce que nombre des rapports envoyés sont incomplets. Les stérilisations obligatoires effectuées à la suite de décision des Commissions préfectorales figurent sans doute presque toutes dans les statistiques. Par contre, les médecins qui procèdent à une stérilisation demandée par un patient négligent souvent de faire parvenir leurs rapports à l'autorité préfectorale.

Le tableau ci-après ne fait état que des stérilisations rapportées aux autorités préfectorales. Il sous-estime donc, très largement, le nombre des opérations eugéniques réellement effectuées. Il montre, cependant, l'extension rapide de la pratique de la stérilisation au Japon, et l'importance croissante des opérations effectuées pour protéger la santé de la mère : la presque totalité des opérations — 96 % en 1958 — se range, en effet, dans cette rubrique. Ceci montre bien que les médecins n'ont pas hésité à pratiquer cette opération chaque fois qu'ils ont jugé la naissance de nouveaux enfants nuisible à la santé de la mère, voire à l'équilibre de la famille.

Muramatsu et Ogino ont essayé d'évaluer, en 1954, le nombre réel de stérilisations féminines (1). La méthode de calcul employée a été la suivante : le taux retenu a été celui de la préfecture de Yamagata où le pourcentage de femmes stérilisées, par rapport à la population féminine âgée de 15 à 49 ans était le plus élevé. Ensuite, on a multiplié ce taux par le nombre total des femmes âgées de 15 à 49 ans au Japon. En faisant l'hypothèse, sans doute exagérée que 90 % des cas avaient fait l'objet d'un rapport dans la préfecture de Yamagata, on trouve, pour 1952 et 1953, respectivement 106 000 et 134 000 opérations eugéniques contre seulement 21 000 et 31 000 déclarées. Le même calcul pour l'année 1958 donne les résultats suivants : 188 000 stérilisations effectuées contre un peu moins de 41 000 déclarées.

(1) MURAMATSU M. and OGINO H. : Estimation of the total number of Induced abortions as well as of sterilisation operations for females in Japan for the years 1952 and 1953 in *Bulletin of the Institute of Public Health*, vol. 4, nos 1-2.

Opérations eugéniques

Année	Sexe	VOLONTAIRE				SUR REQUÊTE DU MÉDECIN		
		Maladie hérédit.	Lèpre	Protec. mère	Sous-total	Maladie hérédit.	Maladie mentale	Total
1949	Masculin.....	13	27	0	40	38		78
	Féminin.....	161	68	5 296	5 525	92		5 617
	TOTAL.....	174	95	5 296	5 565	130		5 695
1950	Masculin.....	8	37	0	45	85		130
	Féminin.....	227	66	10 792	11 085	188		11 273
	TOTAL.....	235	103	10 792	11 130	273		11 403
1951	Masculin.....	21	48	0	69	170		239
	Féminin.....	216	59	15 409	15 684	310		15 994
	TOTAL.....	237	107	15 409	15 753	480		16 233
1952	Masculin.....	26	45	78	149	235	5	389
	Féminin.....	314	192	21 163	21 669	325	41	22 035
	TOTAL.....	340	237	21 241	21 818	560	46	22 424
1953	Masculin.....	17	33	270	320	311	10	641
	Féminin.....	327	83	30 892	31 302	521	88	31 911
	TOTAL.....	344	116	31 162	31 622	832	98	32 552
1954	Masculin.....	30	28	506	564	380	13	957
	Féminin.....	303	94	36 095	36 492	460	147	37 099
	TOTAL.....	333	122	36 601	37 056	840	160	38 056
1955	Masculin.....	86	14	871	971	534	23	1 528
	Féminin.....	405	115	40 402	40 922	726	79	41 727
	TOTAL.....	491	129	41 273	41 893	1 260	102	43 255
1956	Masculin.....	106	17	1 158	1 281	482	11	1 774
	Féminin.....	348	88	41 504	41 940	726	45	42 711
	TOTAL.....	454	105	42 662	43 221	1 208	56	44 485
1957	Masculin.....	57	7	1 365	1 429	419	16	1 864
	Féminin.....	255	82	41 530	41 867	610	59	42 536
	TOTAL.....	312	89	42 895	43 296	1 029	75	44 400
1958	Masculin.....	49	9	1 174	1 232	394	15	1 641
	Féminin.....	285	63	39 324	39 672	633	39	40 344
	TOTAL.....	334	72	40 498	40 904	1 027	54	41 985
Source : Registered by Eugenics Protection law.								

Deux raisons font penser que leur accroissement devrait devenir plus lent.

La raison essentielle est le *prix de l'opération eugénique*. La plupart des stérilisations étant effectuées pour des raisons économiques, il faudrait que cette opération soit gratuite pour que les familles particulièrement nécessiteuses puissent y recourir facilement. Or le prix d'une stérilisation est à peu près le quintuple de celui d'un avortement. On estimait, en 1953, le prix moyen d'une stérilisation à

160 NF. Même dans le cas où une partie du coût de l'opération est prise en charge par les assurances sociales, le coût reste de l'ordre de 100 NF.

Le second obstacle est la *durée de l'hospitalisation* : alors que les moyens contraceptifs s'utilisent chez soi, qu'un avortement se fait le plus souvent sans hospitalisation, la stérilisation nécessite une hospitalisation d'une dizaine de jours suivie d'une période de convalescence. Beaucoup de mères de famille ayant à s'occuper d'un foyer et de plusieurs enfants, ou ne pouvant s'absenter de leur travail hésitent devant cette immobilisation relativement longue.

Enfin la stérilisation est une opération irréversible. Or, un nombre assez important de femmes jeunes ont jusqu'ici subi l'opération eugénique. En 1954, 27,6 % des opérées avaient moins de 30 ans. Afin d'éviter que des regrets se manifestent ensuite chez les personnes stérilisées, le gouvernement, par l'intermédiaire des Offices de consultation de protection eugénique, déconseille aux personnes jeunes de subir cette opération.

§ 2. — L'AVORTEMENT

Les dispositions de la loi de 1948 sur l'opération eugénique ont donné lieu à une application assez souple qui a permis un très grand nombre de stérilisations dans le but de protéger la santé de la mère. C'est encore plus vrai en ce qui concerne l'avortement.

Dans une optique purement eugénique, on pourrait penser que l'avortement ne constitue, par rapport à la stérilisation, qu'un pis-aller. Dans la mesure où l'on n'a pas stérilisé à temps un malade mental, il reste comme possibilité de faire avorter la mère afin que la société n'ait pas à prendre en charge un fardeau. De même si la mère a conçu un enfant bien que toute naissance puisse lui être néfaste, on peut sacrifier la vie seulement probable de l'embryon à la vie de la mère, mais mieux vaudrait qu'elle fût stérilisée afin que cette situation ne se produise pas.

En fait, dans l'esprit du législateur, l'avortement ne constitue pas une solution de recours. Stérilisation et avortement figurent sur un pied d'égalité. La pratique très largement répandue de l'avortement fait même de ce dernier le principal frein à la croissance démographique au Japon.

La loi de 1948 autorise l'avortement dans les cas suivants :

1° Si la personne en question, ou le conjoint, présente une maladie mentale psycho-pathologique, une faiblesse d'esprit, une maladie ou une malformation physique héréditaire.

2° Si la personne en question ou le conjoint a, à l'intérieur de sa parenté par le sang jusqu'au 4° degré inclus, un cas de maladie mentale héréditaire, de maladie psycho-pathologique héréditaire, de faiblesse d'esprit héréditaire, de maladie ou de malformation physique héréditaire.

3° Si la personne en question est atteinte de lèpre.

4° Si l'on redoute que la santé de la mère puisse être affectée à un degré marqué, pour des *raisons physiques ou économiques*, par la poursuite de la grossesse et par l'accouchement.

5° Si la personne en question a conçu par violence, intimidation ou par adultère alors qu'elle ne pouvait se défendre ou refuser.

En principe, le consentement du conjoint est requis. Un certain nombre de médecins désignés dans chaque préfecture peuvent, légalement, faire des avortements, sans avoir à en référer à un organisme administratif.

L'avortement, moyen sans danger.

Il y a quelques années, il y eut une campagne contre l'avortement. L'un des arguments les plus fréquemment employés était que l'avortement était nuisible à la santé de la mère. Dès lors, le but de la loi eugénique n'était plus atteint; si, pour éviter un accouchement qui risque d'altérer la santé de la mère, on procède à une opération où elle a un bon nombre de chances de succomber, autant prendre le risque d'un accouchement.

Les risques dépendent, en fait, de plusieurs facteurs, l'événement essentiel étant l'état d'avancement de la grossesse. Relativement bénigne jusqu'au troisième mois, l'opération devient d'autant plus délicate qu'on se rapproche de l'accouchement.

Une enquête menée en 1953 par les soins de l'Académie japonaise d'Obstétrique et de Gynécologie et portant sur 21 936 avortements, révèle que dans seulement 174 cas, c'est-à-dire 8 %, la personne avortée se plaignit de suites graves, telles que perforation de l'utérus, saignement de plus de 500 cm³, infection. Six cas de décès — soit un pourcentage de 0,046 — survinrent à la suite de l'opération. Ces chiffres sont très faibles et d'autant plus que, généralement, les troubles survenant à la suite des avortements sont dûs à l'état de santé général de la mère plus qu'à la conséquence de l'opération elle-même.

Un certain risque existe cependant lorsqu'une même personne subit des avortements trop nombreux ou que ceux-ci ont lieu à des intervalles de temps trop rapprochés. Le nombre des personnes qui se ressentent de l'opération et qui ont des troubles post-opératoires

plus ou moins graves augmente parallèlement au nombre d'avortements qu'elles ont subis. L'une de ces études (1) faite en 1952, donne les résultats suivants :

TABLEAU 7. — *Troubles post-opératoires à la suite d'avortements*

Nombre d'avortements	Sans trouble signalé par l'opérée	Avec troubles signalés par l'opérée	Pourcentage d'opérées s'étant plaintes d'un trouble après l'opération
1.....	731	620	45,9
2.....	144	152	51,4
3.....	25	30	54,5
4.....	(3) *	(5)	(62,5)
5.....	—	(2)	(100,0)
TOTAL.....	905	803	47,3

* Les chiffres et les pourcentages entre parenthèses ne sont cités que pour mémoire, car le nombre des cas entrant dans ces catégories est trop faible pour que les pourcentages aient une grande signification.

Ces résultats semblent contredire complètement le très faible pourcentage post-opératoire cité plus haut. La raison de cette grande différence tient à ce que les critères d'appréciation étaient différents. Dans le second cas, il s'agissait d'un sondage d'opinion dans lequel on s'en rapportait à l'opinion de l'intéressée, alors que dans le premier cas, il s'agissait d'une constatation médicale par des spécialistes. Il est donc très probable que les chiffres cités en dernier lieu contiennent un très grand nombre de troubles anodins tout à fait normaux après une telle opération.

Ces dernières années, il semble que des progrès aient été faits dans la technique opératoire, de telle sorte que les suites graves d'un avortement deviennent de plus en plus rares. Par contre, on s'interroge beaucoup sur *l'efficacité de l'avortement*.

Trop souvent, en effet, une nouvelle conception suit de très près l'opération. Or, le but de la loi eugénique est la protection de la santé de la mère. N'est-ce pas mettre cette santé en danger que d'autoriser des avortements fréquemment répétés ? Les chiffres cités

(1) Survey Conducted by the Institute of Public Health, 1952, cité par Yoshio Koya in *Milbank Memorial Fund. A study of induced abortion in Japan and its significance*.

plus haut montrent bien, en effet, que les risques de troubles post-opératoires augmentent avec le nombre des avortements. Ce qu'il faut savoir, c'est si les nouvelles conceptions ont effectivement lieu plus rapidement après un avortement qu'après une naissance.

Bien que cela ne soit pas scientifiquement démontré, on admet généralement qu'une femme qui nourrit son enfant devient rarement enceinte à nouveau avant la fin de la période d'allaitement. Donc, en moyenne, plus d'un an s'écoulera entre deux accouchements. Si une femme se fait avorter dans les tous premiers mois de sa grossesse, rien ne s'oppose physiologiquement à une nouvelle conception, de sorte qu'un assez grand nombre d'avortements pourra être pratiqué dans un laps de temps limité.

Expérimentalement, un certain nombre d'enquêtes tendent à prouver qu'en effet, les femmes redeviennent enceintes plus rapidement après un avortement qu'après une grossesse non interrompue.

TABLEAU 8. — *Proportion de femmes enceintes à nouveau après un accouchement et après un avortement (1)*

Durée d'observation (mois)	Proportion de femmes devenant enceintes après leur accouchement	Proportion de femmes devenant enceintes après leur avortement
3.....	0 0 %	19 2 %
6.....	2 5 %	32 8 %
9.....	8 5 %	43 5 %
12.....	16 9 %	50 %
15.....	26 3 %	60 %
18.....	37 3 %	64 5 %
21.....	44 4 %	65 9 %
24.....	52 3 %	68 6 %
30.....	66 1 %	71,5 %
36.....	72,3 %	76.2 %

Les résultats de cette enquête font bien apparaître l'avortement comme une arme à double tranchant. La plus grande partie des avorte-

(1) KOYA A., MURAMATSU M.A. : Survey of Health and Demographic aspects of induced abortion in Japan. Special report n° 4. *Bulletin of the Institute of Public Health*. Vol. 4, n° 3, juin 1955. Enquête portant sur 354 femmes ayant accouché normalement et sur 448 femmes ayant subi un avortement.

ments ayant lieu pendant les trois premiers mois de la grossesse — ainsi que le montre le tableau ci-après — les femmes risquent de détruire leur santé en recourant trop souvent à cette solution.

TABLEAU 9. — *Nombre total des avortements pratiqués au Japon en particulier des avortements pratiqués pendant les trois premiers mois de la grossesse*

Année	Total	Nombre des avortements pratiqués pendant les 3 premiers mois de la grossesse	Pourcentage d'avortements pratiqués pendant les trois premiers mois de la grossesse
1949.....	246 104		
1950.....	489 111	377 420	77,2
1951.....	638 350	515 826	81,0
1952.....	798 193	695 820	88,5
1953.....	1 068 066	961 384	90,1
1954.....	1 143 059	1 042 910	91,2
1955.....	1 170 143	1 069 246	91,3
1956.....	1 159 288	1 042 410	90,0
1957.....	1 122 316		
1958.....	1 128 231		

Source : Registered by Eugenics Protection law.

Le tableau ci-dessus indique le nombre total d'avortements pratiqués au Japon depuis la mise en vigueur de la loi eugénique. Dès la première année, le nombre a été considérable. Depuis 1954, le chiffre de 1 million est largement dépassé; comme dans le cas de la stérilisation, les statistiques ne nous renseignent que sur le nombre d'opérations qui ont été déclarées. En reprenant la méthode de calcul proposée par MM. Muramatsu et Ogino, nous arrivons à un chiffre plus réaliste — trop élevé selon certains (1) — d'environ 2 060 000 avortements en 1956. Il semble que, depuis cette date, le nombre annuel des avortements soit resté à peu près identique. Ce chiffre vérifie largement la phrase que l'on entend de temps à autre : « Au Japon il y a autant d'avortements que de naissances » (2).

Les raisons qui expliquent la grande popularité que l'avortement

(1) Minoru TACHI, directeur de l'Institut des problèmes démographiques.

(2) Le nombre des naissances a été de 1 631 000 (chiffres provisoires) en 1959.

a acquis au Japon sont assez nombreuses. On se préoccupe beaucoup plus de la naissance d'un enfant après la conception qu'avant. Bien souvent, les conceptions sont le résultat de négligences ou de maladresses. On espérait « qu'il ne se produirait rien ». Une fois la femme enceinte, il apparaît souvent que la naissance risque de créer une situation intenable, soit moralement, soit pécuniairement.

La seconde raison réside dans le faible prix de l'opération. En 1952, le prix moyen d'un avortement était de 30 NF avec un minimum de 23 NF dans les cas d'avortements effectués sans aucune hospitalisation et un maximum de 45 NF dans le cas d'opérations faites au domicile de la patiente. Aujourd'hui les prix ont légèrement diminué et le prix moyen de l'opération se situe un peu au-dessous de 25 NF. De plus, une partie du prix de l'opération est, dans certains cas, prise en charge par les assurances sociales. Enfin, contrairement à la stérilisation, une longue hospitalisation n'est pas nécessaire.

Il semble que, par ailleurs, un très grand nombre d'avortements ont pour raison essentielle l'échec dans l'utilisation de procédés contraceptifs. Nous verrons plus loin qu'aucun procédé contraceptif n'assure à ses utilisateurs une parfaite sécurité; or, dans l'enthousiasme de la période où la vente libre des contraceptifs a été autorisée, beaucoup ont cru, avec l'aide d'une publicité intempestive, à l'impossibilité d'échecs. Cette attitude a entraîné un certain accroissement passager du nombre de conceptions freiné seulement par la suppression artificielle des grossesses. Aujourd'hui encore, beaucoup d'avortements mettent fin à une grossesse résultant d'un échec dans l'utilisation des contraceptifs.

§ 3. — LES PRATIQUES CONTRACEPTIVES

Le législateur de 1948 a été beaucoup moins prolixe en matière de méthodes anticonceptionnelles qu'en matière d'avortement ou de stérilisation. Seul *l'article 15* dispose : « L'initiation pratique de la femme à l'emploi d'instruments contraceptifs, autorisée par le ministère du Bien-Etre Social, ne peut faire l'objet d'aucune activité professionnelle, sauf de la part des médecins et des personnes désignées par l'autorité préfectorale. Cependant, l'acte d'introduire un instrument contraceptif dans l'orifice utérin ne pourra être exécuté que par un médecin. Les personnes désignées par l'autorité préfectorale, dont il est fait mention dans le paragraphe précédent, seront choisies parmi les sages-femmes, les infirmières diplômées et les infirmières ayant suivi des cours approuvés par l'autorité préfectorale, conformément aux règles établies par le ministère du Bien-Etre Social ».

Les décisions en matière de contraception relèvent du ministère

du Bien-Etre Social. En fait, c'est le gouvernement japonais qui a décidé de la pratique des méthodes anticonceptionnelles. En effet, en juillet 1947, il remaniait la législation des pharmacies, en interdisant la vente des contraceptifs. En mai 1949, devant l'évolution des Japonais en faveur de la restriction des naissances, la vente de ces mêmes produits fut à nouveau autorisée. A partir de 1949, se développèrent parallèlement un effort intense de publicité de la part des fabricants de contraceptifs et un effort non moins intense d'éducation de la part de la presse quotidienne ou périodique ainsi que des institutions gouvernementales ou locales chargées de ces questions.

1. — *Publicité et éducation contraceptives.*

La publicité prit deux formes principales. Les fabricants d'une part diffusèrent dans la presse une publicité souvent outrancière. Certaines des réclames des journaux étaient libellées de façon trop explicites et exerçaient une influence néfaste sur la moralité sexuelle de la jeunesse. Les fabricants, pour s'assurer un gros chiffre de ventes, n'hésitaient pas à annoncer une efficacité de 98 %. Confiantes, beaucoup de femmes firent un usage trop optimiste des contraceptifs, d'où l'augmentation assez sensible du nombre des conceptions.

Des associations se créèrent d'autre part pour diffuser l'emploi des méthodes contraceptives. Celles-ci firent un travail beaucoup plus utile en publiant des ouvrages techniques destinés à pallier le manque d'expérience des nouveaux « contracepteurs ». Selon M. Okasaki (1), 16 associations ayant pour but la restriction volontaire des naissances furent créées dans la seule ville de Tokyo. En plus grand nombre encore des associations furent créées dans les autres villes.

Bientôt, un effort d'éducation plus généralisée fut décidé. Les grands quotidiens d'information (2), tout d'abord, entreprirent un certain nombre d'études et d'enquêtes et envoyèrent des correspondants à l'étranger afin de fournir à leurs lecteurs des précisions sur l'efficacité relative des diverses méthodes disponibles et de les tenir au courant des résultats déjà obtenus grâce à ces méthodes.

Les articles paraissant sur les questions démographiques traitaient des tendances récentes dans les chiffres de population, d'émigration ou de production agricole et industrielle. Ils faisaient état des diverses méthodes de contrôle des naissances, expliquaient l'emploi des nou-

(1) A. OKASAKI : *L'histoire du Japon. L'Economie et la population*, P.U.F., 1958, p. 147-148.

(2) Au Japon, les trois plus grands quotidiens sont : l'*Asahi*, le *Mainichi* et le *Yomiuri* qui ont tous les trois un tirage de plusieurs millions.

veaux procédés contraceptifs mis en vente sur le marché japonais, les arguments pour et contre la stérilisation masculine ou féminine... Au début, les avis sur la contraception étaient divisés, mais dès 1953, presque tous les journaux firent paraître des articles en faveur des méthodes contraceptives.

Après 1954, année où le Comité des problèmes de Population passa la résolution en faveur de la contraception, plusieurs chaînes de radio diffusaient des émissions préconisant le recours à la restriction des naissances comme solution au problème de surpopulation.

Le journal « Mainichi » a créé en juillet 1949 une section spéciale qui est devenue un véritable Institut de la Recherche démographique. Cet Institut fait chaque année une ou plusieurs enquêtes, sous forme d'échantillonnage, et publie les résultats de ces enquêtes à la fois dans ses quotidiens et sous forme de brochures faciles à conserver. Les enquêtes du « Population Problems Research Council, the Mainichi Newspapers » sont faites très soigneusement et sont largement utilisées par les organismes officiels.

Cette collaboration étroite de la presse et des organes officiels ne doit pas surprendre. Les journaux japonais sont des entreprises gigantesques qui justifient leurs activités un peu tentaculaires par le chiffre élevé de leur tirage. Cette importance leur permet d'avoir de gros moyens à leur disposition. Plus riches que les organismes officiels, et pouvant s'organiser d'une façon plus souple, ils arrivent à réunir des renseignements plus rapidement et plus efficacement que ceux-ci.

Les périodiques aussi, et surtout les périodiques féminins, entreprennent l'éducation de leurs lecteurs, de telle sorte que les Japonaises désireuses de limiter volontairement les naissances au sein de leur famille purent très facilement trouver tous les renseignements dont elles avaient besoin.

Journaux, périodiques, ouvrages publiés par les associations constituaient l'information écrite à la disposition de tous. Mais, chacun a des problèmes personnels à résoudre, sollicite des conseils ou doit être examiné par un médecin. C'est pour répondre à ce besoin qu'ont été développés les Centres sanitaires. Les Centres sanitaires, auxquels il est fait allusion dans la loi eugénique existent dans chaque préfecture, et, en plus, il y en a dans toutes les villes importantes. Ils correspondent, à peu près, à nos dispensaires; bien que leur activité ne soit pas limitée aux conseils en matière de contraception, la plus grande partie de leur personnel et de leur temps y est consacrée. Les tableaux ci-après nous donnent une idée des activités des Centres sanitaires, tant sous forme d'instructions et d'examens personnels que sous forme d'éducation de masse.

TABLEAU 10. — *Activités des Centres sanitaires*

Année	Personnes ayant reçu individuellement des conseils de contraception	Nombre de réunions publiques d'enseignement de la contraception	Nombre de personnes ayant assisté à ces réunions	Nombre de personnes s'étant renseignées auprès des centres sanitaires
1950.....	22 596			
1951.....	44 476			
1952.....	99 054	4 408	630 187	
1953.....	123 585	14 745	1 248 716	
1954.....	113 608	15 201	1 021 793	27 707
1955.....	105 589	16 907	1 067 834	33 022
1956.....	145 633	21 118	1 164 515	53 829

Source : calculé d'après les chiffres communiqués par le ministère du Bien-Etre Public.

Les Centres sanitaires dispensent des informations et des conseils, soit individuellement, soit en groupe. L'avantage des consultations individuelles est qu'elles permettent de procéder à des examens, et surtout de suivre le cas de chacun en comblant ses lacunes et en répondant avec précision à ses questions. Le nombre des consultations individuelles a cru régulièrement depuis la mise en vigueur de la loi eugénique, mais le nombre des bénéficiaires reste forcément limité étant donné le coût élevé de chaque consultation.

Pour remédier à cette insuffisance, des réunions publiques ont été organisées. En 1956, 21 000 d'entre elles ont réuni 1 160 000 personnes. Ces réunions prennent diverses formes : ce sont, soit des conférences faites par des médecins spécialistes, soit des leçons expérimentales avec projection de photographies ou exposition de graphiques et dessins, soit encore de cours réguliers d'éducation contraceptive. De temps en temps aussi, des réunions sans programme préétabli réunissent tous les membres d'un village ou d'un bourg avec leurs médecins et quelques spécialistes : au cours de ces réunions, les médecins traitants peuvent expliquer aux spécialistes la nature des préoccupations de leurs patientes.

La tableau ci-après montre, pour les années 1955 et 1956, la répartition des réunions publiques d'éducation contraceptive entre conférences publiques, cours accompagnés de projections ou d'expositions, cours réguliers et réunions de discussion.

TABLEAU 11. — *Nature des réunions publiques organisées par les Centres sanitaires, années 1955 et 1956*

	1955		1956	
	Nombre de conférences	Nombre de participants	Nombre de conférences	Nombre de participants
Conférences publiques...	6 028	397 759	7 053	645 089
Cours accompagnés de projection de photos en couleur.....	2 120	200 315	2 513	184 740
Cours accompagnés d'une exposition de dessins, graphiques et photos..	427	110 863	488	81 852
Cours réguliers.....	5 297	230 399	6 868	303 219
« Informal meetings » (Réunions de discussions).	1 636	60 955	2 463	94 216
Autres types de réunions	1 399	67 543	1 733	55 419
TOTAL.....	16 907	1 067 834	21 118	1 164 515

Source : calculé d'après les chiffres communiqués par le ministère du Bien-Etre Public.

Si les conférences publiques qui offrent un certain attrait parce que faites par un gynécologue ou un obstétricien réputé, attirent le plus grand nombre de participants, les cours réguliers sont, eux aussi, suivis avec assiduité. Sur 1 160 000 personnes ayant assisté à une réunion traitant des problèmes de limitation volontaire des naissances, plus de 300 000 ont suivi régulièrement des cours durant plusieurs semaines.

Les instructeurs de contraception.

La loi eugénique permet seulement aux médecins, aux sages-femmes, aux infirmières diplômées et aux infirmières ayant suivi des cours approuvés par l'autorité préfectorale, d'initier les femmes à l'emploi d'instruments contraceptifs. Il s'est donc posé un problème de formation des médecins, des infirmières et des sages-femmes.

A partir de 1949, un cours fut organisé pour les médecins du ministère de la Santé publique. Il s'agit d'un cours qui dure 6 jours, pendant lesquels ces médecins, qui sont déjà des spécialistes des questions eugéniques, viennent parfaire leurs connaissances. En 1955, 427 d'entre eux avaient suivi ce cours.

A la suite d'un amendement, apporté en 1952 à la loi eugénique,

il fut prévu de former du personnel capable de guider les femmes dans leur utilisation de contraceptifs. Les cours sont différents selon qu'il s'agit de sages-femmes, d'infirmières du ministère de la Santé publique ou d'infirmières des hôpitaux.

Les cours sont donnés à des groupes d'une vingtaine de personnes en moyenne. En mai 1955, un peu plus de 44 000 infirmières et sages-femmes avaient reçu le diplôme correspondant à ce stage de formation. Sur ce total, 30 000 étaient effectivement occupées à enseigner les méthodes contraceptives. La grande majorité des diplômées sont des sages-femmes. Le cours qu'elles doivent suivre est en effet plus court; par ailleurs, ce sont elles qui sont le plus directement en contact avec des femmes ayant à résoudre des problèmes de ce genre. Le gouvernement a encouragé très vivement la formation de sages-femmes, estimant que les femmes montreraient moins de réticence à se confier à une personne du même sexe qu'à un médecin. Cette politique n'est pas allée, toutefois, sans rencontrer des difficultés de la part des sages-femmes. Celles-ci ont tout d'abord pensé que c'était contre le but même de leur métier que d'empêcher des conceptions de se produire. Une fois convaincues que la plupart des conceptions qu'elles refusaient d'aider à éviter se terminaient par des avortements, les sages-femmes se sont heurtées à des difficultés pratiques. Elles ne pouvaient guère demander une rétribution pour les conseils qu'elles prodiguaient, si en même temps, elles n'étaient pas autorisées à vendre les produits anticonceptionnels. Or, la vente de ces produits n'était autorisée que par les pharmaciens patentés (1). En 1955 seulement un amendement fut passé par la Diète permettant aux sages-femmes de vendre elles-mêmes ces produits. Toutes les difficultés ne semblent d'ailleurs pas encore aplanies car chaque sage-femme se voit, en principe, attribuer un district géographique et voit d'un mauvais œil ses collègues instructeurs de contraception empiéter sur son domaine.

Une forme moderne d'éducation aux méthodes contraceptives :

Certaines grosses entreprises industrielles ont à leur tête des gens particulièrement dynamiques et versés dans les questions d'actualité. Sous l'impulsion de l'Institut de Recherche sur les problèmes de Population (2), une association comprenant une cinquantaine de grosses sociétés a été créée. Cette association possède un

(1) Japanese Pharmaceutical Law.

(2) Jinkomondai Kenkyu-kai, Zaidonhojin. Cet institut est un organisme privé financé par des cotisations de particuliers. Créé en 1932, il a à son actif d'avoir largement contribué à la création de l'Institut des problèmes démographiques au sein du ministère du Bien-Etre public (1939).

groupe d'instructeurs de contraception, qui font des conférences et visitent les foyers des salariés. Ceci leur est d'autant plus facile que le personnel des grandes entreprises est souvent logé dans des maisons appartenant à la société elle-même, donc géographiquement concentrées. Avant de donner des conseils pratiques de limitation des naissances, les instructeurs s'attachent à faire disparaître les attitudes traditionnelles, à modifier le comportement des familles et à bien définir ce qu'ils appellent « le mouvement de la nouvelle vie ».

Les grandes entreprises ajoutent à cet effort d'éducation un effort financier remarquable. Ainsi, une entreprise industrielle de 20 000 ouvriers fournit des subventions atteignant 80 % du prix des contraceptifs. A la tête de cette association en faveur de la planification de la famille, se trouve la « Nihon Kokan », un des plus gros producteurs d'acier du Japon.

2. — *Méthodes employées.*

Les méthodes employées pour éviter la conception sont très nombreuses. On peut les classer en trois groupes : abstention volontaire, procédés mécaniques et procédés chimiques (1).

3. — *Résultats obtenus.*

Les efforts faits au Japon pour introduire et développer la pratique de la restriction volontaire des naissances, se traduisent naturellement par la baisse du taux de natalité. Celui-ci est passé de 34,30 p. 1 000 en 1947 à 17,55 p. 1 000 en 1959. Il est indispensable pour bien se rendre compte de la pénétration de la pratique de la contraception, d'examiner les résultats des enquêtes faites périodiquement depuis 1950 par les soins de diverses institutions : l'Institut d'Etude des Problèmes démographiques (ministère du Bien-Etre public), le Comité de Recherche sur les problèmes de population (Comité Mainichi) et le ministère de la Santé.

Ces enquêtes sont faites suivant des méthodes d'échantillonnage ; elles consistent à prendre au hasard dans une population homogène, un nombre de couples suffisamment élevé pour que cette sous-population soit représentative de l'ensemble.

Les résultats ne sont pas entièrement comparables parce que, tantôt on ne tient compte que des réponses exprimées, tantôt on cherche à déterminer par une nouvelle enquête, si les abstentions affectent les résultats. Ceux qui ne répondent pas sont, le plus

(1) Cf. : « *La prévention des naissances au Japon* », par J.-L. RIALLIN. *Population*, n° 2, avril-mai 1960.

souvent, ceux qui n'utilisent pas des contraceptifs. Aussi, les renseignements fournis par les enquêtes du Comité Mainichi sur le pourcentage de contracepteurs sont-ils un peu plus élevés qu'en réalité. L'avantage notable de ces enquêtes tient à leur régularité, ce qui permet de suivre l'évolution au cours des dernières années.

Le premier enseignement intéressant fourni par les diverses enquêtes est le *pourcentage des couples pratiquant la contraception* au moment de l'enquête. Les couples ayant pratiqué la contraception à un moment quelconque de leur union, mais ne pratiquant pas au moment de l'enquête, ont été exclus.

TABLEAU 12. — *Pourcentage de couples pratiquant la contraception au moment de l'enquête*

Année	Pourcentage de couples pratiquant la contraception
*1950 (a).....	19,5
1952 (b).....	26,3
1952 (c).....	21,7
1955 (e).....	33,6
1957 (f).....	39,2
1959 (g).....	42,5

(a) Selon enquête menée en avril 1950, sur 3 000 couples dont les femmes avaient moins de 49 ans, par le « Population Problems Research Council », (Mainichi Newspapers).

(b) Selon enquête menée en mai 1952 sur 3 500 couples dont les femmes avaient moins de 49 ans, par la « Population Problems Research Council » (Mainichi Newspapers).

(c) Selon enquête menée en juillet 1952 au 1/3 500 sur des couples dont les femmes avaient moins de 49 ans, par l'Institut des Problèmes de Population. La méthode des questionnaires renvoyés par la poste a été utilisée. Il y a eu 65 % de réponses.

(d) Selon enquête menée au 1/1 000 par le Ministère de la Santé publique sur des couples dont les femmes avaient moins de 49 ans. La méthode des questionnaires renvoyés par la poste a été utilisée.

(e) Selon enquête menée en mai 1955 sur 3 000 couples dont les femmes avaient moins de 49 ans, par le « Population Problems Research Council » (Mainichi Newspapers).

(f) Selon enquête menée en mai 1957 sur 3 800 couples dont les femmes avaient moins de 49 ans, par le « Population Problems Council » (Mainichi Newspapers).

(g) Selon enquête menée en avril 1959 sur 3 000 couples dont les femmes avaient moins de 50 ans, par le « Population Problems Research Council » (Mainichi Newspapers).

Ces chiffres indiquent une progression continue pour l'ensemble du Japon. Le pourcentage fourni pour 1952 par l'enquête (c) n'indique pas un recul, car il s'agit d'un sondage au 1/3 500^e, donc moins optimiste que les pourcentages fournis par les enquêtes du Comité Mainichi. Aujourd'hui, le pourcentage est, sans aucun doute, supérieur à 40 % : ainsi, dans deux familles sur cinq les conjoints ont décidé d'éviter la grossesse.

Le pourcentage des couples qui, au cours de leur mariage ont eu recours à l'utilisation de procédés contraceptifs, est plus élevé, car, souvent, les couples récemment mariés ne désirent pas avoir d'enfants avant que leur situation sociale leur permette de vivre décemment et d'assurer à leurs enfants une éducation convenable. Le niveau d'éducation reçue par les enfants décidera en effet largement de leur situation dans l'avenir, car presque tous les recrutements et les promotions de personnel se font dans les entreprises japonaises d'après les diplômes scolaires ou universitaires obtenus. D'autres contracepteurs temporaires désirent espacer les naissances afin que la santé de la mère ne soit pas affectée et que les dépenses causées par chaque nouvelle naissance ne soient pas trop rapprochées.

TABLEAU 13. — *Pourcentage des couples ayant une certaine expérience de la contraception, c'est-à-dire pourcentage des couples ayant employé des méthodes contraceptives à un moment ou à un autre*

Date	Investigateur et méthode utilisée	Nombre de personnes ayant répondu	Pourcentage
1936.....	Estimations du Comité de Recherche sur les problèmes de population.....		6
1945.....	Estimations du Comité de Recherche sur les problèmes de population.....		6,6
Avril 49....	Fédération de l'opinion Publique, âge 15-45 ans, échantillonnage.....	82445	13,2
Mai 49.....	Journal « ASAHI », âge 15-45 ans, échantillonnage.....	3 050	8,0
Avril 50....	(a) *	5 579	29,1
Mai 50.....	Institut national d'Opinion Publique, âge 20-50 ans, échantillonnage tenant compte de la proportion population urbaine, population rurale.....	3 000	19,0
Décembre 51	Institut National d'opinion publique âge 20-49 ans, même méthode.....	3 000	34,0
Mai 52.....	(b)	6 290	40,2
Juillet 52...	(c)	2 514	28,3
Avril 54....	(d)	93 938	33,2
Mai 55.....	(e)	5 754	52,5
Mai 57.....	(f)	6 003	56,5
Avril 59....	(g)	5 672	62,7

* Les lettres se rapportent aux indications du tableau 12, p. 70.

La comparaison avec les chiffres de l'avant-guerre est particulièrement révélatrice, même si l'on admet que 62,7 % est un pourcentage plus élevé que la réalité. On peut estimer que la moitié des couples connaît les méthodes contraceptives pour les avoir employées à un moment quelconque de leur mariage. Donc, à un moment ou à un autre, 50 % des couples au Japon, ont redouté la naissance d'un enfant et ont ainsi montré qu'ils étaient conscients de la nécessité de limiter la population, qu'ils raisonnent dans le cadre de leur propre famille ou dans le cadre de leur pays.

Le pourcentage de ceux qui approuvent l'utilisation de moyens anticonceptionnels est encore supérieur. Cinq enquêtes montrent sommairement l'évolution dans l'attitude des Japonais sur ce point, et les quatre dernières font, en même temps, état des raisons invoquées par ceux qui restent opposés à la contraception.

Le nombre de ceux qui, aujourd'hui, sont encore contre la contraception, est inférieur à 10 %. Parmi les raisons mentionnées, celle qui vient très largement en tête est le préjudice causé à la santé des conjoints qui utilisent régulièrement des procédés contraceptifs.

TABLEAU 14. — *Pourcentage de couples approuvant la contraception*

Année	Approuvent la contra- ception	Sans opinion	Désapprou- vent la contra- ception	Approuvent la contra- ception sous certaines conditions	Total
	%	%	%	%	%
1950 (a) *.....	60,7	18,6	15,0	5,7	100
1952 (b).....	65,0	20,6	11,6	2,8	100
1953 (c).....	67,4	18,9	10,8	2,9	100
1957 (f).....	72,0	16,3	9,2	2,5	100
1959 (g).....	74,2	14,5	8,8	2,5	100
* Les lettres se rapportent aux indications du tableau 12, p. 70.					

Certains pensent aussi que la contraception est artificielle, anti-naturelle et qu'il est condamnable de vouloir profiter des rapports sexuels sans accepter les conséquences logiques qui sont la conception d'enfants. Les raisons religieuses ne sont ici invoquées que dans moins de 6 % des cas. Il est aussi intéressant de noter que ceux qui réclament une large population dans un but national deviennent de moins en moins nombreux chaque année. Sans doute, la foi dans la démocratie, que les Américains ont fait tant d'efforts pour implanter au Japon, est-elle en train de s'y développer.

TABLEAU 15. — *Raisons invoquées
contre l'utilisation de moyens anticonceptionnels*

Motifs invoqués	1952 (b)	1955 (e)	1957 (f)	1959 (g)
Raisons morales.....	28,4	10,5	7,4	0,7
Contre la nature.....	15,1	22,5	17,6	8,1
Préjudiciable à la santé.....	19,8	45,0	48,8	65,2
Contraire à l'intérêt national.....	13,4	7,4	5,7	0,7
Raisons religieuses.....	6,9	—	5,7	5,2
* Autres raisons.....	16,4	14,8	14,8	14,1
* Les lettres se rapportent aux indications du tableau 12, p. 70.				

La contraception s'est répandue et continue à se répandre au Japon à une vitesse tout à fait remarquable. Ceci ne veut pas dire que certains groupes n'ont pas accueilli les pratiques anticonceptionnelles avec plus d'enthousiasme que d'autres.

Villes et campagnes.

Ainsi les populations urbaines se sont montrées plus réceptives à la contraception que les populations rurales. L'anonymat de la communauté urbaine permet à ses membres de se rendre chez un pharmacien pour s'y procurer des contraceptifs sans risquer d'être reconnus par un voisin. Cette raison ne joue plus aujourd'hui parce que les pratiques contraceptives sont partout adoptées, mais il est certain que l'étroitesse des liens entre membres d'un même village a été à l'origine un frein au développement de la contraception. D'autres raisons sont apparues, qui expliquent le retard persistant des campagnes par rapport aux agglomérations urbaines, ainsi que le montrent les chiffres suivants :

TABLEAU 16. — *Pourcentage de population urbaine et de population rurale pratiquant la contraception*

Année	6 plus grandes villes	Autres villes	Campagnes
1950 (a) *	23,7	23,6	17,4
1952 (b)	34,8	31,1	22,1
1952 (c)	—	28,1	17,6
1954 (d)	—	37,2	30,4
1955 (e)	37,7	34,0	31,9
1957 (f)	44,3	40,5	35,7
1959 (g)	47,0	43,0	39,9

* Les lettres se rapportent aux indications du tableau 12, p. 70.

Parmi ces raisons, la plus grande lenteur des moyens d'information du public joue un certain rôle : la pénétration des idées nouvelles est toujours plus lente dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Pour combattre ce retard, le gouvernement a cherché à développer plus particulièrement les centres sanitaires et les offices de consultation de protection eugénique ruraux. Ceci a eu pour conséquence de faire augmenter notablement le nombre des stérilisations dans les campagnes à une allure encore plus rapide que dans les villes. Cette évolution semble d'ailleurs conforme au tempérament de la Japonaise de la campagne qui hésite moins que la citadine à recourir aux moyens extrêmes pour éviter une trop grande progéniture.

Degré d'aisance et éducation.

Cet écart dans le degré de pratique de la contraception s'est aussi marqué au début par une pratique plus intense dans les couches de la population à niveau de vie élevé. Le problème de la population a d'abord été ressenti dans toute son acuité dans les milieux les plus évolués de la société japonaise et, parallèlement, la pratique des méthodes contraceptives s'est d'abord répandue dans ces milieux. Cet écart est en train de se résorber, bien que le pourcentage de pratique de la contraception soit encore d'environ 50 % plus élevé parmi les travailleurs salariés que chez les fermiers et les pêcheurs. En 1952, la différence était bien plus importante, de l'ordre du simple au double. L'acceptation et la pratique sont en corrélation étroite avec l'éducation. Il serait inexact de dire que la limitation volontaire des naissances est

le fait d'une élite. Aucun pays ne semble avoir accepté aussi largement la politique conseillée, mais il reste que les gens cultivés, ou évolués, ont une conscience plus vive du problème et contribuent plus activement à le résoudre.

TABLEAU 17. — *Pourcentage de pratique de la contraception en fonction de l'éducation reçue*

Durée de la scolarité	1950 (a)	1952 (b)	1955 (c)	1957 (f)	1959 (g)
HOMMES					
9 années ou moins.....	14,2	18,2	28,2	33,4	37,6
10 à 12 années.....	25,4	37,0	37,7	46,5	44,0
Plus de 13 années.....	37,3	47,0	47,8	53,2	54,0
FEMMES					
9 années ou moins.....	13,0	20,1	28,2	33,3	35,0
10 à 12 années.....	32,4	38,7	46,1	48,4	51,6
Plus de 13 années.....	36,0	47,0	48,8	53,2	51,9
* Les lettres se rapportent aux indications du tableau 12, p. 70.					

Ici encore, les écarts se résorbent peu à peu. Ceci tient à l'approbation de plus en plus généralisée d'une politique active de lutte contre la surpopulation. Dans les conclusions d'une enquête, M. Tatsuo Honda (1) n'hésitait pas à écrire récemment : « On peut donc affirmer que la question du contrôle des naissances a largement dépassé le stade de l'argumentation et que ce contrôle est devenu une nécessité vitale chez nous. »

Un échec de la contraception se termine, le plus souvent, par un avortement.

Aucun des moyens anticonceptionnels n'est infaillible.

Il est donc logique que, de temps à autre, une grossesse non désirée se produise. Nous avons vu qu'au moment où la contraception a pris son essor, les échecs ont été si nombreux qu'on a remarqué une augmentation temporaire du taux de natalité. Qu'advient-il de ces grossesses non désirées ?

(1) *Fourth Public Opinion Survey on birth control in Japan*. The Population Problem Research Council. The Mainichi Newspapers, 1957, p. 52.

Il semble que, dans la plupart des cas, un avortement y mette fin.

L'examen d'une population de 3 075 femmes (1) parmi lesquelles 30 % avaient subi un ou plusieurs avortements, a montré que ce pourcentage atteignait 45 % si l'on ne tenait compte que des femmes ayant pratiqué ou pratiquant la contraception. Ceci dénote bien une certaine corrélation entre pratique des méthodes contraceptives et pratique des méthodes abortives.

Il reste à savoir si la majorité des femmes se sont tournées vers la pratique de la contraception à la suite d'expériences d'avortements qu'elles n'ont pas désiré subir à nouveau ou si elles ont eu recours à l'avortement à la suite d'échecs de la contraception.

Les enquêteurs ont dressé un tableau statistique dans lequel ils ont fait figurer le pourcentage de femmes ayant subi un avortement avant leur initiation aux méthodes anticonceptionnelles et le pourcentage de celles ayant eu recours à l'avortement parce que la contraception n'avait pas pu leur éviter de concevoir.

Il apparaît que 39 % des femmes qui se sont fait avorter l'ont fait avant d'utiliser des procédés contraceptifs, alors que 59 % d'entre elles pratiquaient déjà la contraception au moment de leur avortement. Certaines femmes ont aussi eu recours à l'avortement après avoir abandonné depuis un certain temps la contraception : leur nombre est faible, inférieur à 4 % du total.

En conclusion, le processus normal est le recours à la contraception après un avortement, parce que cette opération est suffisamment désagréable pour ne pas désirer la renouveler. Au contraire, il y a peu de femmes qui abandonnent les méthodes anticonceptionnelles pour n'avoir recours qu'à l'avortement.

En revanche, les imperfections techniques des contraceptifs et le manque d'expérience des contracepteurs les obligent à s'en remettre trop souvent à l'avortement pour interrompre une grossesse non souhaitée.

L'opinion générale s'élève de plus en plus contre l'avortement pour des raisons médicales et morales. L'effort des pouvoirs publics en faveur de la contraception vise à faire diminuer cette pratique. Il est d'ailleurs significatif qu'après avoir progressé très rapidement jusqu'en 1956, le nombre officiel des avortements semble aujourd'hui stabilisé autour de 1 100 000 ; le jour où la tendance sera renversée et où, sans que le taux de natalité augmente, le nombre des avortements diminuera, la lutte en faveur de la contraception aura été gagnée.

(1) *Fourth Public Opinion Survey on Birth Control in Japan*. The Population Problems Research Council. The Mainichi Newspapers, Tokyo.

CHAPITRE III

RÉSULTATS ET PRÉVISIONS

La politique inaugurée en 1948 a déjà porté beaucoup de fruits. Le taux de natalité est aujourd'hui inférieur à celui de la France. Les prévisions portant sur la population future font apparaître les grandes lignes de l'évolution démographique au Japon.

Section I

LES RESULTATS OBTENUS

Quelques taux suffisent à rendre compte de la situation démographique d'un pays à un moment donné. Les taux de fécondité et de natalité, le taux de mortalité, l'espérance de vie à la naissance, les taux de reproduction fournissent les éléments principaux.

Pour qu'une population augmente, on peut agir sur la natalité et sur la mortalité. Une politique d'allocations familiales et de santé permet l'accroissement des naissances. De même, le progrès médical réduit la mortalité.

Quand il s'agit de limiter l'augmentation d'une population, on peut seulement agir sur la natalité. Depuis 1948, le Japon s'y emploie activement. Grâce à la Loi Eugénique, les obstacles légaux ont été supprimés. Beaucoup de difficultés pratiques ont été résolues grâce à l'aide du gouvernement et à la collaboration des organes d'information.

Natalité.

La situation de départ était grave, car le Japon se trouvait, après la dernière guerre, dans une période de « boom des naissances ». Son taux de natalité était alors supérieur à 30 ‰, et son accroissement naturel de l'ordre de 20 ‰. En même temps, le taux de mortalité baissait rapidement, faisant peser la menace d'un accroissement naturel encore supérieur.

Les résultats de la politique de restriction des naissances sont remarquables. De 1947 à 1957, le taux de fécondité générale est passé de 4,52 à 2,03. De son côté, le taux de reproduction brute (Kuckzynski) passait de 2,20 à 0,99 et le taux de reproduction nette de 1,71 à 0,91.

De 1947 à 1959 le taux de natalité a diminué presque de moitié. Le taux de 17,35 p. 1 000, taux provisoire pour 1959, est voisin de celui de la France. Il est de loin le plus bas de tous les pays d'Asie. Le but poursuivi par le Japon est de faire descendre ce taux jusqu'à un minimum d'environ 10 p. 1 000. C'était le taux de natalité de la Suède en 1937.

En 1958 et 1959, le taux de natalité a légèrement dépassé celui de 1957. Cette reprise de la natalité est due, semble-t-il, à l'abaissement de l'âge moyen du mariage et du nombre d'années de mariage après lesquelles naît le premier enfant. Il est encore trop tôt pour dire s'il s'agit d'une reprise durable de la fécondité. Peut-être est-ce simplement l'effet du crédit à la consommation, qui se développe depuis deux ans d'une façon foudroyante, permettant aux jeunes couples en particulier « d'acheter des bébés à crédit » (1). Il est probable que la libéralité du crédit est directement liée à l'expansion économique, et qu'il ne s'agit, en définitive, que d'un phénomène temporaire.

Le récent mariage du Prince héritier a aussi incité de nombreux jeunes gens à avancer la date de leur mariage, pour que celui-ci ait lieu la même année que celui du Prince (2).

La modification dans la fécondité par âges indique la même tendance. C'est seulement dans les groupes d'âges de 20 à 24 ans, et à un moindre degré, de 25 à 29 ans, que la fécondité a légèrement repris. Chez les couples plus âgés, la fécondité continue à décroître.

(1) Expression employée par l'écrivain Marcel Jugliaris.

(2) Cette explication est officiellement acceptée comme cause du regain de natalité.

TABLEAU 18. — *Nombre des naissances et taux de natalité au Japon*
(1947-1959)

Année	Taux de natalité en ‰	Nombre absolu des naissances en 10 ³
1947.....	34,30	2 679
1948.....	33,52	2 682
1949.....	32,97	2 697
1950.....	28,10	2 338
1951.....	25,29	2 138
1952.....	23,37	2 005
1953.....	21,48	1 868
1954.....	20,05	1 770
1955.....	19,39	1 731
1956.....	18,45	1 665
1957.....	17,20	1 507
1958.....	17,93	1 650
1959.....	17,55 *	1 631

* Chiffre provisoire.
Source : Institut d'Etude des Problèmes Démographiques.

Le nombre absolu des naissances est aujourd'hui de l'ordre de 1 600 000, soit un million de moins qu'en 1947.

Mortalité.

A la fin de la dernière guerre mondiale, le taux de mortalité au Japon était très élevé. Les conditions précaires d'hygiène et d'habitat et les décès causés par les blessures de guerre expliquaient cette forte mortalité. Dès 1948, le taux commença à décroître pour atteindre un minimum de 7,32 ‰ en 1959. La mortalité par âges continue à baisser, car de grands progrès ont été réalisés en matière d'hygiène. Le gouvernement consacre chaque année 2 milliards de yens (28 millions de NF) au fonctionnement des centres sanitaires. Bien que la mortalité par âges doive continuer à décroître, le taux de mortalité va augmenter en raison du vieillissement de la population. Le nombre des personnes âgées de plus de 60 ans a déjà augmenté de 1,4 million de 1947 à 1955 (7 250 000 contre 5 850 000). Il dépassera 10 millions en 1970, malgré l'allongement de l'espérance de vie à la naissance, qui atteignait, en 1958, 65 ans pour les hommes et 69,5 ans pour les femmes.

TABLEAU 19. — *Nombre de décès et taux de mortalité au Japon*
(1947-1959)

Année	Taux de mortalité en ‰	Nombre absolu de décès en 10 ³
1947.....	14,57	1 138
1948.....	11,88	951
1949.....	11,56	945
1950.....	10,88	905
1951.....	9,92	839
1952.....	8,92	765
1953.....	8,88	773
1954.....	8,18	721
1955.....	7,77	694
1956.....	8,03	724
1957.....	8,26	752
1958.....	7,43	684
1959.....	7,32 *	680

* chiffre provisoire.
Source : Institut d'Etude des Problèmes Démographiques.

Accroissement naturel.

C'est la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité. L'accroissement naturel a été très élevé dans l'immédiate après-guerre, car le « boom des naissances » dépassait en ampleur l'augmentation de la mortalité. De 1947 à 1950, l'augmentation annuelle de la population excédait 1,5 million.

Depuis 1956, le taux d'accroissement naturel est situé autour de 10 p. 1 000 avec une population moyenne d'environ 90 millions, l'augmentation annuelle est de l'ordre de 900 000 personnes.

TABLEAU 20. — *Taux d'accroissement naturel au Japon (1947-1959)*

Année	Taux d'accroissement naturel en ‰	Nombre absolu en 10 ³
1947.....	19,73	1 541
1948.....	21,64	1 731
1949.....	21,42	1.751
1950.....	17,22	1 433
1951.....	15,36	1 299
1952.....	14,45	1 240
1953.....	12,59	1 095
1954.....	11,88	1 048
1955.....	11,62	1 037
1956.....	10,42	941
1957.....	8,94	814
1958.....	10,50	966
1959.....	10,23 *	951

Source : Institut d'Etude des Problèmes Démographiques.

* chiffre provisoire

En 1958 et 1959, le taux d'accroissement naturel a légèrement dépassé celui de 1957. Ceci est dû à la reprise de la natalité.

Le Japon vient de réussir en 10 ans une évolution démographique sans précédent. Certes, son taux d'accroissement naturel restera encore longtemps positif. Ceci tient à la composition par âges de la population. Il faut attendre que le grand nombre de femmes d'âge fécond diminue pour que, parallèlement, le chiffre annuel des naissances devienne inférieur.

Déjà, cependant, on peut envisager l'année où le Japon atteindra sa population maximale, l'année où le nombre des décès égalera le nombre des naissances. La prévision démographique permet d'esquisser l'évolution de la population dans les années à venir.

Section II

LA PREVISION DEMOGRAPHIQUE

La prévision démographique est une prévision conditionnelle et non une prédiction, mais elle donne une base solide à la politique démographique (1). Depuis 1953, date à laquelle l'Institut d'Etude

(1) A. SAUVY, *La Population*, P.U.F., 1948, p. 56.

des Problèmes démographiques a établi pour la première fois dans l'après-guerre des prévisions de population, de nombreuses estimations ont été faites. La dernière date d'avril 1960.

Cette dernière série de prévisions ne retient des précédentes hypothèses que les hypothèses essentielles. Les taux de fécondité atteindront progressivement ceux de la Suède en 1937, et les taux de mortalité ceux de la Nouvelle-Zélande. Les nouvelles prévisions tiennent compte de la reprise de la fécondité depuis deux ans. Elles sont différentes selon les groupes d'âges. Pour les groupes de 20 à 24 ans et de 25 à 29 ans, on a estimé que la fécondité retomberait, en 1965, au taux minimal enregistré en 1957. Pour les autres groupes d'âges, la décroissance doit se poursuivre.

Jusqu'en 1970, les chiffres de population future et les taux de mortalité et de natalité sont le résultat de prévisions. Ensuite, il s'agit d'une projection dans le temps sur la base des taux atteints en 1970.

Le taux de natalité diminuera jusqu'en 2015, où il atteindra un minimum de 11,08 p. 1 000, bien que les taux de fécondité demeurent constants au-delà de 1970; après cette date, en effet, la proportion des mères en âge de fécondité maximale ira en diminuant.

TABLEAU 21. — *Prévisions sur la population, la natalité, la mortalité et l'accroissement naturel*

Années	Population totale en 10 ³	Taux de natalité en ‰	Taux de mortalité en ‰	Accroissement naturel en ‰
1955.....	89 276			
1960.....	93 900	18,91	7,96	10,95
1965.....	98 245	17,64	7,58	10,07
1970.....	102 216	15,92	8,08	7,84
1975.....	106 327	16,15	8,27	7,88
1980.....	109 688	15,23	9,01	6,22
1985.....	111 843	13,56	9,67	3,89
1990.....	112 943	12,34	10,39	1,96
1995.....	113 293	11,89	11,26	0,62
2000.....	113 053	11,91	12,33	— 0,42
2005.....	112 108	11,89	13,57	— 1,68
2010.....	110 247	11,53	14,88	— 3,35
2015.....	107 529	11,08	16,07	— 4,99

Source : prévisions établies par l'Institut d'Etudes des Problèmes Démographiques, avril 1960.

Le taux de mortalité atteindra un minimum de 7,51 p. 10 000 en 1967. Il croîtra ensuite en raison du vieillissement de la population.

L'accroissement naturel ne deviendra négatif qu'aux environs de 1992. A ce moment, la population japonaise comptera 113 millions de personnes, soit 20 millions de plus qu'aujourd'hui.

Les nouvelles prévisions sont moins optimistes que les précédentes. Par rapport à la première estimation faite en 1953 (1), elles accordent une augmentation de 5 millions à la population maximale atteinte en 1992.

Cet accroissement supplémentaire de la population sera dû à l'excédent des naissances. Il signifie, à court terme, une augmentation des dépenses consacrées à l'entretien puis à l'éducation des enfants. A long terme, il entraînera un gonflement de la population en âge de travailler.

Les récents bouleversements dans le taux de natalité entraînent déjà des modifications importantes dans la composition par âges de la population. Le changement le plus significatif est le gonflement très rapide de la population en âge de travailler.

Des millions de nouveaux travailleurs cherchent et vont chercher un emploi.

Ceux qui constitueront la population active en 1965 ou 1970 sont déjà nés. Ils suivent actuellement les cours des écoles primaires ou secondaires. Nombreux sont ceux qui vont atteindre l'âge actif dans les dix années à venir. C'est la conséquence du grand nombre de naissances dans l'immédiate après-guerre.

(1) A. OKASAKI, *Histoire du Japon : Economie et Population*, P.U.F., 1958, p. 160 et suiv.

TABLEAU 22. — *Accroissement annuel de la population par groupes d'âges en 10³ personnes*

Année	Accroissement net annuel	Moins de 15 ans	15-59 ans	Plus de 60 ans
1959-60.....	956	— 50	764	242
1960-61.....	950	68	619	263
1961-62.....	918	— 759	1 410	267
1962-63.....	876	— 914	1 531	260
1963-64.....	829	— 961	1 577	212
1964-65.....	772	— 766	1.314	223
1965-66.....	753	— 602	1.179	177
1966-67.....	764	— 438	934	268
1967-68.....	792	— 272	804	261
1968-69.....	825	— 114	659	279
1969-70.....	837	— 73	637	273
1970-75.....	820	70	485	265
1975-80.....	672	34	425	213
1980-85.....	430	— 94	224	300
1985-90.....	220	— 300	68	452
1990-95.....	70	— 278	— 124	472
1995-2000.....	— 48	— 132	— 304	388
2000-2005.....	— 189	— 42	— 557	410
2005-1010.....	— 372	— 66	— 824	520
2010-2015.....	— 542	— 146	— 480	84

Source : Institut d'Etude des Problèmes Démographiques.

Pendant les années 1930 à 1935, l'augmentation annuelle moyenne de la population ayant entre 15 et 59 ans a été inférieure à 500 000. Même en tenant compte du nombre des plus de 60 ans, on ne dépassait pas beaucoup le demi-million.

Avant la dernière guerre mondiale, même à ses époques les plus prospères, jamais donc l'économie japonaise n'a eu à absorber plus de 500 000 nouveaux travailleurs par an.

Or, de 1955 à 1960, l'augmentation annuelle de la seule population d'âge actif — 15 à 59 ans — a été de l'ordre de 1,1 million, soit plus du double des chiffres de l'avant-guerre.

Pour les années 1961-1966, on prévoit une augmentation annuelle d'environ 1,3 million. Compte tenu des plus de 60 ans, ce chiffre dépasse largement un million et demi.

Cet accroissement extrêmement rapide devrait faire place entre 1966 et 1970 à une croissance décroissante, qui laisserait quand même un solde largement supérieur à l'avant-guerre.

Le Japon s'attend donc, dans les dix ou quinze années à venir, à un mouvement démographique exceptionnel qui entraînera un gonflement anormal de la population d'âge actif. De 1960 à 1970, la population en âge de travailler va, en effet, augmenter de 10 millions, passant de 57,5 millions à 67,5 millions.

Augmentation de la participation à la vie active.

Assez paradoxalement, la participation de la population en âge de travailler à la vie active va en augmentant. En principe, la croissance régulière d'une économie entraîne une réduction de cette participation. On constate une telle évolution dans les pays industrialisés. Une évolution analogue se produisait au Japon entre les deux guerres.

De 1920 à 1950, le pourcentage de la population active masculine par rapport à la population d'âge actif décrût de 91 % à 83 %. De même, la participation féminine décroissait, bien que plus lentement. Elle passa de 53,5 % à 49,3 % en 1950.

Ces chiffres de l'après-guerre indiquent, au contraire, une reprise depuis 1948. *C'est surtout la participation féminine à la vie active qui a augmenté.* Chez les femmes, tous les groupes d'âges ont contribué à l'accroissement et plus particulièrement celui des femmes de plus de 65 ans.

Chez les hommes, la participation globale a assez peu varié. Il est cependant dramatique que la seule *augmentation notable se soit produite dans le groupe des plus de 65 ans.*

Cette situation que nous examinerons en détail plus avant suggère que de nombreux chefs de famille ont des emplois insuffisamment rémunérés pour assurer un niveau de vie décent à leurs enfants et à leurs parents âgés. Beaucoup de personnes âgées doivent donc continuer à travailler très tard, en général pour un faible salaire.

L'encombrement du marché du travail par les vieux travailleurs laisse mal présager de l'intégration des millions de jeunes qui vont chercher un emploi. Il va falloir en même temps accueillir les nouveaux travailleurs et assurer l'entretien des vieux.

DEUXIEME PARTIE

LA SOLUTION ÉCONOMIQUE

La politique démographique suivie au Japon depuis 1948 n'a pas encore porté tous ses fruits. Jusqu'à présent, la diminution du nombre des naissances a seulement réduit la part du revenu national consacrée à l'entretien et à l'éducation des enfants. Par contre, la population en âge de travailler va continuer à augmenter pendant plusieurs années, car beaucoup de jeunes gens vont atteindre leur vingtième année. Il s'agit des enfants nés de 1940 à 1950, et plus spécialement lors du « boom » des naissances qui, juste après la seconde guerre mondiale, a été aussi remarquable au Japon que dans les pays occidentaux.

La politique démographique mettra, à long terme, un frein à l'augmentation de la population japonaise. Mais, dans l'immédiat, elle est relativement inefficace. Il reste donc à résoudre un problème temporaire, mais essentiel. Il faut que dans les dix ou quinze années à venir, l'économie japonaise offre des occupations productives aux millions de travailleurs qui vont chercher un emploi.

Le but primordial est que l'absorption de ces nouveaux travailleurs ne se fasse pas au détriment du niveau de vie moyen des Japonais.

Les nouveaux travailleurs ne sauraient être productifs si leur accueil dans la vie active n'est pas préparé avec beaucoup de soin. Des investissements considérables seront nécessaires. Ils sont de trois sortes :

— Investissements sous forme d'instruction générale, et surtout d'éducation technique et professionnelle;

— Investissements d'infrastructure, pour que les bases de l'économie soient à l'échelle de la population active;

— Investissements sous forme de locaux et de machines, afin que les travailleurs deviennent rapidement productifs.

Ces divers investissements constituent *l'investissement démographique*. Il suppose un effort particulier d'épargne qui, nous le verrons, semble possible en raison de la très forte propension à épargner des Japonais.

Les possibilités d'absorption des nouveaux travailleurs dépendent largement de l'état du marché du travail. Il existe un secteur d'activités modernes composé de grandes entreprises industrielles et un secteur pré-moderne, formé des petites et moyennes entreprises. Le dualisme de l'économie japonaise se traduit par des conditions d'emploi très différentes. De même, les perspectives d'absorption des nouveaux travailleurs diffèrent sensiblement. Le secteur moderne cherche à se moderniser pour réduire le coût de la main-d'œuvre, relativement très élevé. Le secteur archaïque accueille tous les nouveaux travailleurs, mais les emplois qu'il peut offrir sont souvent improductifs. De là, l'existence de toute une catégorie de travailleurs chroniquement sous-employés, que nous essaierons de définir et de dénombrer.

Quelle situation le Japon connaîtra-t-il à la fin de cette période intermédiaire, lorsque sa population active sera redevenue à peu près stable ? Il est probable que le vieillissement progressif de la population l'entraînera vers une économie moins dynamique. Par ailleurs, la pression démographique sera beaucoup affaiblie, ce qui permettra vraisemblablement une amélioration progressive du niveau de vie. Encore faut-il pour cela que la politique démographique actuelle continue à prévaloir et que des difficultés insurmontables ne se présentent pas pendant la période de transition.

Nous envisagerons dans trois chapitres :

Chapitre 1 : L'investissement démographique;

Chapitre 2 : Emploi et chômage;

Chapitre 3 : La population inactive.

Auparavant, il est utile d'étudier la position prise par les auteurs du plan économique en cours sur les problèmes de l'emploi.

Insuffisance de la planification.

« L'Economie Planning Agency » est l'organisme japonais chargé de la préparation des plans économiques.

Le plan allant de février 1958 à février 1962 a pris la place du précédent, abandonné en cours d'application parce qu'il était devenu complètement inadapté. La croissance du revenu avait très largement dépassé les prévisions de ce plan.

Comment les auteurs du plan ont-ils envisagé l'absorption des nouveaux travailleurs dans le cadre de la croissance économique privée ? (1).

Les méthodes employées pour l'établissement du plan sont les suivantes : à partir de tableaux de corrélation entre le revenu et la production industrielle entre 1950 et 1955, des projections sur l'avenir ont été faites. Ces projections ont été établies pour les trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire. De ces projections on a tiré trois taux de croissance possibles selon que l'on choisissait tel ou tel groupe d'années. Sur les trois taux, l'un est relativement bas — 4,5 % — et très proche du taux moyen de croissance d'avant guerre, le second est très élevé — 8,9 % — et correspond au taux moyen de croissance dans la période d'après guerre, le dernier est situé entre les deux. Ce taux intermédiaire est de 6,5 % : c'est celui qui a été retenu comme but à atteindre.

A partir des trois taux de croissance possible, les auteurs du plan ont cherché à déterminer l'évolution qui se produirait dans les divers domaines de l'économie. Ainsi trois chiffres de la demande probable d'emploi ont été avancés. Ils ont été calculés en fonction des relations dans le passé entre l'augmentation du produit national et l'augmentation de l'emploi.

Le tableau ci-dessous indique d'une part quels seront les nouveaux emplois selon le taux de croissance retenu et de l'autre quelle sera l'offre probable d'emploi en fonction de l'accroissement de la population d'âge actif.

TABLEAU 23. — *Offre et demande d'emploi de 1956 à 1962*

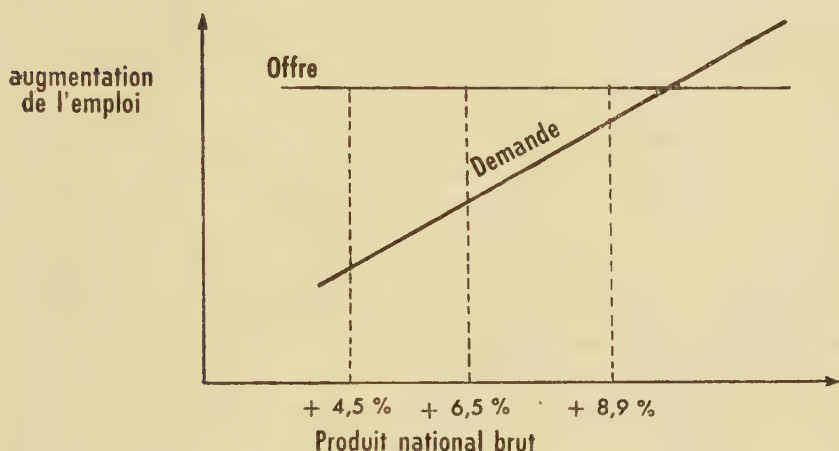
Offre et demande d'emploi		1956-1962 en 10 ³ pers.
Taux de demande	Taux de croissance de 4,5 %.....	1 074
	Taux de croissance de 6,5 %.....	2 618
	Taux de croissance de 8,9 %.....	4 446
Offre.....	Nouveaux venus.....	7 718
	Retraités.....	2 911
	Solde.....	4 807

Source : cité par YUZO YAMADA : *On the method of the Economic Plan*. The Annals of the Hitotsubashi Academy, août 1959.

(1) YUZO YAMADA. *On the method of the economic Plan*. *Annals of the Hitotsubashi Academy*, avril 1959.

Ces estimations montrent que, dans aucune des trois hypothèses la demande ne sera susceptible d'absorber l'offre d'emploi. Représentons sur un graphique ces données, en portant en abscisse le produit national brut et en ordonnée l'augmentation de l'offre d'emploi.

GRAPHIQUE 1. — *Offre et demande d'emploi
en fonction du produit national*



Sans entrer dans tous les détails des calculs ayant permis d'établir le montant probable de la demande d'emploi, signalons simplement qu'aucune augmentation de la demande d'emploi n'a été prévue dans le secteur primaire, parce que le dernier recensement de 1955 a indiqué que la population active dans ce secteur tendait à décroître. Dans les secteurs secondaire et tertiaire, on a effectué des projections dans l'avenir à partir d'équations de corrélation entre le revenu national et l'emploi de 1950 à 1956.

En gros, dans chacune des hypothèses, 3/5 de l'augmentation prévue ont été attribuée au secteur secondaire, contre 2/5 au secteur tertiaire.

Les résultats de ces calculs n'ont pas figuré dans le document final. Au lieu des 2 618 000 demandes d'emplois correspondant à l'hypothèse d'une croissance annuelle de 6,5 %, 4 980 000 ont été annoncées dans le plan, soit légèrement plus que l'offre. Au lieu d'une insuffisance dans la demande d'emploi, inévitable même dans l'hypothèse la plus favorable d'augmentation du revenu, le taux de croissance modéré choisi permettrait d'absorber plus que la nouvelle offre d'emploi.

Ceci change complètement les données. Peut-être l'hypothèse de base était-elle un peu pessimiste.

On peut en tout cas lui faire plusieurs critiques. D'abord, tous les calculs ont été fondés sur les valeurs des tendances passées. Cette méthode est la même que celle utilisée dans le précédent plan (1955) qui dut être révisé en cours de route à cause de sa trop grande inadap-tation. Aucun examen des changements de structure survenus ou en cours n'a été fait, non plus qu'une enquête sur la possibilité de rénover la technologie des principales industries ou de desserrer certains goulots d'étranglement. La liaison n'a donc pas été bien faite entre les résultats passés et les changements possibles ou probables à venir.

Il n'en demeure pas moins que cette pirouette semble destinée à éviter un rejet du taux modéré en raison de son insuffisance à résoudre les problèmes d'emploi. Ceci signifie que l'absorption des nouveaux travailleurs n'a pas été envisagée dans ce plan d'une façon réaliste. L'économie japonaise reste essentiellement libérale et le plan constitue plus un ensemble de prévisions et un recueil de souhaits qu'une trame solidement tissée que les pouvoirs publics seraient décidés à faire respecter.

En l'absence d'une véritable planification, que faut-il faire pour assurer l'absorption des nouveaux travailleurs ?

CHAPITRE I

L'INVESTISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Le problème à résoudre est le suivant. Il va y avoir, chaque année, un certain nombre de nouveaux travailleurs à employer. Quel que soit leur nombre, il semble bien, d'après le contexte de l'économie japonaise, que le chiffre des chômeurs permanents n'en sera pas affecté. Ce dont il faut s'assurer, c'est que l'emploi qu'ils trouveront sera bien un emploi productif. Si les nouveaux venus doivent devenir autant de sous-employés, ils formeront une masse d'inactifs dont le poids sur les travailleurs actifs entraînera un abaissement du revenu par tête et du niveau de vie.

Or, il est impossible qu'un nouveau travailleur devienne productif si l'économie japonaise ne lui permet pas :

— une bonne éducation au moins primaire,

— une formation technique,

— l'obtention d'une situation *préparée pour lui*. Par préparée, il faut entendre que le nouveau travailleur doit avoir à sa disposition un certain nombre de moyens, soit une machine, soit des outils, un endroit où travailler, un moyen de locomotion pour y accéder, un logement où prendre son repos. Il faut aussi qu'il ait pour le diriger un chef compétent.

Il n'est pas concevable que l'économie japonaise absorbe sans cesse un nombre croissant de travailleurs, sans qu'un effort d'investissement soit fait afin de préparer un cadre général permettant à ces nouveaux venus de devenir productifs. Cette somme d'investissements — appelés depuis M. Sauvy l'investissement démographique — n'est pas destinée à accroître le niveau de vie de la population. L'investissement démographique est uniquement destiné à pourvoir les nouveaux travailleurs des mêmes instruments que les travailleurs déjà employés.

« Les investissements démographiques assurent la consommation ancienne du supplément de population, tandis que les investissements économiques assurent un supplément de consommation à la population ancienne. » (1)

Il semble que cet investissement doive s'exercer plus particulièrement dans trois directions :

Investissements d'infrastructure permettant, en particulier le déplacement rapide des travailleurs de leur logement à leur lieu de travail. La construction de routes et de lignes de chemins de fer supplémentaires devient indispensable lorsque l'augmentation de la population entraîne une grande concentration de main-d'œuvre.

Investissements d'éducation technique : admettant que les investissements consacrés à l'éducation scolaire n'auront pas à augmenter considérablement parce que le nombre d'écoliers ne va pas s'accroître beaucoup, il faut mettre l'accent sur la nécessité de la formation technique qui peut aider à améliorer la productivité. Cet aspect est d'autant plus important que les grandes entreprises assurent elles-mêmes la formation technique de leur personnel, et que les petites entreprises n'ont pas à elles seules les moyens ni même les instructeurs suffisamment compétents pour assurer cette formation.

Investissements d'instruments de travail et d'habitat : lorsqu'une entreprise emploie un nombre croissant de salariés, il arrive un moment où ceux-ci se gênent, soit que les machines trop rapprochées diminuent la sécurité, soit que les bureaux trop proches créent un bourdonnement de machines à écrire ou de conversations, soit que le manque de place entraîne des manutentions trop nombreuses. Dans ce cas, l'entreprise doit songer à s'élargir. Pour ce faire, il faut aussi du capital et les investissements y seront d'autant plus élevés que les principaux recruteurs de la nouvelle main-d'œuvre vont être les petites et moyennes entreprises, déjà souvent à l'étroit.

De même, les nouveaux travailleurs auront besoin de logements suffisamment grands pour qu'ils puissent y trouver la détente nécessaire à leur bonne productivité pendant le travail. Il est certain qu'on ne peut avoir un bon rendement dans son travail que si l'on est déchargé des soucis domestiques, tels que la cohabitation avec des beaux-parents, l'éventualité de se retrouver à l'improviste sans logements, ou l'impossibilité matérielle d'élever des enfants dans un logement trop petit.

(1) A. SAUVY, *Investissements démographiques et investissements économiques*, Congrès International de la Population, Vienne, 1959, p. 136.

*Section I***FORMATION TECHNIQUE**

*(Investissements consacrés à l'enseignement
et à la formation technique)*

Pendant longtemps, la culture était considérée comme une fin en soi. La société s'accommodait fort bien d'une masse d'illettrés. « La culture, avec son complément, la *formation professionnelle*, est devenue de nos jours un moyen; c'est elle qui permet d'accéder à l'emploi, dans son sens le plus général; elle constitue donc en elle-même une forme d'accueil » (1).

« Si les jeunes gens reçoivent l'enseignement et la formation nécessaires, le cadre économique s'ouvrira presque automatiquement. Il faudra certes des investissements, mais leur rentabilité à l'échelle nationale sera si élevée qu'ils se feront sans difficulté » (1).

Le Japon se trouve exactement dans la position d'un pays qui doit préparer l'accueil de millions de travailleurs. Le gonflement de la population active sera un bienfait ou un désastre selon que le Japon réussira ou non à créer des emplois productifs pour ses nouveaux venus. L'importance accordée par M. Sauvy à la formation intellectuelle et professionnelle nous suggère d'examiner la nature de l'enseignement qui est dispensé au Japon.

Ainsi que nous le verrons plus loin en détail, les grandes entreprises ont, jusqu'ici, elles-mêmes, assuré la formation technique de leur personnel. Ces entreprises recrutent leurs salariés à la sortie de l'école. Ce sont donc des gens qui n'ont qu'une formation théorique, soit générale, soit spécialisée. Il reste à les former à une technique donnée. Toutes les grandes entreprises ont des instructeurs qui assurent cette formation. Dans le cas de ces firmes, il est donc suffisant que l'enseignement public fournisse aux élèves les connaissances théoriques.

La situation est toute différente dans les petites et moyennes entreprises. Pour plusieurs raisons, celles-ci se révèlent incapables d'assurer la formation technique de leurs salariés.

En premier lieu, la petite entreprise n'a pas le capital suffisant pour payer pendant deux ou trois ans un salarié dont elle assure l'apprentissage. Il faut que tous les travailleurs de l'entreprise soient immédiatement productifs. Le petit entrepreneur n'a déjà pas le

(1) A. SAUVY, *La montée des jeunes*, Calmann-Lévy, 1959, p. 113.

capital suffisant pour investir sous forme d'équipement et de stocks; il ne peut pas en divertir une partie pour la consacrer à un investissement plus aléatoire, la formation du personnel.

En second lieu, le petit entrepreneur ne dispose pas d'instructeurs qualifiés capables de mener d'un bout à l'autre le programme de formation d'un apprenti. L'entrepreneur lui-même est le seul qui pourrait assurer cette formation. C'étaient autrefois les artisans et les petits entrepreneurs qui maintenaient les techniques et les tours de main, qui apprenaient aux nouvelles générations cette « culture qui se transmet par les mains » de Claudius Petit. Aujourd'hui, l'artisan ou le patron de la petite entreprise se consacre le plus souvent à ses fonctions administratives et commerciales (1). Il n'a plus le temps de former ses apprentis.

Enfin, le personnel réduit d'une petite entreprise ne permet pas souvent d'organiser des roulements de personnel permettant d'envoyer les apprentis suivre à tour de rôle des cours de formation à l'extérieur.

Les grandes entreprises assurent la formation technique de leur personnel; les petites entreprises n'y pourvoient pas ou très insuffisamment. Aussi leurs besoins sont-ils très différents. La grande firme désire trouver du personnel ayant de bonnes connaissances générales et une éducation théorique aussi poussée que possible. La petite entreprise, au contraire, recherche des travailleurs immédiatement utilisables.

La réforme de l'enseignement, introduite dans l'immédiate après-guerre selon les directives des forces d'occupation et suivant les conseils des pédagogues américains, nous semble avoir favorisé les grandes entreprises au détriment des petites.

§ 1. — LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT A FAVORISE LES GRANDES ENTREPRISES

La réforme de l'enseignement a consacré un allongement de la scolarité obligatoire. L'enseignement se répartit maintenant sur six années d'école primaire, trois années d'école primaire supérieure et trois années d'école secondaire (2). La scolarité obligatoire est portée à neuf années, jusqu'à la fin de l'école primaire supérieure.

(1) *Asian Affairs*, juin 1957. Medium and small enterprises and vocational training in Japan. Vocational Training Deliberative Office. Ministry of Labor, p. 183-194.

(2) C'est le même système d'éducation qu'aux Etats-Unis : Primary, Middle et High School. Auparavant, la scolarité obligatoire, au Japon n'était que de six années.

Cet allongement de la scolarité est satisfaisant à deux points de vue. Il assure tout d'abord un meilleur niveau d'éducation générale. Il a, par ailleurs, l'avantage de retarder l'entrée des jeunes dans la vie active. Or, l'un des buts recherchés au Japon est d'éviter un gonflement trop rapide de la population active. L'allongement de la scolarité contribue donc à diminuer la pression de la surpopulation sur le marché du travail.

La réforme a uniformisé l'enseignement dispensé dans les écoles primaires et primaires supérieures, en en faisant un *enseignement uniquement général*. Dans l'ancien système d'éducation, l'orientation des élèves était faite dès le début de l'enseignement primaire supérieur. Ceux qui envisageaient de continuer leurs études choisissaient les cours généraux. Ceux qui devaient s'arrêter à la fin de l'enseignement primaire supérieur, étaient orientés vers des cours techniques : école supérieure industrielle, commerciale, d'agriculture.

A la fin de leur scolarité, une partie des élèves avait donc reçu une formation professionnelle théorique, et pouvait être assez rapidement utilisée dans les entreprises.

Avec le nouveau système d'enseignement, tous les élèves suivent les mêmes cours jusqu'à l'âge de quinze ans. Ces cours sont uniquement généraux. Il avait été prévu que certains cours techniques d'orientation seraient dispensés pendant les années d'enseignement primaire supérieur. Faute d'instructeurs qualifiés, ce projet a été à peu près abandonné.

Pour qu'un élève suive des cours techniques, il faut aujourd'hui qu'il poursuive ses études au-delà de sa quinzième année. A cet âge-là, l'enfant d'une famille modeste commence à évoquer moins une bouche à nourrir que deux bras pour travailler. La majorité des enfants issus de couches à faibles revenus arrêtent donc leurs études sans avoir reçu de formation technique.

Ceci se trouve vérifié en fait en raison de la nature du salaire au Japon. Le salaire ne dépend pas de la compétence du salarié. Il dépend de l'éducation reçue et de l'âge du travailleur (1). Les petites entreprises, qui ont des ressources en capital très limitées, préfèrent employer des salariés très jeunes, ce qui leur permet de leur payer des salaires dérisoires. Beaucoup de jeunes arrêtent de ce fait leurs études, puisqu'ils ont l'assurance d'un travail, même mal rémunéré.

Les grandes entreprises ont un souci plus grand de la productivité de leurs travailleurs. Importées de l'Occident, les méthodes

(1) Cf. *infra*, page 122.

modernes de production y sont appliquées. Les salaires sont sinon égaux, du moins comparables à ceux payés en Europe occidentale. Dans ces conditions, les entreprises cherchent du personnel qualifié, et muni d'un bon niveau d'éducation générale. Etant donné qu'un travailleur reste, en principe, jusqu'à sa retraite dans la même entreprise, elles estiment que c'est un investissement particulièrement productif d'assurer sa formation technique. Plus le niveau d'éducation générale reçu par les nouveaux travailleurs est élevé, et plus sa formation technique sera ensuite aisée.

Le nouveau système d'éducation ne gêne donc en rien les grandes entreprises. Elles bénéficient même de l'allongement de la scolarité. Les petites et moyennes entreprises doivent, par contre, si elles désirent améliorer leur productivité, faire un effort tout particulier de formation de leur personnel.

§ 2. — LA FORMATION TECHNIQUE THEORIQUE ET PRATIQUE ASSUREE A PRESENT

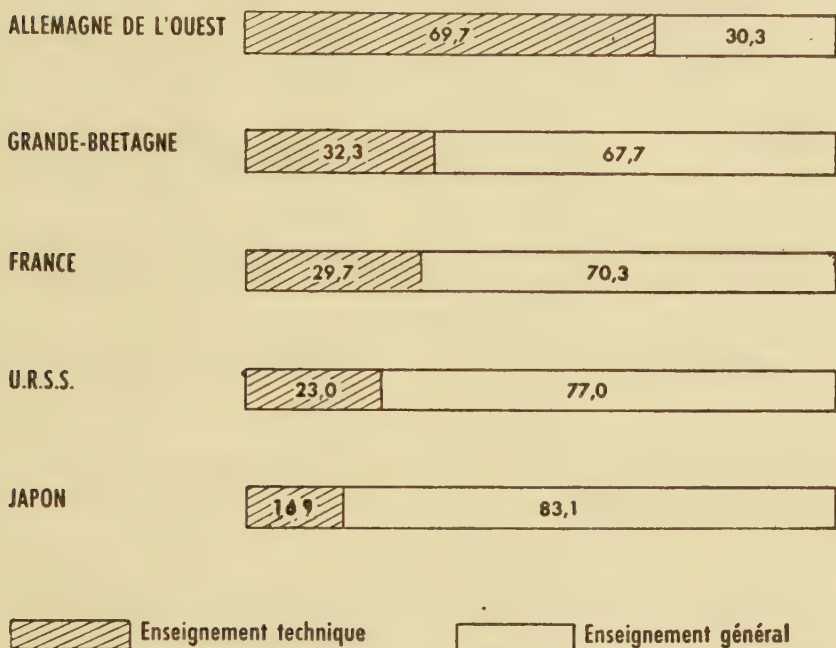
La formation technique *théorique* est assurée essentiellement à deux niveaux : école secondaire et université. En 1958, sur trois millions d'élèves suivant les cours des écoles secondaires, seulement 17 % recevaient une formation technique. C'est deux fois moins que la Grande-Bretagne et quatre fois moins que l'Allemagne de l'Ouest (cf. graphique).

A l'université, le Japon compte seulement 22 % d'étudiants poursuivant des études techniques. Il se trouve distancé par tous les pays occidentaux et l'U.R.S.S. (cf graphique). Au stade de l'université, il y a une insuffisance de diplômés dans les disciplines scientifiques, contre un excédent dans les disciplines littéraires et les sciences sociales. Chaque année, au mois d'avril, date à laquelle les étudiants terminent leurs études universitaires, la presse déplore qu'un grand nombre de diplômés n'obtienne pas d'emploi. Si trop d'étudiants débudent dans la vie active comme chômeurs, c'est qu'ils n'ont pas choisi les études offrant les meilleurs débouchés. Il est donc nécessaire d'orienter plus d'étudiants vers les disciplines scientifiques.

La formation technique *pratique* consiste en l'apprentissage, soit dans un centre d'apprentissage, soit dans l'entreprise elle-même, sous la direction d'instructeurs qualifiés.

En 1959, 20 000 apprentis auraient été formés dans les grandes entreprises. Il s'agit, pour les trois quarts, d'apprentis ayant passé un examen officiel faisant état de leur qualification. Les spécialistes

GRAPHIQUE 2. — Répartition du nombre d'élèves dans l'enseignement secondaire ou primaire supérieur selon la nature des études poursuivies



Nature de l'enseignement dispensé

ALLEMAGNE DE L'OUEST : Collèges techniques.
Centres d'apprentissage.
Sections techniques des Collèges généraux.

GRANDE-BRETAGNE : Technical course of Grammar School.
Technical Middle School.

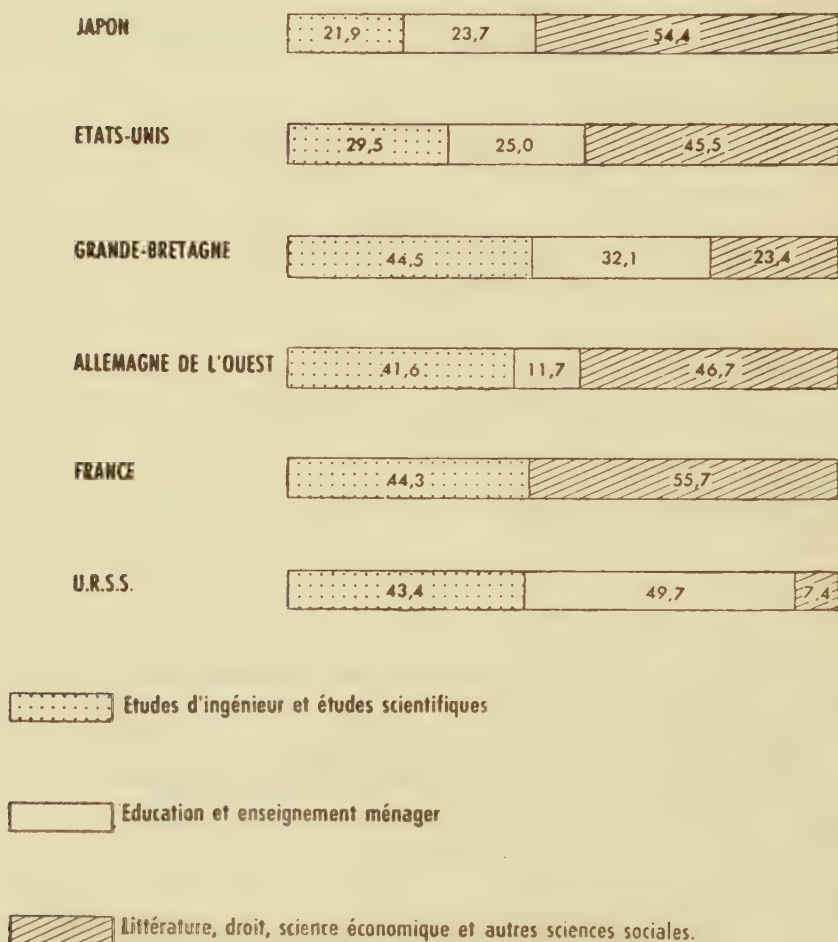
FRANCE : Collèges techniques.
Centres d'apprentissage techniques.
Cours complémentaires techniques.

U.R.S.S. : Collèges techniques.

JAPON : Cours secondaires techniques.

Source : Report of the Advisory Committee to the Ministry of Labor in the field of vocational training, April 1960.

GRAPHIQUE 3. — Répartition du nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur selon la nature des études poursuivies



Source : Report of the Advisory Committee to the Ministry of Labor in the field of vocational training. April 1960.

des problèmes de formation technique, au ministère du Travail (1) estiment qu'environ 5 000 autres travailleurs ont été formés dans les grandes entreprises, sans avoir toutefois subi l'examen de qualification.

Les centres d'apprentissage publics étaient en 1959 au nombre de 310. Pendant la même année, 56 000 apprentis en sont sortis diplômés. Sur ce nombre, 43 000 apprentis ont suivi les cours pendant moins d'un an. Ce chiffre est très peu élevé. L'insuffisance des locaux et des instructeurs semble en être la cause essentielle. Le nombre élevé d'inscriptions à ces centres montre bien qu'un effort particulier doit être fait dans ce domaine. En 1958, il y a eu en moyenne 260 inscriptions pour 100 places disponibles (2).

Depuis quelques années, les petites entreprises ont, sous l'impulsion du gouvernement, commencé à se grouper en associations dont le but est d'assurer en commun la formation des travailleurs. Le gouvernement participe dans la limite de 50 % aux frais de formation. En avril 1959, 467 associations réunissaient 18 123 petites et moyennes entreprises. Elles ont formé, en 1959, 39 000 apprentis.

Au total, 115 000 apprentis ont été formés en 1959.

§ 3. — LES BESOINS EN TECHNICIENS DANS LES ANNEES A VENIR

On peut se faire une idée des besoins de l'économie japonaise en ouvriers spécialisés et techniciens dans les années à venir. Dans le cadre d'un plan décennal qui est à l'étude (3), l'« Economic Planning Agency », a demandé aux divers ministères de préparer un projet visant à la réalisation des objectifs du plan. La section de la formation technique du ministère du Travail a publié tout récemment une étude définissant les besoins en techniciens pour les dix années à venir. La réalisation de ce programme est censée permettre le doublement du revenu national en 1970.

Ce tableau des besoins indique que toutes les méthodes de formation jusqu'ici utilisées devront être développées pour pourvoir les travailleurs de connaissances techniques. Dans les 10 années à venir, deux millions et demi de travailleurs devront recevoir une formation technique, soit une moyenne de 250 000 par an. Par rapport aux 115 000 apprentis diplômés en 1959, ceci représente plus d'un doublement. Si le plan est suivi, l'effort d'éducation technique sera en large

(1) Vocational Training Division, Ministry of Labor, MM. ISHIKAWA et SAITO.

(2) D'après un calcul portant sur 258 centres, il y a eu 99 929 inscriptions. Les centres d'apprentissage n'ont pu donner satisfaction qu'à 38 093 demandes.

(3) Ce plan est connu sous le nom de « Double Income Program ».

TABLEAU 24. — *Programme de formation technique au Japon*
(1960-1969; en 10³ travailleurs)

	Années	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	Total
Formation technique assurée par les pouvoirs publics...	Une année.....	57	69	80	91	95	97	100	103	106	109	907
	Deux années.....	0	11	15	18	20	20	21	24	27	29	185
	TOTAL.....	57	80	95	109	115	117	121	127	133	138	1 092
Formation technique assurée par les entreprises.....	Individuel.....	30	36	44	53	58	61	62	63	64	65	536
	Associées.....	50	63	79	88	96	102	105	107	108	108	906
	TOTAL.....	80	99	123	141	154	163	167	170	172	173	1 442
Cours de maîtrise et de perfec- tionnement.....	Contremaîtres.....	44	46	47	49	50	52	53	55	57	59	512
	reclassement et ... perfectionnement .	148	153	158	163	168	173	178	184	188	194	1 707
	TOTAL.....	192	199	205	212	218	225	231	239	245	253	2 219
	TOTAL.....	329	378	423	462	487	505	519	536	550	564	4 753

Source : Report of the advisory Committee to the Ministry of Labor in the field of vocational training. April 1960.

partie supporté par les pouvoirs publics, puisque 43 % des techniciens seront formés gratuitement dans les centres d'apprentissage. Ajoutons que la participation des collectivités publiques aux frais d'apprentissage des travailleurs formés dans le cadre des associations de petites entreprises représentera aussi une charge considérable. En effet, près d'un million de travailleurs doivent profiter de cet enseignement inter-entreprises.

Le projet soumis par le ministère du Travail contient aussi certaines innovations; pour la première fois, les pouvoirs publics se préoccupent de la formation de la maîtrise et des cours de spécialisation et de perfectionnement.

Nombreux sont en effet les travailleurs qui ont une formation technique incomplète. Les cours de perfectionnement permettraient de reclasser une partie de la main-d'œuvre, qui, formée à des méthodes maintenant dépassées, a une très faible productivité. Le plan prévoit que plus de deux millions de travailleurs devraient bénéficier de ces cours.

Les résultats obtenus dépendront essentiellement des moyens qu'aura le gouvernement de réaliser effectivement ce qu'il a projeté. Le plan actuellement en cours n'est pas observé, parce que l'économie reste très libérale. Il constitue une analyse des problèmes économiques et contient des recommandations, mais ne prévoit pas les moyens d'arriver aux résultats souhaités.

On peut cependant penser que les pouvoirs publics vont consacrer une fraction du budget plus importante que par le passé à la formation technique des travailleurs. La modification de la pyramide des âges impose, en effet, que des solutions à la mesure de l'augmentation de la population active soient trouvées. Si les pouvoirs publics se désintéressaient de la productivité des futurs travailleurs, ils condamneraient le Japon à une stagnation de son revenu national.

Section II

LES INVESTISSEMENTS D'INFRASTRUCTURE

L'investissement démographique consacré à l'infrastructure est celui qui permet d'accroître parallèlement à l'augmentation de population, les services publics tels que voies et moyens de communication, installations portuaires et aéroportuaires et même logements.

Lorsque la population d'un pays augmente rapidement, il arrive

un moment où l'infrastructure devient insuffisante. Un « boom » des naissances nécessite la construction d'écoles. Une augmentation de la population active entraîne un besoin de nouvelles routes et de nouveaux logements.

Actuellement de l'ordre de 43 millions, la population active japonaise approchera 55 millions en 1970, soit une augmentation d'environ 25 %.

Contrairement à la plupart des pays qui connaissent un accroissement démographique rapide, il n'y aura pas besoin, au Japon, d'écoles supplémentaires (1), puisque la classe d'âge de moins de quinze ans est la seule qui décroîtra en nombre absolu (2).

En revanche, un effort particulier sera nécessaire à l'égard de la population active. D'énormes investissements d'infrastructure devront être faits, pour permettre aux travailleurs de maintenir sinon d'améliorer leur productivité. Dans le domaine des communications et du logement, certains goulots d'étranglement sont déjà apparus. Ils constituent autant de freins à la croissance économique.

§ 1. — MOYENS DE COMMUNICATION

Le premier problème à résoudre lorsque la population active d'un pays augmente est l'adaptation des voies de communication aux besoins de transports; or, dans ce domaine, des goulots d'étranglement sont déjà apparus, surtout dans les chemins de fer et le trafic urbain. L'état des grandes routes est aussi particulièrement retardataire au Japon; aujourd'hui encore, c'est une entreprise risquée que de parcourir l'île de Hondo du Nord au Sud en automobile, même si l'on n'utilise que des routes nationales. Le retard en matière de routes à grande circulation est en voie d'être comblé, car un plan quinquennal prévoyant une dépense de 1 000 milliards de yens (14 milliards de NF) a été mis en application depuis 1958. On craint, cependant que les résultats du plan soient insuffisants en face de la rapidité avec laquelle le trafic routier augmente. Il faut dire que l'on part d'une situation extrêmement retardataire. Un chiffre donne une idée de la situation actuelle. Moins de 10 % des routes sont actuellement bitumées. Alors que le réseau routier a augmenté de 40 % depuis 1953, le nombre de

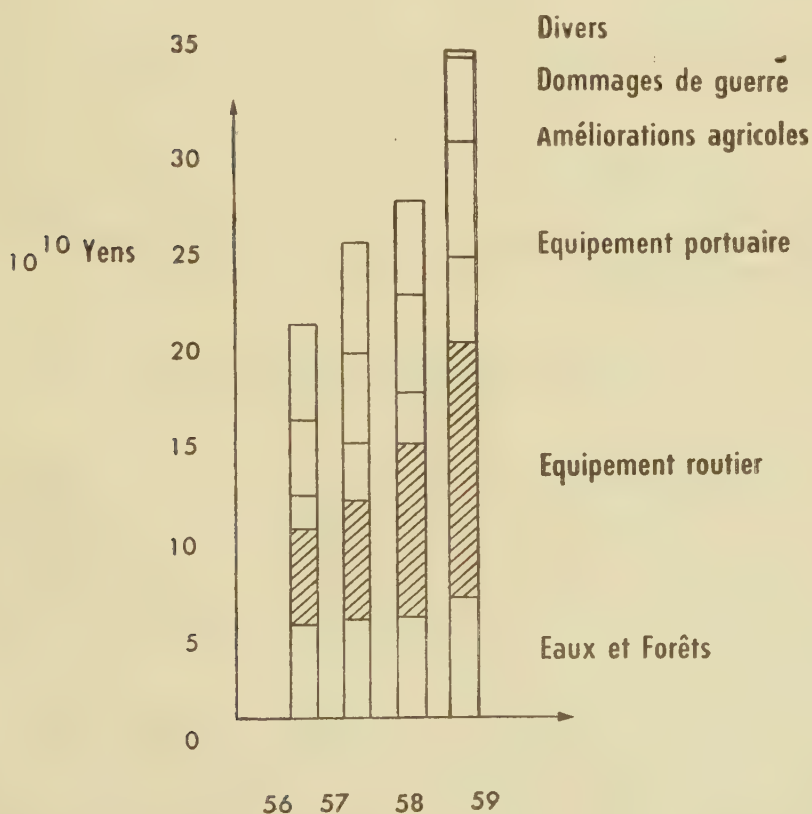
(1) Sous réserve des besoins en écoles techniques et centres d'apprentissage. Ceux-ci, toutefois, concernent la population de plus de quinze ans.

(2) Selon les prévisions établies en 1953 par l'Institut d'Etude des Problèmes démographiques, la population de 0 à 14 ans passera de 28 millions en 1960 à 22 millions en 1970.

véhicules automobiles a doublé pendant la même période. Ceci entraîne donc une congestion croissante du trafic routier qui cause des pertes de temps, lesquelles retentissent à leur tour sur la productivité.

C'est pour lutter contre cette congestion, que le gouvernement a décidé de consacrer une part croissante de ses investissements à l'amélioration du réseau routier. Sur un montant de travaux de 810 millions de yens actuellement décidé, l'Etat japonais en prendra 552 millions à sa charge. Le tableau ci-dessous montre la part croissante réservée à l'infrastructure routière dans les dépenses publiques d'investissements. L'augmentation du budget des investissements publics en 1959 par rapport à 1958 est presque entièrement consacrée à la construction routière.

GRAPHIQUE 4. — *Budget des investissements publics par secteur d'activité*



Source : ministères des Finances.

Ce programme d'investissements n'est pas essentiellement destiné à la construction de nouvelles routes. Le seul ouvrage actuellement en cours de réalisation est la construction d'une autoroute entre Nagoya et Kobé. L'essentiel des fonds est destiné à l'amélioration des routes déjà existantes. Nous avons vu que la moyenne des routes japonaises bitumées s'établissait à moins de 10 % du total des routes en 1958. L'effort entrepris doit permettre d'arriver en 1963 à la situation suivante :

- routes nationales n° 1 bitumées : 63 % (contre 34,1 en 1958);
- routes nationales n° 2 bitumées : 25 % (contre 13,8 en 1958);
- routes préfectorales : 14,6 % (contre 9,8 % en 1958);
- autres routes : 5,2 % (contre 4,5 % en 1958);
- total : 12,9 % (contre 8,4 % en 1958).

Sans doute faudra-t-il que cet effort d'investissement routier se poursuive longtemps pour que la circulation routière ne soit plus engorgée. Le présent plan marque cependant une volonté récente de desserrer un des goulots d'étranglement les plus gênants et joue comme un élément favorable à l'absorption des nouveaux travailleurs.

La situation des lignes de chemins de fer est meilleure. Là aussi, un plan quinquennal a été prévu portant sur 600 milliards de yens. Le principal objectif de ce plan est le renforcement des communications sur la ligne de Tokaïdo qui est la principale artère du trafic domestique japonais.

§ 2. — APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ECOULEMENT DES EAUX POLLUEES

Le Japon se heurte à un goulot d'étranglement bien particulier qui est celui de l'approvisionnement en eau industrielle. Les industries lourde et chimique, qui, récemment, se sont développés à un rythme sans précédent en sont grandes consommatrices : ainsi la sidérurgie consomme 400 m³ d'eau par tonne d'acier, et l'industrie chimique de 100 à 700 m³ d'eau industrielle par tonne de produits chimiques selon les cas.

Etant donné l'insuffisance des ressources en eau de source et en rivières, beaucoup d'industries doivent faire creuser des puits, ce qui entraîne parfois des affaissements de terrain. De plus, les systèmes d'égouts étant très insuffisants, les eaux de rivière sont souvent polluées, et, de ce fait, inutilisables. Le tableau ci-dessous montre une

comparaison entre divers pays des facilités d'écoulement des eaux polluées. Il indique bien à quel point le Japon se trouve retardataire dans ce domaine. Une amélioration des systèmes d'égouts ferait d'une pierre deux coups, puisqu'on pourrait améliorer les conditions sanitaires d'habitat d'une part et accroître les ressources en eau utilisable d'autre part.

TABLEAU 25. — *Nombre de grandes villes disposant de système d'égout*

Pays	Nombre de grandes villes	Nombre de villes disposant d'ég.	Pourcentages
Japon.....	506	130	26
Etats-Unis.....	13 200	13 000	99
Hollande.....	82	82	100
Grande-Bretagne.....	310	310	100
France.....	186	186	100

Source : Economic Survey of Japan, Economic Planning Agency, Published by the Japan Times, 1958-1959.

§ 3. — L'INVESTISSEMENT D'HABITAT

La productivité des travailleurs pendant leurs heures de travail ne peut être élevée que s'ils sont assurés de conditions matérielles décentes. Il faut donc que le travailleur ait une habitation suffisamment grande et vive dans des conditions satisfaisantes de salubrité. Or, le Japon n'a pas fait de progrès dans ce domaine depuis l'avant-guerre : la surface habitable par personne était, en 1958, de 6,30 m² par personne contre 6,85 m² avant la guerre. D'ailleurs, les quartiers résidentiels sont souvent mal approvisionnés en eau et les égouts insuffisants. Le trafic urbain n'est pas dégagé, ce qui crée de grosses pertes de temps. Le réseau téléphonique se révèle aussi souvent trop étroit.

Toutes ces insuffisances tiennent aux trop faibles investissements publics. C'est, en effet, grâce à eux que doivent être normalement financés les services d'adduction et d'écoulement d'eau, de même que de l'aménagement du trafic urbain. Ils devraient, éventuellement, contribuer à la construction d'habitations grâce à des primes de construction. Mais au Japon, les investissements publics ont été traditionnellement limités. Malgré une augmentation de 47 % en 1959 par rapport à 1956, on arrive seulement à un total de 650 milliards de

yens. Par contre, si le volume total d'investissements reste relativement faible, il se produit une évolution assez considérable dans la nature des investissements publics. Pendant toute la période de l'après-guerre jusque vers 1954, la plus grande partie de ces investissements a été consacrée à la reconstruction, à la conservation des sols et aux secours aux sinistrés. Or, depuis 1957 plus spécialement, une orientation nouvelle a été donnée, qui se traduit par l'établissement de plans quinquennaux dans des secteurs devant permettre l'expansion; construction de routes, aménagement portuaire, chemins de fer, électrification, habitat. De plus en plus d'ailleurs, les fonds sont dégagés grâce à des ressources affectées, plutôt que prélevés sur le budget normal et grâce à des emprunts publics.

Section III

INVESTISSEMENTS EN OUTILS DE TRAVAIL

Il ne s'agit plus ici, comme pour les investissements d'infrastructure, de consacrer des fonds publics à l'accueil des nouveaux travailleurs. C'est dans le cadre des entreprises privées que se pose le problème. Qu'il s'agisse d'entreprises déjà existantes ou de firmes nouvelles qui se créent, les nouveaux travailleurs ne seront productifs que si on leur en donne les moyens. Ces moyens sont constitués par :

- le bâtiment dans lequel le travailleur exerce son activité;
- les outils et les machines mis à sa disposition.

Il faut bien distinguer cet investissement destiné à mettre le nouveau travailleur dans la même situation que les autres, de l'investissement consacré à la modernisation de l'équipement ou à la rationalisation des méthodes de travail. Si les nouveaux travailleurs exercent leur activité dans des locaux plus modernes, ou utilisent des machines plus perfectionnées, il faudra considérer que l'investissement est double : investissement démographique pour une part, et investissement de croissance d'autre part. Supposons que les tours employés dans l'industrie mécanique soient, en moyenne, vieux de trois ans, l'investissement démographique est celui qui permettra de fournir un tour vieux de trois ans à chaque nouveau travailleur.

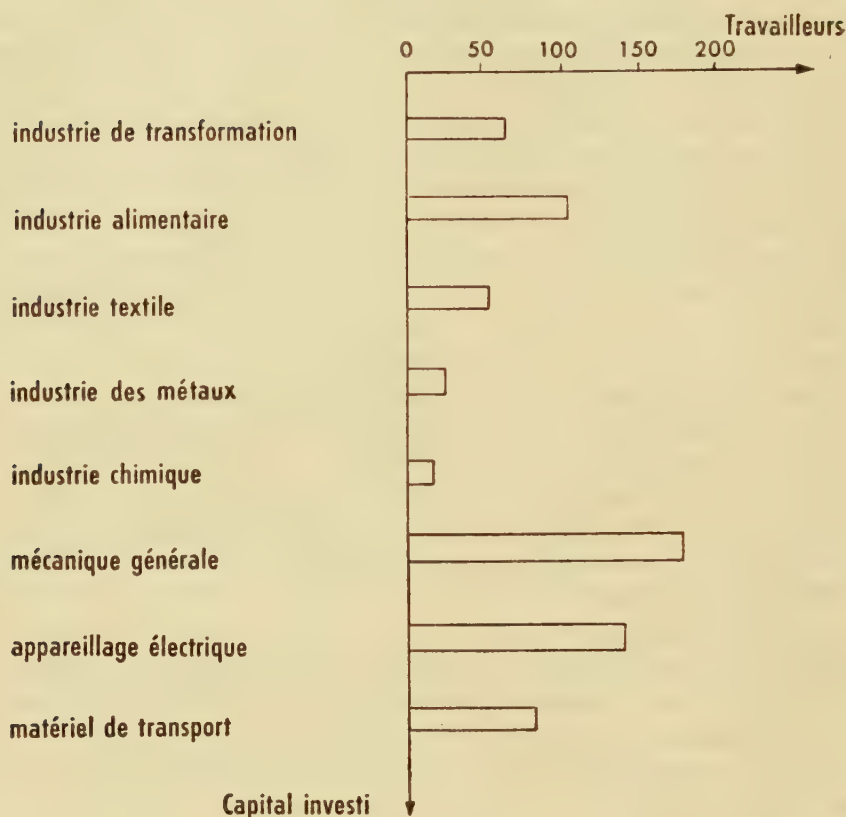
Partons de la proposition de base qu'aucune activité productive ne peut s'exercer sans un minimum de capital. Lorsque la population active augmente et que les ressources en capital qui peuvent être consacrées à cet équipement du nouveau travailleur sont, malgré tout, limitées, il est particulièrement important de diriger les nouveaux

venus vers des activités où les besoins en capital par travailleur sont les plus faibles. Il est certain que développer la sidérurgie ou l'industrie de l'aluminium ne permet pas d'absorber beaucoup de nouveaux travailleurs par unité de capital investie. Mais il est certain, d'autre part, que les industries plus légères de transformation doivent reposer sur une base solide d'industrie lourde. Ceci est, aujourd'hui, acquis au Japon. L'effort des dernières années qui a entraîné un développement intense des industries sidérurgiques et chimiques a justement amené la création de ce support solide qui permet d'envisager avec optimisme la croissance des industries mécaniques. Or, les industries mécaniques de transformation ont cet avantage de demander beaucoup de main-d'œuvre pour relativement peu de capital investi. Le tableau ci-dessous montre le nombre d'emplois supplémentaires procurés dans chaque industrie par un investissement nouveau en équipement d'une valeur de 100 millions de yens. La demande de travailleurs ainsi créée est particulièrement importante pour la mécanique générale et l'industrie de la construction électrique — viennent ensuite, et dans l'ordre les industries alimentaires, le matériel de transport et les diverses industries de transformation. L'industrie chimique arrive en dernière place : les investissements nécessaires y sont, en effet, particulièrement importants.

L'investissement nécessaire pour accueillir un nouveau travailleur dans l'industrie mécanique est de l'ordre de 550 000 yens (7 700 NF). Par contre, dans l'industrie chimique, un nouveau travailleur requiert un investissement de l'ordre de 10 millions de yens (140 000 NF). Il faut donc presque 20 fois plus de capital pour mettre un travailleur en mesure de produire selon qu'on l'occupe dans une industrie chimique plutôt que dans une industrie mécanique.

Ces considérations sont particulièrement importantes dans l'optique qui nous intéresse. Dans la mesure où les industries lourde et chimique se sont suffisamment développées, ces dernières années, et ont atteint une capacité suffisante pour répondre aux demandes des autres secteurs, l'économie japonaise peut faire porter son effort de développement sur les industries mécaniques et électriques. L'expansion de ces secteurs est d'autant plus souhaitable qu'elle correspond à une forte demande internationale en biens d'équipement, en machines-outils, en machines textiles... Les pays d'Asie du Sud-Est en particulier promettent d'être des acheteurs considérables non plus de produits finis, mais de biens d'équipement. La tendance est aujourd'hui très nette. Tous les pays sous-développés en cours de développement commencent par se bâtir une industrie textile, puis des industries légères de transformation (quincaillerie, horlogerie, matière plastique, électronique simple, réparations navales). Pour mener à bien ces

GRAPHIQUE 5. — *Investissements d'équipement
et augmentation de l'emploi par industrie*



Source : tableau des Statistiques industrielles (entreprises ayant plus de 30 salariés), moyenne 1954-1957.

activités, ces pays ont besoin de machines qu'ils ne peuvent pas encore fabriquer eux-mêmes parce qu'ils n'ont pas mis sur pied d'industrie sidérurgique. Il est donc vraisemblable que le Japon ne pourra plus, comme avant la dernière guerre, déverser ses produits finis bon marché dans ces pays, parce que ceux-ci sont maintenant conscients de leur aptitude à produire les biens de consommation courante. Tout porte à croire par contre, que le Japon pourra exporter des quantités importantes de biens d'équipement qui permettront le démarrage des économies encore sous-développées. Les accords de réparation passés assez récemment avec les Philippines et avec le Vietnam, par exemple, portent essentiellement sur la fourniture par le Japon de biens d'équipement et d'aide technique. Or, si l'industrie mécanique a connu,

ces dernières années, un développement rapide, elle présente encore un certain nombre d'aspects retardataires. En particulier, la part des exportations japonaises est encore faible dans le domaine des industries mécaniques. Avec 3 % des échanges internationaux, la part du Japon ne représente qu'1/16^e de celle de l'Allemagne occidentale et de la Grande-Bretagne réunies. Dans les exportations japonaises, la construction navale, les machines à coudre et les instruments d'optique occupent une place prépondérante. Par contre, la production de machines-outils et d'autres biens d'équipement qui forment une part importante du commerce international reste en retard.

Le développement d'industries d'assemblage telle que l'industrie automobile aura un effet salubre sur l'élargissement du marché des machines-outils, des produits des fonderies, et des forges et boulons. Le retard dans ces secteurs a toujours entravé le progrès technique dans les industries mécaniques. Si l'industrie automobile se développe, il deviendra possible pour ces activités de passer d'une faible production diversifiée à une production de masse très spécialisée, créant ainsi un secteur pilote de progrès technique rapide pour l'ensemble des industries mécaniques.

L'industrie électrique japonaise soutient favorablement la comparaison avec les autres pays, mais le Japon a encore un certain retard à combler dans l'électronique qui se développe très rapidement à l'échelle mondiale. Alors que l'automation est la pierre de touche du progrès technique dans l'après-guerre, la production de certains appareils de mesure et des machines à calculer électroniques dépend essentiellement des progrès techniques réalisés dans l'industrie électronique.

Au total, il semble bien que la solution au problème de surpopulation active réside dans le développement des industries mécaniques et électriques. Un facteur favorable semble décisif qui est l'importance de la demande mondiale pour ces productions. L'effort en capital devra aussi sans doute être énorme pour que chaque nouveau travailleur puisse devenir réellement productif. L'effort sera, cependant, moindre que dans d'autres branches de production, puisque chaque unité de capital investi permet d'embaucher un maximum de travailleurs. Enfin, il est normal que l'effort porte plus sur le secteur secondaire que sur le secteur tertiaire, parce que le niveau de l'emploi dans ce dernier doit dépendre normalement de l'activité du second. Une augmentation de l'emploi dans l'industrie entraînera normalement une demande d'emploi accrue dans le secteur de la distribution et des services.

*CONCLUSIONS : Le Japon, pays d'épargne,
est capable d'assurer l'investissement démographique (1)*

Comme la plupart des autres pays, le Japon ne consomme pas l'intégralité de son produit national. Une partie est épargnée, puis investie; plus le pourcentage du produit national investi est élevé, et plus la croissance économique peut se faire rapidement.

Le Japon est parmi les pays industrialisés celui qui a réussi son développement économique le plus rapidement. Avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 4 % il bat de loin les nations occidentales qui, ont certes, un revenu annuel moyen par tête supérieur à celui des Japonais mais dont la révolution industrielle est beaucoup plus ancienne.

Or, contrairement à bien des pays, le Japon a fait un développement sans aide de capitaux étrangers. Les recours à l'investissement étranger ont toujours été volontairement limités pour éviter une aliénation du patrimoine national. Aujourd'hui, les emprunts faits à l'étranger s'accompagnent le plus souvent de contrats d'assistance technique : ces emprunts sont faits dans des secteurs bien déterminés, tels l'industrie des pétroles et l'industrie électrique. Au total, l'apport de capital étranger au Japon peut être considéré comme négligeable.

Le Japon a donc accompli son développement économique grâce à sa seule épargne. Le taux d'épargne est sans doute, au Japon, le plus élevé du monde : ainsi « l'Economic Planning Agency » prévoit dans son dernier plan qui couvre la période 1958-1962 un taux d'épargne de l'ordre de 30 % de la dépense nationale. Ce taux est très élevé, il a, cependant, déjà été atteint en 1956. La moyenne du taux d'épargne en longue période est d'environ 25 % de la dépense nationale.

A quoi tient cet esprit d'épargne si remarquable ? Il faut faire la part de l'épargne obligatoire prélevée sous forme d'impôts : on a souvent attribué la rapidité de l'essor japonais au taux très élevé de l'impôt foncier institué sous l'ère de Meiji. L'impôt foncier était payé soit par le propriétaire exploitant, soit par le fermier. Il était basé sur le prix du terrain, au prorata de 3 %, soit environ 1/3 du prix du riz récolté chaque année. A lui seul, l'impôt foncier constituait 80 % des revenus du Trésor. Aujourd'hui, l'agriculture n'a plus une aussi grande importance et la réforme agraire de 1947 a changé le mode d'imposition.

(1) Les questions de formation et de niveau d'épargne sont étudiées en détail dans l'ouvrage de R. CUKIERMAN : *Le Capital dans l'Economie Japonaise*, PUF, 1962.

A côté de l'épargne obligatoire, il existe une épargne des particuliers et des entreprises tout à fait considérable.

Nous avons déjà mentionné que le niveau de vie au Japon a été volontairement maintenu assez bas. Ceci ne veut pas dire que le Japonais est malheureux et n'a pas ce qui lui faut. Cela signifie beaucoup plus que le Japon a adopté les techniques et la culture occidentales sans en adopter le mode de vie.

Il y a deux Japon, le Japon de la grande industrie moderne et mécanisée et le Japon de la petite entreprise semi-familiale, qui diffèrent profondément l'un de l'autre. De même, il y a deux Japonais : celui qui, le jour, est habillé à l'européenne et travaille dans un atelier et dans un bureau et celui dont le grand plaisir, en rentrant chez lui le soir, est de revêtir un kimono et de s'agenouiller sur le « tatami » (1).

S'il a imité l'Européen ou l'Américain dans ses techniques, il n'a pas adopté son mode de vie. A cet égard, il est resté profondément asiatique. Or, la frugalité est, sans doute, le caractère essentiel de ce mode de vie. Toute l'Asie se nourrit de riz et de poisson. Tout le Japon vit dans des maisons de bois, minuscules, mais peu coûteuses à remplacer lorsqu'un tremblement de terre les détruit. Point n'est besoin de nombreuses pièces puisque les matelas peuvent être facilement disposés dans la pièce même où l'on a pris son repas. Les rations des soldats japonais pendant la dernière guerre ont beaucoup étonné leurs adversaires américains ; le plus souvent, elles étaient constituées d'une boule de riz enveloppée dans une feuille de bambou ou dans une algue séchée. Récemment, une certaine évolution se manifeste : le Japonais consomme plus de viande, de pain, de fruits et de lait. En conséquence, la race grandit et devient plus forte. Traditionnellement, certains groupes sociaux ont épargné plus que d'autres. Il est certain qu'il ne faut pas espérer trouver beaucoup d'épargne chez les fermiers ou chez les ouvriers dont le revenu est à la limite des besoins de subsistance. Autrefois, les propriétaires terriens étaient de loin les plus grands accumulateurs d'épargne. Aujourd'hui, à côté des épargnants individuels, les entreprises assurent une très large partie des investissements. Juste avant la guerre, 60 % de l'épargne japonaise provenait des entreprises, principalement des trusts. Ce pourcentage a baissé sensiblement juste après la guerre du fait de l'effondrement de l'économie japonaise et de la dislocation des trusts, mais il est aujourd'hui en passe de rattraper le niveau d'avant-guerre.

Les Japonais, peuple à l'éthique sévère, nous font un peu penser

(1) Nattes en paille qui constituent le sol des maisons. On y marche en chaussettes. Il n'y a pas de lit, mais des matelas que l'on dispose le soir sur le tatami.

aux bourgeois protestants qui ont été les piliers du développement de l'occident. Ils ont su n'adopter de l'occident que ce qui leur permettait d'accroître leur production, mais ont refusé d'obéir à « l'effet de démonstration » qui, bien souvent, caractérise les pays encore sous-développés. Ainsi que le dit Nurkse, « capital is made at home ». Le Japon est à cet égard, un excellent exemple pour les pays qui n'ont pas encore franchi le seuil du développement économique.

Grâce à sa très forte propension à épargner, le Japon est capable d'accumuler le capital nécessaire à l'absorption des nouveaux travailleurs. Saura-t-il diriger ses investissements là où ils sont indispensables pour éviter une multiplication du nombre de sous-employés ?

L'épargne doit être utilisée sélectivement.

Il est douteux que l'économie japonaise puisse absorber tous les nouveaux travailleurs, si un effort particulier n'est pas fait pour leur procurer un emploi.

Il faudrait que cet effort porte sur tous les domaines dont nous venons de traiter : formation technique, renforcement de l'infrastructure, amélioration des conditions d'habitat, et mise à la disposition des nouveaux travailleurs d'outils de travail.

Le gouvernement a déjà entrepris de combler le retard des voies de communication. Un plan tout récemment publié par le ministère du Travail prévoit l'accélération de la formation technique des travailleurs. On peut espérer que dans ces deux domaines, les goulots d'étranglement vont peu à peu se desserrer.

Par contre, rien n'a été encore entrepris dans le domaine de l'orientation des travailleurs vers les activités grosses consommatrices de main-d'œuvre et jouissant d'une forte demande mondiale. Il est probable que le libéralisme économique n'entrave pas l'évolution de l'économie japonaise dans ce sens ; il est regrettable qu'il n'y contribue pas activement.

Or, s'ils ne sont pas orientés, les travailleurs risquent de se tromper et de se diriger vers des activités où il y a déjà beaucoup de sous-employés, ou encore vers des activités pour lesquelles la demande est stagnante ou décroissante.

Par ailleurs, les détenteurs de capitaux peuvent avoir intérêt à investir dans des activités employant peu de main-d'œuvre, parce que leur profit y est plus élevé.

Il faut, pour que l'intégration de tous ces travailleurs soit assurée, qu'une coordination ait lieu à l'échelle nationale. Le problème de l'emploi sera au premier plan des préoccupations des Japonais pour

encore plusieurs années. Une politique d'orientation de l'investissement peut permettre de fournir des emplois productifs à tous les nouveaux travailleurs.

Sans entrer dans le détail des mesures à adopter pour assurer une utilisation sélective du capital, indiquons quelques moyens qui permettraient d'arriver à ce résultat :

— le gouvernement peut utiliser une partie de ses ressources à des investissements publics et à des subventions. De même qu'au début de l'Ere Meiji, le gouvernement créait des industries lourdes indispensables à l'infrastructure industrielle et ensuite les revendait au secteur privé, le gouvernement pourrait favoriser l'éclosion d'industries spécifiques, soit en apportant sa garantie ou son aide financière, soit en exemptant ces industries de certaines taxes.

— de même, une politique sélective du crédit peut favoriser le développement de certaines activités au détriment d'autres. Ainsi, les banques de crédit à long terme, qui, au Japon, sont toutes des organismes publics, peuvent faire varier les conditions d'octroi des prêts selon le secteur d'activité.

— l'Etat pourrait enfin favoriser la construction de logements, soit en accordant des prêts à faible taux d'intérêt aux particuliers, soit en donnant des primes à la construction. Cette seconde solution aurait l'avantage d'inciter une partie de l'épargne privée à s'investir dans la construction.

Tôt au tard, il faudra que tous les investissements dont nous venons de parler soient réalisés. Sinon, l'économie se heurtera à des goulots d'étranglement qui finiront par devenir intolérables. Cette évolution se ferait sans aucun doute dans le cadre d'une économie libérale. Mais elle se fera plus vite si l'utilisation sélective de l'épargne permet une adaptation des structures économiques aux nouvelles structures démographiques.

CHAPITRE II

EMPLOI ET CHOMAGE

Au vu des grandes possibilités d'épargne au Japon, l'investissement démographique sera suffisant, si le gouvernement décide de faire un effort particulier pour l'accueil des nouveaux travailleurs. Il en résultera un amoindrissement temporaire des investissements de croissance; mais au total, le choix s'impose en faveur de l'investissement démographique, parce qu'il sera de loin le plus productif à long terme.

Cet investissement devra se doubler d'une orientation vers les activités les plus rentables, afin que disparaisse peu à peu le secteur traditionnel à faible productivité.

Un des aspects de la Révolution de Meiji a consisté dans l'introduction au Japon de techniques occidentales. Ces méthodes de production avaient plusieurs siècles d'avance sur les méthodes employées au Japon jusqu'alors. Elles n'ont cependant pas été introduites dans tous les secteurs d'activités. Il y a eu cohabitation entre les méthodes traditionnelles et les méthodes modernes importées.

Dans le secteur moderne, le pourcentage de salariés est comparable à celui des autres pays. Par contre, dans le secteur d'activités traditionnelles, l'organisation, à l'origine familiale, est loin de s'être complètement transformée.

Pour l'ensemble de l'économie, une comparaison internationale du nombre de salariés par rapport à la population active totale place le Japon au dernier rang des pays industrialisés, loin derrière la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

TABLEAU 26. — *Comparaison internationale du pourcentage de salariés par rapport à la population active*

Pays	Pourcentage de salariés
Grande-Bretagne (1951).....	88 %
Etats-Unis (1950).....	82 %
Canada (1958).....	81 %
Allemagne de l'Ouest (1950).....	71 %
France (1954).....	65 %
Italie (1951).....	56 %
Japon (1958).....	46 %
Japon (1951).....	38 %
Source : pourcentages calculés d'après : Yearbook of Labor Statistics Division of Labor Statistics and Research. Ministry of Labor. Japan, 1958.	

Depuis la fin de la guerre, la situation est cependant en train de se modifier. La majorité des nouveaux travailleurs deviennent aujourd'hui des salariés. Ainsi, de 1951 à 1958, la population a augmenté de 6 900 000 travailleurs. Sur ceux-ci, 6 030 000 — soit 87 % — sont devenus des salariés.

Pendant la même période, le pourcentage de salariés par rapport à la population active est passé de 38 % à 46 %. C'est une évolution extrêmement rapide. Il est vraisemblable qu'elle va se poursuivre, puisque le Japon semble décidé à se débarrasser aussi vite que possible de ses structures périmées.

Par ailleurs, la population agricole a cessé d'augmenter. Or, c'est elle qui emploie le plus grand nombre de travailleurs familiaux non rémunérés et d'exploitants individuels.

Etant donné que ce sont les secteurs secondaire et tertiaire qui vont continuer à se développer, il est normal que l'accroissement du nombre de salariés soit plus grand que celui des entrepreneurs individuels et des travailleurs familiaux.

TABLEAU 27. — Répartition de la population active selon la condition d'emploi 1951-1958

en 10³ travailleurs

Statut du travailleur	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	Gains 58/51
<i>Population active. Total...</i>	36,220	37,290	39,480	39,980	41,310	41,720	42,840	43,120	+ 6,900
<i>Salariés.....</i>	13,700	14,210	14,940	15,400	16,100	17,410	18,770	19,730	+ 6,030
<i>Agricoles.....</i>	520	470	590	570	540	620	690	460	— 60
<i>Non agricoles.....</i>	13,180	13,750	14,350	14,830	15,560	16,790	18,080	19,270	+ 6,090
<i>Travailleurs indépendants</i>	9,980	10,120	10,380	10,470	10,730	10,820	10,940	10,680	+ 700
<i>Agricoles.....</i>	5,600	5,640	5,580	5,490	5,590	5,620	5,590	5,490	— 110
<i>Non agricoles.....</i>	4,380	4,480	4,800	4,980	5,140	5,200	5,350	5,190	+ 810
<i>Travailleurs familiaux (non payé).....</i>	12,540	12,950	14,160	14,110	14,450	13,480	13,110	12,690	+ 105
<i>Agricoles.....</i>	10,050	10,260	11,030	10,730	11,050	10,210	9,790	9,530	— 520
<i>Non agricoles.....</i>	2,490	2,690	3,140	3,370	3,400	3,260	3,320	3,160	+ 670

Source : enquêtes faites par les soins du ministère du Travail, publiées dans : *Annuaire des Statistiques du Travail*, années 1948 à 1958. Service de la Statistique, ministère du Travail.

Normalement, l'agriculture continuera à employer presque exclusivement des travailleurs indépendants et familiaux. En supprimant les grandes exploitations agricoles au Japon, la Réforme Agraire de 1947 a écarté la possibilité d'un salariat agricole important.

Les entrepreneurs indépendants du secteur tertiaire augmenteront en nombre absolu, au fur et à mesure que ce secteur se développe. Il existe toutefois un danger. Il ne faudrait pas que le secteur tertiaire gonfle trop rapidement et devienne le refuge des sous-employés.

La venue sur le marché du travail de millions de nouveaux travailleurs pose des problèmes aigus d'absorption. C'est en même temps une grande chance pour le Japon. Dans la mesure où les nouveaux travailleurs deviendront des salariés productifs, le Japon réussira à moderniser très rapidement sa structure de l'emploi. Il est presque impossible de convertir les travailleurs familiaux ou les petits exploitants individuels en des salariés appartenant à des grandes unités de production. Il est relativement plus facile d'orienter ceux qui cherchent un emploi vers les secteurs d'activités en plein développement et de leur faire accepter le statut des salariés. « La croissance permet de rénover les structures non par amputation mais par adjonction, tâche bien plus facile » (1).

Si les dix millions de nouveaux venus, que l'on prévoit d'ici 1967 ou 1968, deviennent des salariés productifs, le Japon aura rattrapé en quelques années le niveau de la France ou de l'Allemagne.

Dans la situation actuelle, *la productivité des nouveaux travailleurs dépend essentiellement de la taille de l'entreprise* dans laquelle ils entrent. Les grandes entreprises disposent de beaucoup de capital et ont souvent un équipement très moderne. Elles forment elles-mêmes leurs travailleurs. Leur productivité est comparable à celle des pays occidentaux industrialisés.

La petite ou moyenne entreprise japonaise est, au contraire, vétuste et mal équipée. Son personnel a une formation technique insuffisante. La productivité par travailleur est très faible. Elle ne demeure compétitive qu'en raison des bas salaires qu'elle distribue.

On considère, au Japon, que la ligne de démarcation entre petites et moyenne entreprises d'une part, et grandes entreprises d'autre part, est constituée par le chiffre de 200 ouvriers (ou encore par un capital de 10 millions de yens, 140 000 NF).

Au Japon, 50 % des salariés sont encore employés dans des entreprises comptant moins de 50 salariés, contre moins de 20 % aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

(1) A. SAUVY, *L'Express*, 14 avril 1960.

TABLEAU 28. — *Distribution des salariés selon la taille de l'entreprise*

Nombre d'ouvriers	Japon	Etats-Unis	G.B.	Allemagne de l'Ouest
1-9.....	23,1	3,8	4,8	2,7
10-49.....	29,2	12,5	11,3	11,4
50-99.....	9,0	9,4	10,1	10,0
100-499.....	17,1	29,1	32,6	30,8
500-999.....	6,5	12,5	13,1	13,1
1 000 +.....	15,1	32,6	28,1	32,0
TOTAL.....	100	100	100	100

Sources : Japon, Survey of Establishments (1954). Etats-Unis, Census of Manufacture (1954). Grande-Bretagne, Production Census (1949). Allemagne de l'Ouest, Statistical Yearbook (1955).

Les conditions d'emploi dépendent si étroitement de la taille de l'entreprise, que nous étudierons successivement l'emploi dans les grandes firmes, puis dans les petites et moyennes entreprises. La dernière section sera consacrée au chômage.

Section I

CONDITION DE L'EMPLOI DANS LES GRANDES ENTREPRISES : LES FONCTIONNAIRES DE L'INDUSTRIE

Malgré des conditions d'emploi très différentes des entreprises occidentales, les travailleurs des grandes entreprises japonaises ont, dans l'ensemble, une productivité élevée. La raison essentielle en est l'abondance du facteur capital. Celui-ci se trouve concentré entre les mains des grandes sociétés. Elles ont en effet bénéficié pendant longtemps de la faveur du gouvernement et ont su s'autofinancer. Depuis la fin de la dernière guerre, elles jouissent de l'appui des banques, qui les possèdent en partie.

Mais la nature du contrat de travail et du salaire versé, les relations employeur-salarié, très différentes de l'Occident, méritent notre attention.

§ 1. — NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL : UN ENGAGEMENT A VIE

Un principe est à la base du contrat de travail qui est établi entre l'employé et l'employeur : quand un salarié entre dans une entreprise, il y entre pour toute son existence. Il n'y aura que peu de motifs

valables pour quitter l'entreprise; en dehors du décès ou de la maladie, c'est seulement s'il envisage de retourner cultiver sa ferme, de reprendre une affaire familiale ou d'ouvrir lui-même un commerce qu'un salarié quittera la firme dans laquelle il est entré. Il est exceptionnel qu'un salarié quitte une maison pour aller travailler dans une autre, même si le salaire qu'on lui offre dans cette dernière est le double de son salaire actuel. En échange de cet engagement à vie, l'employé ou l'ouvrier sera sûr de ne pas être licencié si les affaires sont mauvaises, ou renvoyé, sauf pour une faute extrêmement grave.

Ce principe est opposé à celui qui gouverne les relations employeur-salarié en Europe occidentale ou, à plus forte raison, en Amérique du Nord : dans ces pays, on considère, généralement, qu'il n'est pas mauvais de travailler dans deux ou trois entreprises où l'on acquiert de l'expérience, au contact de gens qui ont des méthodes de travail différentes, avant de se fixer dans une entreprise. Jamais, en tout cas, on ne blâmera un ouvrier ou un employé qui quitte un travail pour un autre mieux rémunéré.

Cet engagement à vie réciproque tient à ce que la motivation économique n'est pas prépondérante lors de l'élaboration d'un contrat de travail. L'employeur cherche moins des éléments expérimentés et productifs que l'assurance d'une collaboration fidèle. Le personnel qu'il recrute — ceci reste vrai dans les grandes entreprises dans le cadre de chaque service — pourra compter sur l'employeur pour résoudre des problèmes qui dépassent largement le cadre professionnel. Le contrat de travail, au Japon, ne s'analyse donc pas comme un échange de prestations économiques : effort, expérience contre salaire, mais plutôt comme une réciprocité d'obligations, où la loyauté de chacun est l'élément essentiel. Puisque l'employeur n'engage pas du personnel uniquement pour des raisons économiques et ne peut pas s'en séparer quand il le désire, il y a, le plus souvent, dans les entreprises un personnel supérieur à celui qui est nécessaire pour maintenir le même niveau de production : il y a une prolifération de balayeurs, de coursiers, de portiers, tout autant que de « chefs de service adjoints » ou « directeurs adjoints », dont on pourrait facilement, et sans gêne, diminuer le nombre. C'est, en effet, la situation logique que finissent pas obtenir ceux qui ont un jour été engagés à vie et qui n'ont pas montré les aptitudes nécessaires pour conserver la place qu'ils avaient obtenue ou gravir les échelons dans la hiérarchie de l'entreprise.

Cette situation entraîne deux séries de conséquences. *Les unes affectent la mobilité de la main-d'œuvre sur le marché du travail. Les autres affectent la productivité de l'entreprise.*

Comme les salariés ne quittent plus une entreprise une fois qu'ils

y sont entrés, la mobilité de la main-d'œuvre est très faible. Certains des employeurs, les gros industriels en particulier, qui forment l'essentiel des milieux politiques, refusent de renvoyer ou de licencier du personnel parce qu'ils estiment cela contraire à l'intérêt national. En effet, renvoyer des gens qui auront du mal à se reclasser ajoutera du chômage frictionnel au chômage permanent ou sous-emploi déjà existant. De plus, la force de l'habitude a fait se créer une sorte de cercle vicieux : étant donné qu'on ne se sépare d'un membre de son personnel que pour des motifs extrêmement graves, un discrédit s'attache tout naturellement aux salariés licenciés pour qui il est pratiquement impossible de trouver un nouvel emploi.

Nous verrons plus loin que le mode de recrutement et les relations à l'intérieur de l'entreprise contribuent aussi à diminuer la mobilité de la main-d'œuvre. Cette immobilité serait presque absolue s'il n'existait *les travailleurs temporaires*. Ces derniers sont recrutés pour travailler soit à la journée, soit durant une courte période. Il n'existe pas, entre eux et l'employeur, un ensemble d'obligations similaires au cas des travailleurs permanents. Dans la mesure où un assez grand nombre de ces travailleurs temporaires sont disponibles, ils permettent aux entreprises de faire face à une période d'activité intense, sans que, pour cela, l'entreprise se trouve ensuite à la tête de « sureffectifs ». Le nombre des travailleurs temporaires est généralement estimé à 10 % de la main-d'œuvre salariée : ce sont des salariés d'origine rurale le plus souvent. Il est très rare qu'un employé temporaire devienne employé permanent dans la même entreprise. Presque toujours il s'agit de main-d'œuvre non spécialisée, que les entreprises ne prennent pas le souci de former et n'ont donc pas le désir de voir joindre les rangs de leur personnel permanent. Les salaires que reçoivent les travailleurs temporaires sont très bas. Ils forment une masse assez importante, mais peu évoluée et peu organisée, peu consciente certainement des services considérables qu'elle peut rendre aux employeurs prisonniers dans le cadre étroit de leurs obligations vis-à-vis de leur personnel permanent. Leur présence annule en grande partie l'obstacle de l'immobilité de la main-d'œuvre permanente.

La productivité des facteurs capital-terre-travail doit aussi être considérée à la lumière de la faible mobilité de la main-d'œuvre. Les cas où les entreprises ont trop de personnel permanent sont simplement des hypothèses encore plus défavorables d'amélioration de la productivité.

Là où le personnel ne peut pas être licencié, l'incitation à introduire des machines semble forcément faible. Les grandes entreprises se mécanisent cependant très rapidement. La mécanisation a été rendue possible ces dernières années, parce que l'augmentation de

la production a été tout à fait remarquable. Pour l'année fiscale allant du 1^{er} avril 1959 au 31 mars 1960, la production industrielle a augmenté de 29 %. Le développement de certaines industries et la création de nouvelles activités ont ainsi permis l'introduction de machines, sans rendre des compressions de personnel nécessaires.

§ 2. — RECRUTEMENT DU PERSONNEL : LA « DIPLOMANIE »

Quand les relations employeur-employé sont pratiquement irréversibles et que l'engagement est virtuellement à vie pour les deux parties, des erreurs dans la sélection du personnel peuvent difficilement être corrigées. Sans doute est-ce en raison de cet engagement à long terme que les qualités requises d'un nouveau salarié sont absolument différentes de celles requises en France, par exemple. On cherche moins dans le nouvel employé des connaissances ou des références professionnelles — n'ayant jamais travaillé dans une autre entreprise, il est logique qu'il n'en ait aucune — que l'assurance d'une bonne culture générale et l'appartenance à un milieu social convenable. Sa culture et son milieu sont les garants qu'il sera un bon travailleur.

Les qualités recherchées chez un candidat à une situation auront donc beaucoup plus à faire avec le caractère, la situation sociale et le bagage intellectuel qu'avec des qualités directement en relation avec l'emploi assigné. On n'emploie pas, au Japon, la méthode des examens professionnels, non plus celle des examens psycho-techniques. C'est le diplôme de fin d'études primaires, secondaires ou universitaires qui vous ouvre la porte d'une entreprise. Rien d'étonnant que le recrutement se fasse presque uniquement d'après le *curriculum* scolaire ou universitaire. De ce fait, le système d'éducation prend une grande importance. Ce sont souvent les appréciations du maître d'école ou du professeur d'université qui décideront de la future carrière d'un jeune diplômé. A la suite de la deuxième guerre mondiale, les Américains ont bouleversé le système d'éducation en appliquant le système américain des « middle schools », des « high schools » et des « colleges ». Après de vives critiques de la part des Japonais, il semble que la transition ait été opérée et que le système d'éducation donne maintenant de bons résultats. Une fois le recrutement effectué, le nouveau venu aura tout le temps nécessaire pour apprendre son métier et trouver la place qui convient à ses aptitudes. La situation que l'employé nouveau pourra espérer dépend entièrement des études qu'il aura faites. S'il est « Koin », c'est-à-dire s'il n'est pas diplômé d'une université, il sera ouvrier et ne pourra pas espérer devenir un cadre important. S'il est « Shokuin », au contraire, et qui plus est,

diplômé d'une des grandes universités japonaises (1), tous les espoirs lui sont permis. Il existe donc une barrière très nette, créée uniquement par le niveau des études accomplies. Cette barrière est regrettable en ce sens qu'elle ne permet guère le fleurissement de « self made men ». Les réussites extraordinaires de Goto et de Matsushita (2), tous deux sans éducation autre que primaire, semblent bien constituer des cas exceptionnels. La méthode de recrutement et d'avancement dans la hiérarchie d'une entreprise repose trop sur la recommandation du professeur qui, au Japon, vaut un contrat de travail.

§ 3. — L'AVANCEMENT ET LES SALAIRES :

LES PROMOTIONS SE FONT AU TABLEAU D'AVANCEMENT

Le système de recrutement fait que le nouveau salarié se trouve situé parmi les ouvriers, les employés ou les jeunes cadres selon les études qu'il a faites. Les aptitudes qu'il montrera dans sa situation ne seront pas déterminantes pour son avancement. Elles auront plutôt un caractère négatif. S'il n'en a aucune, il sera peu à peu mis à l'écart du fonctionnement de l'entreprise et on lui confiera un travail sans responsabilités. Admettant qu'il ait, au contraire, de nombreuses aptitudes qui le désignent pour une promotion rapide, il devra attendre que les années lui confèrent une ancienneté suffisante avant de commencer à gravir les échelons de la hiérarchie. Ses responsabilités, tout comme son salaire, n'augmenteront que lentement et il devra attendre que ses aînés se soient retirés pour prendre leur place. Ceci, bien sûr, existe dans les pays occidentaux. Il est certain, toutefois, qu'on peut dans ces pays entrer comme coursier et finir chef de service, ou entrer comme cadre et être mis à la porte. Dans les entreprises privées, en particulier, il y a, en dehors des promotions à l'âge, des possibilités d'avancement rapide pour les éléments capables et dynamiques.

La rémunération du salarié japonais n'est pas, elle non plus, fondée sur le rendement. Le salaire réel est quatre ou cinq fois le salaire de base, qui est lui-même fonction de l'éducation et de l'ancienneté. Au salaire de base, souvent dérisoire, s'ajoute un certain nombre de primes :

1. L'allocation de travail qui équivaut à 105 % du salaire de base pour les mensuels et 125 % de ce salaire pour les journaliers.
2. La prime de présence qui est la même pour tous.

(1) Cinq universités sont très cotées : Tokyo, Kyoto, Hitotsubashi, Keio, Waseda.

(2) Goto et Matsushita sont les fondateurs de deux trusts gigantesques.

3. Les allocations familiales qui sont fonction du nombre de dépendants.
4. La prime d'ancienneté qui, en moyenne, représente 10 % des salaires.
5. Une prime spéciale qui, à l'origine, était une prime de productivité, est aujourd'hui de 90 % du salaire de base pour tous.
6. Une prime de 10 à 30 % du salaire de base, selon les responsabilités attachées à certains travaux.

Seule est fonction de la productivité la dernière de ces primes. Son montant est trop faible pour pouvoir dire que le salaire est fonction de la productivité du salarié. C'est donc bien l'éducation et l'ancienneté qui sont les deux variables dans l'équation des salaires.

Au salaire mensuel viennent s'ajouter, deux fois par an, des bonifications qui sont fonction des résultats de l'entreprise. Les syndicats n'ont pas un grand pouvoir dans la détermination du bonus et la décision est, en dernier ressort, prise par la direction. Ceci confère aux bonifications une teinte de paternalisme qui s'accorde parfaitement avec le cadre général des relations employeur-salarié dans l'entreprise.

En résumé, ce qu'on produit et le poste qu'on emploie ou les responsabilités qu'on assume ne déterminent pas le salaire : un ouvrier spécialisé gagnera souvent moins qu'un balayeur ou qu'un garçon d'ascenseur.

Pour compléter cette esquisse, un tableau donnera une idée de l'importance que gardent jusqu'à la fin de la vie active du salarié les études qu'il a faites. On constate que le montant de la retraite, aussi, est fondé sur le niveau d'éducation reçu :

TABLEAU 29. — *Retraite versée par certaines grandes entreprises (allocation unique au moment du départ)*

en 10³ Yens

Education reçue	Années de service				
	20	25	30	35	40
Université.....	1 320 (18 500 NF)	2 070 (29 000 NF)	3 020 (42 000 NF)	3 040 (42 500 NF)	
Ecole secondaire.....	1 150 (16 000 NF)	1 800 (25 000 NF)	2 670 (37 500 NF)	3 080 (43 000 NF)	
Ecole primaire supérieure.....	830 (11 500 NF)	1 290 (18 000 NF)	1 950 (27 500 NF)	2 950 (35 500 NF)	2 340 (33 000 NF)
Ecole primaire.....	660 (9 000 NF)	1 050 (14 500 NF)	1 520 (21 500 NF)	1 840 (25 500 NF)	2 130 (30 000 NF)

Source : WATANABE Sadamu, *Wacht your life span*, Tokyo 1958, p. 190.

N. B. — Les chiffres figurant dans ce tableau ne représentent pas une moyenne; ils concernent une minorité de salariés particulièrement favorisés.

Ce tableau est celui qu'une grande entreprise utilise pour déterminer l'importance de la retraite à verser aux salariés qui cessent de travailler. Les chiffres eux-mêmes importent peu ici. Ce qui nous intéresse particulièrement, ce sont les critères retenus pour l'établissement du montant de la retraite : ici encore ce sont l'éducation reçue et l'ancienneté dans l'entreprise.

En général, l'âge de la retraite est 55 ans. Les grandes entreprises conservent assez rarement du personnel plus âgé. Les cadres, eux, continuent souvent à travailler au-delà de cet âge, mais on leur confie alors généralement un poste de conseiller ou d'adjoint qui les met un peu à l'écart.

Etant donné la difficulté qu'il y a à trouver un nouvel emploi, en particulier quand on a 55 ans, le Japonais considère souvent son 55^e anniversaire comme le plus mauvais jour de son existence. Il perdra sa situation et, en même temps, la considération sociale dont il était entouré. Ceci devient dramatique avec l'augmentation de l'espérance de vie. La surpopulation empêche d'envisager le recul de l'âge de la retraite, alors que, manifestement, le montant de la retraite — généralement une somme unique versée au moment où le salarié se retire — ne permet pas au retraité de vivre décemment. Dans la mesure où ses enfants ne sont pas capables de compléter le montant insuffisant de sa retraite, le retraité viendra grossir le rang de ceux qui cherchent un emploi. Une loi prévoit d'ailleurs que le retraité pourra, pendant les six premiers mois qui suivent la cessation de son activité, s'inscrire au chômage et toucher l'allocation chômage. Ceci montre bien à quel point les pouvoirs publics sont conscients des faibles moyens pécuniaires dont peuvent disposer les retraités.

§ 4. — LES RELATIONS A L'INTERIEUR DE L'ENTREPRISE : LA COOPERATION FONDEE SUR LE PATERNALISME

Avant d'être une unité destinée à la production, l'entreprise industrielle ou commerciale apparaît une cellule sociale où les membres sont unis assez étroitement. Le Japonais qui travaille chez Mitsui ou à la Banque du Japon arbore fièrement sur son veston un insigne au nom de l'entreprise qui l'emploie. Si, par ailleurs, il s'engage à rester à vie dans une même maison, c'est parce qu'il attend de son employeur plus que le salarié d'un pays occidental : l'employeur japonais devra résoudre pour ses salariés des problèmes de logement, d'éducation des enfants, de cours culinaires ou d'arrangement de fleurs aux épouses de ses salariés. L'employeur veillera aussi à mettre à la disposition de son personnel des habitations où il pourra passer des vacances à bon marché. Dans bien des cas, de grandes entreprises ont

fait construire une école à proximité de l'usine pour que les enfants de leur personnel ne soient pas handicapés dans l'existence par un niveau d'études insuffisant.

La religion Shinto veut aussi qu'une fois par an, personnel et direction aillent ensemble au temple afin d'honorer les divinités qui protègent l'entreprise. Il s'établit ainsi, au sein d'une usine un climat de confiance mutuelle. Des obligations réciproques de la direction et du personnel naît une sorte de solidarité qui déborde largement le cadre des obligations que comporte le contrat de travail d'un salarié occidental.

Le professeur Abegglen (1) a pu écrire : « Il faut faire attention aux analogies. L'une d'elles, cependant s'impose lorsqu'on analyse les relations à l'intérieur d'une entreprise. L'entreprise japonaise — grande ou petite — apparaît familiale. Quand un homme entre dans une firme japonaise, c'est pour la vie. L'engagement est fonction des qualités professionnelles, de la formation et du caractère. Le lien n'est révocable que dans des conditions exceptionnelles. Tout comme dans une famille, on prend soin du membre incompetent ou improductif, on lui trouve une situation et il n'est pas rejeté du groupe parce qu'incapable. Comme dans une famille, les problèmes personnels les plus intimes requièrent la sollicitude de tout le groupe. C'est la fidélité qui procure les plus grandes récompenses, et dans le cas de difficultés financières, on attend de chaque membre qu'il consente un sacrifice ».

Comme dans la famille enfin, il n'y a qu'un faible recours lorsqu'on s'est trompé dans son choix.

Cette comparaison s'applique très bien à la petite entreprise qui, par son volume et son organisation mérite souvent le nom d'entreprise familiale. Le patron d'une petite filature de soie se verra confier ses ouvrières par leur famille, veillera à l'organisation de leurs loisirs et normalement arrangera leur mariage, à la suite duquel elles quitteront leur occupation salariée. Car, en règle générale, la femme japonaise ne travaille pas après son mariage. Dans les grandes entreprises, la comparaison est évidemment moins valable que le grand nombre empêche des relations très étroites entre tous et le syndicalisme s'est efforcé d'opposer les forces en présence. Il n'en demeure pas moins que le contremaître est le second père de l'apprenti et que celui-ci s'adresse à lui en l'appelant « otosan », c'est-à-dire père.

(1) J.G. ABEGLLEN, *op. cit.*, p. 98 et suivantes.

Paternalisme dans l'entreprise japonaise.

On a souvent parlé de paternalisme pour décrire l'état des relations employeurs-employé.

Ses deux aspects sont la coopération et l'autoritarisme. C'est-à-dire que chaque fois que l'esprit de coopération fait défaut, il reste l'autorité absolue du patron qui ne doit pas être enfreinte. En échange des responsabilités et des charges assumées par l'employeur, le salarié essaye de contenir son « ego » et remet son sort entre les mains du patron. Certes, l'autoritarisme semble assez déplacé dans l'industrie moderne. Mais, à la suite de la révolution de Meiji, un sentiment nationaliste puissant s'est développé qui permettait au chef d'entreprise d'exploiter ses salariés, non pas au nom de son profit, mais au nom de l'Etat lui-même qui devait faire tout son possible pour rattraper le niveau des pays industrialisés. La fin de la seconde guerre mondiale apporta de nombreux changements politiques, économiques et sociaux. Les trois piliers de l'industrie japonaise de l'avant-guerre : *paternalisme, nationalisme et concentration du capital furent ébranlés.*

1. — Les Zaibatsu furent démantelés par les forces alliées d'occupation. La loi anti-trust détruisit les monopoles et donna naissance à la libre concurrence. Depuis la fin des hostilités, il semble bien que la concentration du capital se soit refaite, non plus cette fois entre les mains des particuliers, mais autour des banques (1).

2. — Le nationalisme exacerbé perdit son influence après guerre, et même le nouvel enthousiasme pour les idées démocratiques entraîna chez les entrepreneurs un enthousiasme non moins vif pour de larges profits capitalistes.

3. — Le syndicalisme (apolitique) prit un essor considérable juste après guerre. Pour la première fois, il semblait que l'abandon des relations séculaires entre employeurs et employés allait lui donner une assiette solide. Selon la plupart des auteurs, le syndicalisme est aujourd'hui une force non négligeable. Syndicalisme et paternalisme coexistent difficilement; depuis la dernière guerre mondiale, il est certain que le premier se développe aux dépens du second. Nous sommes dans une période de transition qui va amener, peu à peu, un changement des relations semi-familiales à l'intérieur des entreprises en des relations moins étroites, plus proches de celles qui existent dans les entreprises occidentales.

(1) Cf. Thèse de R. CUKIERMAN : *Le Capital dans l'Economie japonaise*, PUF, 1962.

La transition sera, sans doute, lente car la réforme n'a pas été spontanée, mais imposée de l'extérieur. Il est donc probable qu'il faudra que les entreprises voient un avantage bien net ou que les salariés s'organisent fortement pour que la transformation s'effectue.

Il faudrait, en premier lieu, que soit modifiée la structure même des syndicats. Ceux-ci sont, en effet, des syndicats d'entreprise, c'est-à-dire que chaque entreprise a créé son propre syndicat qui entretient des relations très lâches avec les syndicats des entreprises similaires. Les fédérations bien organisées sont pratiquement inexistantes : on en cite qui constituent des exceptions : ce sont les fédérations des syndicats de pêcheurs et de mineurs. Les chiffres sont trompeurs : en juin 1958, il y avait 6 880 000 syndiqués au Japon, soit 35 % de la population salariée. Le chiffre est élevé, comparable à celui de l'Allemagne, par exemple. Mais ces presque 7 millions de syndiqués appartiennent à 38 000 syndicats, donnant ainsi une moyenne d'environ 200 membres par syndicat.

Où se trouve la source de ce manque d'organisation ? Il semble que ce soit, tout d'abord, dans la présence d'une sorte d'armée de réserve de travailleurs insuffisamment employés. La main-d'œuvre bon marché des villages et des ateliers rappelle au salarié d'une grande usine qu'il appartient à une *classe privilégiée* et le pousse à se soumettre sans résistance au paternalisme de son employeur.

La présence de cette armée de réserve n'incite guère le salarié d'une petite entreprise à venir en aide à ses compagnons, car il est plus penché à le considérer comme un concurrent que comme un collègue. Il n'y a donc pas de base solide pour un syndicalisme fondé sur une confiance réciproque.

Une seconde raison, qui explique dans une certaine mesure la faible organisation syndicale, est la lenteur avec laquelle l'ouvrier japonais d'usine s'est urbanisé : en période de dépression, il était habituel que l'ouvrier retourne à la ferme familiale où il aidait aux travaux agricoles en attendant la reprise des affaires. Pendant longtemps, il n'a donc pas pu se créer un prolétariat urbain comme dans les autres pays.

En troisième lieu, les chefs d'entreprise japonais ont souvent tué le syndicalisme dès sa naissance en le prenant à leur charge. Etant donné qu'il s'agit de syndicats d'entreprise, il a, le plus souvent, été fait appel aux employés de préférence aux ouvriers, parce que les connaissances des premiers semblaient les rendre plus aptes à exposer à la direction les revendications des salariés. Or, il est certain que les employés ont généralement des revendications moindres que

celles des ouvriers, parce que leur condition d'emploi est plus satisfaisante. De plus, les employeurs ont eu l'habileté d'accueillir avec bienveillance les activités syndicales. Ils ont fourni des locaux pour les réunions, ils ont même collaboré avec les syndicats en offrant de retenir directement le montant des cotisations sur les salaires. En prenant ainsi le syndicalisme à leur compte, ils l'intégraient, en quelque sorte, à la vie normale de l'entreprise, de sorte que, bien souvent, la tâche des syndicats se réduit à sanctionner le respect, par l'employeur, des obligations morales et pécuniaires traditionnelles de l'employeur vis-à-vis du salarié : logement, mariage, éducation des enfants. Le syndicalisme pour être efficace doit être un instrument de lutte de classes; il a été transformé en organisme de coopération.

D'ailleurs, l'intérêt qui s'est porté sur les organisations syndicales dans l'immédiate après-guerre semble s'en détourner aujourd'hui. Le nombre des salariés augmente, en effet, rapidement, mais pas celui des syndiqués. Les syndicats sont le fait d'une classe privilégiée. Ils ont été actifs lorsque la situation de leurs membres était mauvaise. Aujourd'hui mieux traités, les salariés des grandes entreprises se désolidarisent et prouvent ainsi qu'ils n'ont qu'une faible idée de ce qu'est la conscience de masse.

À côté du changement dans les idées, il se produit une modification des techniques qui s'accommode mal de l'ancien système de direction dans lequel aucune responsabilité individuelle n'existait, sauf au niveau du patron. Parce qu'ils sont destinés à travailler toute leur existence dans une entreprise, les employés ne doivent jamais « perdre la face » : aussi les décisions sont-elles prises collectivement et chacun peut toujours se retrancher derrière un supérieur. Une mauvaise définition des responsabilités n'est pas compatible avec un souci de haute productivité, ne serait-ce que par le temps perdu en discussions à tous les échelons. De plus, le syndicalisme s'accorde mal de prises de position aussi peu tranchées entre direction et personnel.

Les conséquences de l'organisation des relations du travail :

Certains aspects des relations employeur-salarié jouent contre une grande mobilité de la main-d'œuvre et contre une forte productivité.

Sans doute, cependant, ne faut-il pas juger l'entreprise japonaise avec des yeux d'Occidental, en faisant de productivité un synonyme d'emploi intensif des machines. Bien souvent, ce qui nous semble tout à fait inefficace est cependant le moyen le meilleur marché de produire un bien déterminé : au Japon, une machine est un luxe; parfois, dans nos pays, c'est l'abondance de main-d'œuvre qui est un luxe.

La présence de travailleurs temporaires réduit les effets néfastes d'une trop grande fixité de la main-d'œuvre, et apporte la souplesse nécessaire à une économie qui dépend étroitement de son commerce extérieur, objet de fluctuations fréquentes.

Les relations entre les grandes et les petites entreprises réduisent aussi les conséquences de la fixité de l'emploi, grâce à la fréquence du sous-contrat. Les grandes entreprises se déchargent ainsi, en période de prospérité d'une partie des opérations de production. Cela leur permet de ne pas recruter de personnel permanent supplémentaire (1).

Au total, les grandes entreprises ont une productivité bien supérieure aux petites. Les quelques obstacles qui tiennent aux conditions particulières d'emploi dans ces entreprises n'ont qu'une assez faible importance en face de l'atout décisif que possèdent les grandes sociétés : *employant 28 % de la main-d'œuvre salariée (2), elles contrôlent 65 % du capital versé.*

Section II

CONDITIONS D'EMPLOI DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

§ 1. — LES TRAVAILLEURS INDUSTRIELS

Les entreprises comptant moins de 200 ouvriers sont, de loin, les plus nombreuses. Elles occupaient, en 1954, 72 % des salariés, et elles produisaient 44,5 % de la production nationale. Traditionnellement, leur part dans les exportations a été considérable. Les grosses entreprises se sont alignées sur le mode d'opération des entreprises occidentales, et ce ne sont pas celles que l'on craint le plus dans le commerce international (3). Les plus craintes sont les petites et les moyennes entreprises, dont les exportations représentent 65 % du commerce extérieur japonais.

Leur avantage essentiel tient au très bas niveau des salaires. Leur faiblesse principale réside dans leur basse productivité.

Parmi les caractères qui dépeignent les grandes entreprises, assez peu s'appliquent aux petites et moyennes entreprises. On n'y recrute pas le personnel à vie, on attache peu d'importance à ses diplômes,

(1) Cf. *infra*, p. 135.

(2) *Establishment Census of Japan*, 1957. Bureau of Statistics, Office of the Prime Minister.

(3) Cf. en particulier les discussions au cours de la dernière session du G.A.T.T. qui s'est tenue à Tokio en novembre 1959.

on le recrute en fonction de ses aptitudes techniques, on ne lui garantit pas de nombreux avantages sociaux en plus de son salaire nominal. Par contre, plus l'entreprise est petite et plus elle ressemble à une famille. C'est surtout dans les entreprises minuscules que l'ouvrier ou le compagnon appelle son patron « otosan ».

Une synthèse des conditions d'emploi dans les petites et moyennes entreprises est difficile sinon impossible, parce que le milieu est très hétérogène. Certaines entreprises moyennes sont relativement modernes, d'autres extrêmement vétustes. Les conditions d'emploi sont difficilement comparables selon qu'il s'agit d'entreprises occupant moins de 10 ouvriers ou près de 200.

1. — *Les petites et moyennes entreprises ont un taux élevé de rotation du personnel.*

La fixité d'emploi que nous avons décrite dans les grandes entreprises n'existe qu'à un degré moindre dans les petites et moyennes entreprises. Ceci tient à ce que beaucoup de jeunes y travaillent, qui cherchent à améliorer leur situation et à entrer dans des grandes entreprises. Beaucoup de femmes y travaillent aussi pendant quelques années en attendant de se marier. Un élément nouveau devient non négligeable depuis la fin de la seconde guerre mondiale : c'est la participation au travail des hommes et des femmes âgés ayant dépassé l'âge normal de la retraite. Ils continuent à travailler parce que leur retraite est insuffisante, voire inexistante et que le revenu du chef de famille, dont ils devraient normalement dépendre en partie, n'est pas assez élevé.

Le tableau ci-après indique la durée de l'emploi des travailleurs au moment où ils quittent l'entreprise dans laquelle ils ont été employés. Il y a deux fois plus de salariés des petites entreprises qui quittent leur travail dans les 6 mois de leur embauchage que dans les grandes entreprises. De même les grandes entreprises gardent quatre fois plus de salariés au-delà de 5 ans que les petites.

TABLEAU 30. — *Durée de l'emploi dans les entreprises au moment du départ*

Nombre de salariés	1-6 mois	7-12 mois	1-5 ans	5-10 ans	Plus de 10 ans
			39 %		
30 99.....	32 %	22 %		5 %	1 %
100 499.....	28 %	20 %	39 %	10 %	4 %
500 et plus.....	16 %	10 %	47 %	20 %	6 %

Source : JAEKEL Theodor : *The Present situation of the Japanese Labor Movement*. Tokyo, janv. 1959.

2. — *La formation technique du personnel est plus difficile à réaliser.*

C'est, nous l'avons vu, au stade des petites entreprises que se pose avec le plus d'acuité le problème de la formation technique des ouvriers. La petite taille de ces firmes les empêche d'organiser des roulements de personnel, qui permettraient à une partie des travailleurs de suivre des cours d'apprentissage ou de perfectionnement. Par ailleurs, et surtout dans le secteur secondaire, les travailleurs compensent souvent leur faible productivité horaire par un grand nombre d'heures de travail. Dans ce cas, ils n'ont pas le loisir de suivre des cours du soir, tels que ceux offerts par les Centres publics d'apprentissage.

De plus, les petites entreprises bénéficient rarement d'une demande uniforme dans le temps. Elles ne survivent qu'en évitant la spécialisation. Les ouvriers doivent être aptes à faire n'importe quoi. Ils accomplissent, en effet, beaucoup de tâches très diverses, mais c'est au détriment de leur formation et de leur productivité.

Les petites et moyennes entreprises dont l'activité est complémentaire de celle de grandes firmes sont relativement moins défavorisées, parce que leurs bailleurs d'œuvre ont intérêt à les aider dans toute la mesure du possible à améliorer leur productivité. Certaines petites entreprises bénéficient ainsi d'assistance technique, et peuvent envoyer leurs travailleurs en stage dans les grandes entreprises.

Celles qui sont indépendantes ont intérêt à se grouper. Le gouvernement encourage d'ailleurs les associations destinées à la promotion technique du personnel, en prenant à sa charge une partie des frais de formation, à concurrence de 50 % de ceux-ci.

3. — *Les salaires payés dans les petites entreprises sont très bas :*

Au Japon, le niveau des salaires est fonction de la taille de l'entreprise. La corrélation est presque parfaite. Elle apparaît dans les statistiques établies en 1958 par le ministère du Travail. Soit 100 le salaire brut mensuel payé par les entreprises ayant plus de 500 ouvriers, les salariés appartenant à des firmes de 100 à 500 ouvriers gagnaient seulement 70. Ceux travaillant dans des entreprises ayant entre 30 et 100 ouvriers gagnaient 55. Dans les petites unités de production, ayant moins de 30 ouvriers, le salaire brut mensuel moyen ne représentait que 43 % de celui versé dans les entreprises ayant plus de 500 ouvriers.

TABLEAU 31. — *Salaires payés selon la taille de l'entreprise*
Industries de transformation

(Base 100 : salaires payés dans les entreprises
 ayant 500 ouvriers ou plus)

Année	Salaire brut mensuel moyen			
	Plus de 500	100-499	30-99	5-29
1951.....	100	79,5	61,7	
1952.....	—	79,1	58,8	
1953.....	—	79,3	59,8	
1954.....	—	77,6	58,8	
1955.....	—	74,3	56,1	
1956.....	—	72,1	56,0	
1957.....	—	70,8	56,0	(42,9) (1)
1958.....	—	69,7	54,7	43,6
1959.....	—	69,6	56,1	

(1) Les enquêtes sur les entreprises ayant de 5 à 29 salariés n'ont été effectuées qu'à partir de juillet 1957. Le chiffre entre parenthèses représente une moyenne sur juillet-décembre.
 Source : ministère du Travail. Enquêtes mensuelles sur les salaires et l'emploi.

La raison essentielle de ces écarts de salaires semble tenir au très faible capital dont disposent les petites et moyennes entreprises. Occupant environ 70 % de la main-d'œuvre, elles ne disposent que de 30 % du capital accumulé au Japon (1).

Le manque de capital empêche les petites entreprises d'acheter un équipement moderne. La vétusté et l'insuffisance de l'équipement retentissent à leur tour sur la productivité du travailleur. A qualification égale, un travailleur sera deux ou trois fois plus productif selon qu'il utilise un équipement moderne ou qu'il réalise la plupart des opérations à la main. L'insuffisance du capital réduit donc la productivité, qui détermine largement le salaire.

Les connaissances techniques des travailleurs des petites et moyennes entreprises sont souvent insuffisantes. Ces firmes engagent

(1) D'après les calculs du « National Tax Office » en 1956, les entreprises ayant un capital inférieur à 10 millions de yens (140 000 NF) possédaient 29,7 % du capital total.

le plus souvent des travailleurs sans connaissances techniques avancées, et ne peuvent ensuite les envoyer en stage ou en apprentissage. Ceux-ci n'acquièrent que rarement des pratiques rationnelles de travail, et plus souvent copient sur leurs aînés des méthodes surannées.

Le patron de la petite ou moyenne entreprise est rarement capable d'assurer parfaitement toutes les tâches qui lui incombent. Les questions d'administration et de comptabilité prennent une grande partie de son temps, car il est rarement assisté d'employés. Il lui faut, de plus, s'occuper de l'écoulement de ses produits sur le marché, de telle sorte qu'il ne lui reste que peu de temps pour se consacrer à la production elle-même.

La différence de productivité entre les petites entreprises et les grandes est énorme. Cependant le salaire n'est pas uniquement fonction de la productivité. C'est fort heureux, car l'écart de productivité est souvent supérieur à l'écart de salaire : ainsi, d'après le recensement des industries de 1952, si le montant de la valeur ajoutée par le travailleur d'une entreprise de plus de 1 000 ouvriers est 100, le même montant n'est plus égal qu'à 36 dans les firmes ayant moins de 20 salariés. Le même type de calculs, faits en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, indique un pourcentage plus favorable, de 90 et 89 respectivement.

Le salaire dépend aussi de la puissance des forces en présence. Malheureusement, les travailleurs des petites et moyennes entreprises sont très faiblement organisés.

4. — *Les salariés des petites entreprises ne sont pas syndiqués.*

Nous avons examiné dans la partie consacrée à la structure de l'emploi dans les grandes entreprises, le développement du syndicalisme japonais dans la période d'après-guerre. Nous avons vu qu'il était le fait d'une classe privilégiée de travailleurs. Or, l'organisation en syndicats d'entreprise est extrêmement préjudiciable à la formation d'unions syndicales dans les petites et moyennes entreprises. On imagine mal un syndicat groupant seulement une dizaine ou une quinzaine d'ouvriers. Il faudrait donc que les travailleurs d'entreprises similaires s'unissent pour former des syndicats suffisamment puissants. Ceci ne s'est pas encore produit, et il est probable que cela prendra longtemps puisqu'aucun encouragement ne semble venir de la part des travailleurs déjà syndiqués qui vivent un peu à l'écart, « emmitoufflés » dans leur situation privilégiée.

D'ailleurs, aussi longtemps que des relations semi-familiales extrêmement fortes existeront à l'intérieur de la petite entreprise entre employeur et salariés, on ne peut guère envisager l'arrivée d'une

ère de syndicalisme. Les relations de type familial ne forment pas le cadre idéal où puissent se révéler de puissants caractères de leaders syndicalistes.

Les travailleurs des petites et moyennes entreprises sont aussi très vulnérables. Etant donné leur faible spécialisation technique, ils peuvent être facilement remplacés. Or, la présence de millions de travailleurs sous-employés (1), et la venue sur le marché du travail de millions d'autres créent une menace constante pour les salariés qui ont un emploi et les dissuadent de revendiquer avec trop d'insistance des augmentations de salaires.

Les salariés des petites et moyennes entreprises sont enfin défavorisés vis-à-vis des travailleurs des grandes firmes, parce que l'augmentation des salaires ne se fait pas à l'âge comme dans ces dernières. Le salarié d'une petite entreprise peut rester très longtemps dans la même maison sans que son salaire soit augmenté, puisque son patron en décide unilatéralement.

5. — *Peu de petites entreprises sont véritablement indépendantes.*

Pour être parfaitement indépendant, un entrepreneur doit posséder le capital de la firme qu'il dirige, acheter directement les matières premières et être en contact avec le marché. Le capital des grandes entreprises appartient souvent à un grand nombre d'actionnaires, mais l'atomicité même des co-propriétaires ne nuit pas à l'indépendance de l'entreprise. Cette indépendance est mise en danger lorsque c'est une autre entreprise client ou fournisseur, qui détient une large partie du capital. L'entrepreneur est alors lié à ce fournisseur ou cet acheteur, et perd sa liberté d'action.

Les entreprises ayant un capital inférieur à 10 millions (140 000 NF) de yens ne possèdent en propre qu'une partie infime du capital grâce auquel elles opèrent. Les façonniers et les sous-traitants, nombreux parmi les petites entreprises, sont à cet égard particulièrement dépendants.

Dépendent du capitalisme commercial :

Les façonniers, soit domestiques, soit industriels. Les façonniers domestiques travaillent à domicile et fabriquent des objets tels que fleurs artificielles, jouets, laque et porcelaine. Il s'agit de travail individuel, fait sans l'aide de machines. Les façonniers industriels travaillent dans des ateliers : le travail n'est plus seulement familial. Le plus souvent, il y a des ouvriers et le patron ne travaille pas

(1) Cf. *infra*, p. 143

manuellement, mais dirige le travail de ses ouvriers. Là, le travail est plus régulier, à temps complet. On fabrique des vêtements, des meubles, on canne des chaises. Façonniers domestiques et industriels dépendent du capitalisme commercial sous trois aspects : ils ne possèdent pas de capital, ils ne connaissent pas les fournisseurs de matières premières, ils n'ont pas accès aux débouchés. Peu d'entre eux ont acquis leur indépendance financière après la guerre.

Les sous-traitants dépendent du capitalisme industriel. Ils travaillent avec les grandes entreprises suivant les normes de contrats unilatéraux dans lesquels les conditions de quantités, de prix, de date de livraison, de type de fabrication sont imposées par le bailleur d'œuvre. Les sous-traitants ont, le plus souvent, accès aux matières premières. Mais il leur manque l'accès aux débouchés, ce qui les oblige à sous-traiter. Les sous-traitants sont particulièrement nombreux dans les activités suivantes : cycles, moteurs, construction automobile, construction navale, équipement électrique, industries du tissage.

Les avantages que le bailleur d'œuvre, grande entreprise moderne peut avoir à utiliser les services d'un sous-traitant sont les suivants :

— Dans la mesure où la grande entreprise ne peut pas réaliser toutes les opérations de production, elle peut confier un des stades de la production à un sous-traitant : l'activité de ce dernier est donc souvent *complémentaire* de celle de l'entreprise.

— La présence de sous-traitants permet aux grandes entreprises de réaliser des *économies*. Economies sur le prix des matières premières, dans la mesure où l'acquisition de grandes quantités permet un abaissement du prix d'achat, économies sur le prix de la main-d'œuvre, car l'absence d'organisations syndicales dans les petites et moyennes entreprises permet un niveau inférieur des salaires ; économie aussi, en ce sens que les frais fixes de l'entreprise seront d'autant moins importants qu'elle se déchargera sur les sous-traitants d'une partie des opérations de production.

— L'avantage essentiel semble, cependant, tenir à la *souplesse* de mouvement que la présence de sous-traitants apporte aux grandes entreprises. Ayant le monopole du marché, la grande compagnie maintient le sous-traitant dans une situation de dépendance. Dans la mesure où l'activité du sous-traitant n'est pas uniquement complémentaire, mais aussi supplémentaire, c'est celui-ci qui fera les frais de dépression. La grande entreprise pourra aussi imposer ses prix aux sous-traitants, en exiger des crédits très étendus, etc. puisqu'elle peut exercer contre eux des représailles en les menaçant de leur retirer ses commandes.

A cet égard, les petites entreprises jouent vis-à-vis des grandes un rôle assez analogue à celui des travailleurs temporaires. Ils sont très utiles en période d'expansion, car ils sont toujours prêts à travailler pour un salaire comparable à celui des autres travailleurs. Comme aucun engagement n'est pris vis-à-vis d'eux, on peut cesser de faire appel à leurs services lorsque le « coup de feu » est passé.

La faiblesse essentielle des petites entreprises réside dans leur manque de spécialisation. La productivité des travailleurs ne peut s'élever que grâce à la mécanisation. L'ouvrier même très qualifié produit forcément moins, s'il n'utilise pas une machine. Or la mécanisation se révèle impossible quand la production est trop variée. Les sous-traitants qui exercent *une activité complémentaire* de celle du bailleur d'œuvre peuvent se spécialiser dans une production donnée. Ainsi, une petite entreprise fabricant des pièces détachées d'automobile peut utiliser des machines aussi modernes que le fabricant de la carrosserie. Mais le sous-traitant qui exerce *une activité supplémentaire* fabrique des produits très variés, selon la nature des commandes qu'il reçoit. Il ne peut donc utiliser que des machines très simples et accomplir le reste des opérations à la main.

La faible productivité et le sous-emploi sont les séquelles du manque de spécialisation. La mécanisation des petites et moyennes entreprises se fera beaucoup plus aisément le jour où elles seront directement en contact avec le marché et se spécialiseront dans une gamme de production restreinte.

§ 2. — TRAVAILLEURS AGRICOLES

Avec 15 millions de travailleurs, l'agriculture emploie 35 % de la population active. L'agriculture compte très peu de salariés, moins de 500 000 au total. Un tiers des travailleurs sont des petits exploitants agricoles, et deux tiers des travailleurs familiaux. Depuis 1920, le nombre des travailleurs agricoles est resté sensiblement constant. Ainsi, pendant quarante ans, l'exode rural a exactement compensé l'accroissement naturel de la population rurale. Ce flux de travailleurs ruraux vers les villes a été important, car la fécondité est beaucoup plus élevée à la campagne que dans les villes (1).

Le relief montagneux et tourmenté de l'archipel nippon ne laisse que peu de place aux terres cultivables, en tout 17 % de la superficie totale. La densité agricole du Japon est la plus élevée au monde ; chaque

(1) Cf. *supra*, p. 51.

travailleur n'a donc qu'une toute petite parcelle de terrain à cultiver. En 1956, sur 6 780 000 familles agricoles, 4 380 000 cultivaient moins d'un hectare de terrain, et 2 400 000 familles moins d'un demi hectare.

La mécanisation est difficile, parce que les exploitations agricoles sont de taille réduite. La réforme agraire de 1947 a morcelé les grandes exploitations agricoles, qui auraient pu le plus facilement se mécaniser. Par ailleurs, la culture au Japon est de type intensif, et beaucoup d'opérations doivent être faites à la main. Les tracteurs ne peuvent être utilisés dans les rizières que pendant certaines périodes de l'année. La sélection des plants de riz ne permet pas non plus la mécanisation.

D'ailleurs, les machines n'accroîtraient pas les rendements, parce que toute la terre cultivable ne peut pas être cultivée avec des machines, et surtout parce que la culture pratiquée au Japon, presque analogue à du jardinage, permet des rendements beaucoup plus élevés que la culture extensive mécanisée. C'est l'emploi intensif du facteur humain qui permet au Japon d'obtenir les rendements par hectare les plus élevés du monde.

Cependant, le facteur capital, qui récemment encore était négligeable dans l'agriculture, prend une place grandissante. Les Japonais se sont en effet aperçus que l'installation de serres permettait une germination plus rapide des plants de riz. Par ailleurs, certaines communes rurales ont entrepris de regrouper les terrains éparpillés et de supprimer les clôtures entre champs contigus, ce qui permet l'utilisation de tracteurs pour une partie des opérations agricoles, lorsque les rizières ne sont pas submergées (1).

En 1958, le nombre de tracteurs a atteint 200 000 unités, contre 13 000 seulement en 1950. Le nombre de moteurs s'est aussi accru considérablement, atteignant 2,5 millions, dont 1 million de moteurs électriques, 1,3 million de moteurs à essence, et 200 000 moteurs diesel.

Enfin, l'emploi croissant d'engrais chimiques au détriment des engrais naturels diminue le travail de fumure du sol, et requiert moins de main-d'œuvre.

L'utilisation plus intense du facteur capital et la mécanisation croissante devraient logiquement évincer une partie de la main-d'œuvre agricole. La mécanisation accroît l'emploi à l'échelle nationale, en permettant la création ou le développement d'industries de transformation, mais le réduit dans le seul domaine de l'agriculture.

(1) D'après « *Agriculture, Forestry and Fisheries Productivity Conference* », Tokio, 1959.

Depuis quelques années, l'exode rural dépasse légèrement l'accroissement naturel. De 1951 à 1958, la population active agricole a, en effet, baissé de 16 170 000 personnes à 15 480 000 (1). Mais il semble que le mouvement soit surtout qualitatif.

Des jeunes quittent les communes rurales pour aller travailler dans les villes. Par contre, beaucoup de vieux travailleurs qui ont atteint l'âge de la retraite dans des entreprises industrielles ou commerciales retournent vivre à la campagne et aident aux travaux de la ferme. Les vieux remplacent donc les jeunes.

Alors que le pourcentage de la population active occupé dans l'agriculture est de 32,1 % pour les travailleurs âgés de 15 à 64 ans, il est de 69 % pour les travailleurs de plus de 65 ans.

Ceci tient à une attitude traditionnelle au Japon. Au début de l'industrialisation, les paysans s'employaient temporairement dans les usines pendant les périodes creuses; de même, les filles travaillaient en usine pour quelques années, et revenaient ensuite se marier dans leur village. La campagne a continué à constituer le refuge des sans-emploi. D'ailleurs, beaucoup travaillent le jour dans une grande ville et rentrent à la campagne dans leur famille le soir ou en fin de semaine. Il ne faut pas oublier qu'il y a moins d'un siècle, le Japon était encore uniquement agricole, et que beaucoup de travailleurs urbains ont encore leur proche famille à la campagne.

§ 3. — TRAVAILLEURS DU SECTEUR TERTIAIRE

Le Japon est le pays du service. Le bon marché de la main-d'œuvre a entraîné le maintien de nombreuses professions, aujourd'hui disparues dans les pays industrialisés. C'est ainsi qu'on trouve une prolifération de cireurs de chaussures, de garçons d'ascenseurs, de plantons, de coursiers. Ils travaillent pour des salaires très faibles, en attendant de trouver un emploi plus conforme à leur compétence. D'assez nombreux diplômés de l'université — des littéraires — sont ainsi obligés d'accepter un travail manuel.

Dans les grandes entreprises commerciales, on trouve un grand nombre de travailleurs marginaux. L'entreprise les garde seulement parce qu'elle ne leur verse qu'un salaire dérisoire. Et les employés continuent à y travailler, parce qu'ils ne parviennent pas à trouver un meilleur emploi.

C'est tout naturellement vers les services et la distribution que se dirige l'excédent de travailleurs. Une entreprise industrielle ne peut pas espérer accroître sa production si elle embauche de nouveaux travailleurs pour lesquels elle ne possède pas de machines.

(1) Cf. tableau p. 116.

Par contre, le commerçant peut toujours attendre un supplément de chiffre d'affaires s'il emploie de nouveaux vendeurs ou de nouveaux démarcheurs. La profusion de services ne correspond pas à une exigence de la clientèle. Elle est plutôt un argument de vente bien meilleur marché que la publicité.

L'augmentation des travailleurs du secteur tertiaire apparaît dans le tableau ci-dessous. Depuis 1920, la population agricole est restée sensiblement constante, mais sa part dans la population active a diminué en raison de l'accroissement de celle-ci. Le pourcentage de la population active occupée dans le secteur secondaire n'a pas encore rejoint le niveau de l'immédiate avant-guerre.

TABLEAU 32. — *Répartition de la population active selon les secteurs d'activité*

Secteur	1920	1930	1940	1951	1955	1959
Primaire.....	53,2	49,4	44,0	46,8	43,4	37,9
Secondaire.....	20,7	20,4	26,1	22,4	23,1	25,2
Tertiaire.....	25,5	30,2	29,9	20,8	33,4	36,8

Source : 1920, 1930, 1940 : recensements de population. 1951, 1955, 1959 : enquêtes faites par le ministère du Travail.

Par contre, le secteur tertiaire absorbe de plus en plus de travailleurs. Depuis 1920, la progression est à peu près constante. Rien n'indique qu'un changement doive se produire.

Le gonflement du secteur tertiaire est un signe peu encourageant, car il indique une mauvaise évolution des structures. Le secteur tertiaire ne devrait pas se développer plus vite que le secteur secondaire. L'importance croissante de ce secteur implique soit une augmentation du coût de distribution, si les salaires payés sont comparables à ceux de l'industrie, soit le maintien de très bas salaires, si le coût de la distribution reste constant, mais que le nombre de personnes employées va croissant.

Un certain pourcentage des travailleurs industriels des petites entreprises, des travailleurs agricoles et des employés du secteur tertiaire ont des conditions d'emploi défavorables, soit que leur nombre d'heures hebdomadaire d'emploi soit insuffisant, soit que leur productivité soit très faible. Très peu d'entre eux sont chômeurs déclarés, mais beaucoup sont des « sous-employés », dont il convient d'améliorer la situation.

*Section III***LE CHOMAGE ET LE SOUS-EMPLOI**

Il n'y a que les pays socialistes où le chômage n'existe pas. Dans toutes les économies de type capitaliste, il existe, même en période d'expansion, un certain pourcentage de gens sans emploi. Ce chômage — dit frictionnel — est généralement de l'ordre de 3 % de la population activement employée. On ne commence normalement à s'inquiéter que lorsque ce chômage atteint, pendant une période assez longue, un pourcentage supérieur à ce taux.

Les problèmes de chômage sont étudiés dans les pays occidentaux en relation avec les fluctuations cycliques de l'économie. Le niveau de l'emploi y est suivi de près, en tant qu'indice de l'étendue de la récession ou de la vitesse de la reprise. On considère qu'en période d'expansion, le plein emploi — sous réserve du chômage frictionnel — doit être atteint.

**§ 1. — LE NIVEAU D'EMPLOI EST PEU SENSIBLE
AUX FLUCTUATIONS ECONOMIQUES (1)**

Le Japon, pays d'économie capitaliste et pays largement ouvert aux fluctuations économiques mondiales de par l'importance de son commerce extérieur, diffère des autres pays occidentaux en ce sens que la répercussion des fluctuations économiques sur le niveau d'emploi est beaucoup plus faible que dans les autres pays. Ceci tient à la structure de l'emploi au Japon. Traditionnellement, les entreprises n'ont pas pratiqué les licenciements de personnel. Il faut qu'une firme soit acculée à la faillite pour qu'elle renvoie son personnel. Il arrive fréquemment que, pendant les périodes de dépression, des entreprises renvoient une partie de leur personnel chez eux, parce qu'elles n'ont pas de travail à leur donner, en leur versant un salaire au moins égal au montant de l'allocation chômage et en leur donnant l'assurance de les réemployer dès que la reprise se sera effectuée. A cet égard, la comparaison du pourcentage des chômeurs au Japon et dans les autres pays industrialisés au creux de la dépression de 1930, montre que les effets ont été beaucoup moins durement ressentis au Japon qu'ailleurs en ce qui concerne le niveau d'emploi.

(1) *Employment structure and Business Fluctuations*, Economic Bulletin, n° 2, juillet 1959. Economic Research Institute Economic Planning Agency. Japanese Government.

TABLEAU 33. — *Chômage dans divers pays en 1932*

% de chômeurs		Sources
Allemagne.....	30,1	Employment exchange Statistics.
Australie.....	29,1	Trade Union Statistics.
Canada.....	26	Estimate.
Hollande.....	25,3	Unemployment Insurance Statistics.
Etats-Unis.....	23,6	Sample Surveys.
Grande-Bretagne.....	22,1	Employment Exchange Statistics. Unemployment Insurance Statistics.
Suisse.....	21,3	
Japon.....	6,8	Employment Exchange Statistics. Estimate.

En 1932, tous les pays avaient plus de 20 % de chômeurs déclarés, alors que le Japon en comptait moins de 7 %.

La même situation existe encore aujourd'hui. Lors des dernières récessions telle que celle de 1958, le nombre des chômeurs au Japon a été faible en comparaison du nombre des chômeurs dans les autres pays d'une part, et eu égard à l'ampleur de la récession telle que mesurée par le ralentissement du taux de croissance d'autre part. Ainsi, le taux de chômage (nombre total de chômeurs divisé par la population active) a augmenté aux Etats-Unis de 3,78 % en août 1957 à 7,72 % en juin 1958, reflétant bien l'abaissement du niveau de production. Au contraire, au Japon, le taux de chômage varia très faiblement entre un minimum de 1 % en janvier 1957 et un maximum de 1,3 % en juillet 1958 (février et mars ont été exceptés, car le nombre de ceux qui cherchent un emploi augmente alors considérablement en raison de la venue sur le marché du travail des nouveaux diplômés).

Le niveau d'emploi est donc peu sensible aux fluctuations économiques.

En fait, il existe deux tampons qui expliquent en partie les faibles variations du taux de chômage : il s'agit, d'une part, de la population rurale qui retourne à la campagne en période de dépression et, d'autre part, de la main-d'œuvre féminine qui se loue sur le marché du travail en période d'expansion. Ces deux groupes de travailleurs ne deviennent pas des chômeurs déclarés en période de récession ; ils rentrent chez eux.

TABLEAU 34. — *Population active et chômage au Japon*
(en 10³ travailleurs)

Années	Population active	Nombre de salariés	Nombre de chômeurs	% par rapport à la population active	% par rapport à la population salariée
1951.....	36 220	13 700	390	1,1	2,8
1952.....	37 290	14 210	470	1,3	3,3
1953.....	39 480	14 940	450	1,1	3,0
1954.....	39 980	15 400	590	1,5	3,8
1955.....	41 310	16 100	680	1,6	4,2
1956.....	41 720	17 410	630	1,5	3,6
1957.....	42 840	18 770	520	1,2	2,8
1958.....	43 120	19 730	560	1,3	2,8

Source : calculé d'après enquêtes mensuelles du ministère du Travail.

§ 2. — RARETE DU CHOMAGE FRICTIONNEL

En raison de l'engagement à vie du salarié dans la firme qui l'emploie, et parce que les entreprises ne renvoient des membres de leur personnel que pour des raisons extrêmement graves, la main-d'œuvre est très peu mobile au Japon. Il y a donc un très faible nombre de gens qui changent d'emploi. Autrement dit, le chômage frictionnel est, sinon négligeable, du moins largement inférieur au niveau atteint dans les autres pays. Ainsi, en 1950 (1), sur 734 000 chômeurs déclarés, 489 000 étaient des nouveaux venus sur le marché du travail. Seulement 179 000 étaient des salariés cherchant un nouvel emploi.

Il est donc normal que les statistiques du chômage fassent apparaître un nombre très faible de sans-emploi. Le tableau ci-dessus indique le nombre de chômeurs, le pourcentage de chômeurs par rapport à la population active et au nombre de salariés.

Il faut accorder peu de valeur au pourcentage obtenu en divisant le nombre de chômeurs (qui comprend presque uniquement des salariés) par la population active totale (qui comprend les exploitants individuels, les travailleurs familiaux, les propriétaires et les membres des professions libérales). La différence de la structure de l'emploi

(1) Selon une enquête faite par le Bureau des Statistiques du ministère du Travail : enquête au 1/100. Tokyo 1950.

entre le Japon et les Etats-Unis, par exemple, fait qu'au Japon le grand nombre de travailleurs familiaux et d'exploitants individuels réduisent considérablement ce pourcentage.

Toutefois, même en calculant le taux de chômage en divisant le nombre de chômeurs par le nombre de salariés, on arrive seulement à 2,9 % en juillet 1958, au creux de la dépression. Nous sommes encore au-dessous de ce qu'on considère, généralement, comme la limite supérieure tolérable du chômage frictionnel.

Les chiffres ci-dessus indiquent que le nombre de chômeurs n'a rien d'inquiétant et que, au contraire, le Japon semble particulièrement favorisé dans le domaine de l'emploi. Par contre, les données démographiques semblent faire peser une menace sans cesse plus lourde sur le marché du travail. On craint que l'économie japonaise ne soit pas en mesure d'absorber le supplément de travailleurs qui vont se déverser sur le marché du travail dans les années à venir. A cet égard, le fait que, dans les années précédentes, un pourcentage important des nouveaux diplômés n'ait pas pu trouver une situation et ait dû s'inscrire au chômage, est assez inquiétant.

§ 3. — LE SOUS-EMPLOI

Il faut donc examiner si l'économie japonaise n'est pas, à l'heure actuelle, saturée de main-d'œuvre en fonction des matières premières, des biens de capital et d'équipement dont elle dispose, et pourquoi une large partie de sa population active est employée dans des conditions de faible productivité et de bas salaires.

Il semble que cette situation tienne au dualisme de l'économie japonaise : une partie de celle-ci s'est développée depuis l'ère de Meiji suivant les normes des économies industrielles occidentales : investissements considérables en machines et en techniques, recherche de hauts rendements, désir d'être compétitifs sur les marchés internationaux. L'autre partie de l'économie, elle, n'a pas subi cette évolution et a peu changé au cours du siècle dernier : elle est encore, si l'on veut, assez proche de par sa structure, de celle des autres pays sous-développés d'Asie. Le développement a été trop rapide pour englober toute l'économie et le phénomène normal d'osmose ne s'est pas produit : les secteurs pilotes n'ont pas pu entraîner à leur suite les secteurs arriérés.

Cette économie dualiste a créé deux types distincts de travailleurs : les travailleurs des entreprises modernes dont les salaires sont comparables à ceux perçus dans les pays occidentaux industrialisés et les travailleurs des secteurs arriérés dont les revenus sont comparables

à ceux perçus dans les pays sous-développés. Ce sont les plus défavorisés dans cette dernière catégorie de salariés que l'on nomme « sous-employés chroniques ». Cette appellation n'existerait pas si le Japon était un pays entièrement sous-développé avec un niveau de vie unanimement bas.

Tout ceci ramène donc à une question de productivité et de niveau de vie. Les économistes occidentaux considèrent qu'un niveau d'emploi satisfaisant correspond, normalement, à un niveau de vie acceptable. Ceci est vrai d'un pays comme les Etats-Unis où la productivité par tête est relativement élevée. Mais rien n'empêche une situation de plein emploi (considérons même que chaque membre de la population active est employé au maximum de ses compétences 45 heures par semaine) et une très grande pauvreté. Ceci peut facilement se produire dans un pays comme le Japon où le facteur travail est abondant, comparé aux faibles ressources en capital et en richesses naturelles, et où la productivité est, de ce fait, très faible.

Le chômage chronique n'existe au Japon que parce que celui qui ne trouve pas d'emploi dans le secteur moderne se perd dans le secteur pré-moderne. Dans les autres pays avancés, celui qui ne trouve pas de travail comme contremaître en trouvera comme ouvrier ou comme manœuvre. Sinon, il sera chômeur déclaré. Au Japon, il ne sera pas chômeur déclaré parce qu'il trouvera toujours une entreprise archaïque ou un artisan pour lui donner quelque travail en échange de son logement et de sa nourriture. Le vaste secteur pré-moderne constitue donc un refuge pour les travailleurs excédentaires.

Critères du sous-emploi.

Il semble que le seul critère valable du sous-emploi consisterait à examiner la valeur de la production par secteur, comparée au nombre d'heures de travail dans ces secteurs (c'est-à-dire la population activement employée par secteur multipliée par la moyenne hebdomadaire d'heures de travail dans ce secteur). On arriverait ainsi à déterminer la productivité dans chaque secteur et à localiser les sous-employés dans certaines branches retardataires. Une fois que l'on saurait exactement où se cachent ces chômeurs déguisés (1) et ces sous-employés involontaires, il serait possible de faire porter sur leurs secteurs les efforts de modernisation s'il existe une demande suffisante pour leur production, soit de les reclasser et de les canaliser vers d'autres activités dont la production fait l'objet d'une forte demande.

(1) Par chômeurs déguisés, nous entendons les travailleurs agricoles non salariés dont la productivité marginale est égale à zéro. Cf. R. NURKSE, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*.

Une telle étude déborde largement le cadre de ce travail, car elle exigerait un examen minutieux de la productivité, secteur par secteur, avec référence à la productivité de la branche correspondante dans les autres pays industrialisés.

Il nous est cependant possible de mesurer l'étendue du sous-emploi en tentant de calculer le nombre total de travailleurs insuffisamment rémunérés.

De nombreux critères du sous-emploi ont jusqu'ici été utilisés au Japon. Nous en retiendrons deux, qui semblent côtoyer au plus près la réalité (1).

1. D'après le revenu, la durée du travail hebdomadaire et selon les réponses faites lors d'enquêtes (2).

Un premier critère, retenu par le Comité de Lutte contre le Chômage, fait intervenir le revenu d'une part, et le désir de changer d'emploi malgré un nombre d'heures de travail hebdomadaire élevé, d'autre part.

Sont sous-employés les travailleurs ayant :

- Un revenu annuel inférieur à 25 000 yens (350 NF) pour les entrepreneurs individuels et les travailleurs familiaux;
- Un salaire mensuel inférieur à 3 000 yens (42 NF) pour les salariés ayant moins de 20 ans;
- Un salaire mensuel inférieur à 4 000 yens (56 NF) par mois pour les salariés ayant plus de 20 ans.

Sont aussi sous-employés les salariés qui travaillent plus de 59 heures par semaine et qui, indépendamment de leur revenu, désirent travailler plus longtemps ou changer d'emploi.

En 1952, une estimation selon ce critère du nombre de travailleurs sous-employés indiquait environ 7 millions de travailleurs. D'après les chiffres qui apparaissent dans le tableau ci-dessous, le critère du revenu était essentiel, puisque l'insuffisance de leur revenu valait à près des 7 millions de travailleurs la qualité de sous-employés.

On peut compléter ce chiffre en y ajoutant d'une part le nombre de ceux qui, malgré leur désir de travailler plus longtemps, ne parviennent pas à obtenir plus de 35 heures d'emploi hebdomadaire,

(1) I. TSURUOKA : *The three Types of Measurement of Underemployment in Japan*, Tokyo, mars 1959.

(2) Unemployment Countermeasure Council : ce comité est un organisme consultatif travaillant en collaboration avec les services d'étude du Bureau du Premier Ministre.

et, d'autre part, le nombre de ceux qui travaillent plus de 70 heures par semaine. Ces derniers ne travaillent en général si longtemps que pour compenser par un très grand nombre d'heures leur faible salaire horaire. Parmi ceux travaillant moins de 35 heures par semaine, les étudiants et les ménagères qui n'ont qu'un emploi partiel ont été exclus.

TABLEAU 35. — *Nombre de travailleurs dans une situation de sous-emploi, selon les critères retenus par le Comité de Lutte contre le Chômage*

	Total	Travail. fam. non payés et entrepre- neurs indivi- duels	Salariés
Population active.....	36 100		
— Chômeurs.....	540		
— Ont un travail.....	35 560	21 970	13 690
1) Dans une situation de plein emploi.....	23 290	11 820	11 470
2) Dans une situation de sous-emploi.....	6 960	5 140	1 820
Revenu inférieur au minimum.....	6 810	5 140	1 670
Dissatisfaction malgré plus de 59 h d'emploi...	150	—	150
Source : Département des Statistiques, bureau du Premier ministre. Enquête spéciale sur la population active, mars 1952.			

On arrive, là aussi, à un total proche de 7 millions. Malheureusement, on ne peut pas savoir quel est le nombre exact des travailleurs qui répondent à la fois au critère de faible revenu et à celui d'un travail hebdomadaire anormalement court ou long. Ce nombre est probablement très élevé et ramène le chiffre total des sous-employés à moins de 10 millions.

Ce critère est assez imprécis, car on ne peut savoir le nombre total de sous-employés. Il a l'inconvénient de confondre revenu et productivité. Or, le salaire n'est jamais directement fonction de la productivité du travailleur.

TABLEAU 36. — Répartition des travailleurs selon la durée du travail hebdomadaire en fonction de leur occupation et de leur statut (en 10³ travailleurs)

Occupation et Statut	Moins de 35 heures /semaine	Plus de 70 h /sem.
<i>Agriculture</i>	2 160 (62,4 %)	670 (19,2 %)
— Employeurs.....	740	280
— Travailleurs familiaux non rémunérés....	1 400	370
— Salariés.....	20	20
<i>Autres activités</i> (mines, ind. com.).....	1 300 (37,6 %)	2 820 (80,8 %)
Employeurs.....	580	1 140
Travailleurs familiaux non rémunérés.....	370	710
Salariés.....	350	970
TOTAL.....	3 460 (100 %)	3 490 (100 %)
Source : enquête spéciale sur la population active. Ministère du Travail (mars 1955).		

2. D'après des revenus standards fixés par catégorie de travailleurs (1).

Cette méthode d'estimation ne fait plus appel à l'appréciation par les travailleurs eux-mêmes de la qualité de leur emploi. Seul le critère du revenu est ici retenu. Il l'est, cependant, d'une manière particulièrement bien adaptée à la structure de l'emploi au Japon.

Tout d'abord, une distinction est faite entre :

- Travailleurs familiaux et exploitants individuels dans l'agriculture,
- Travailleurs familiaux et entrepreneurs individuels non agricoles,
- Salariés de toutes activités.

Parmi les travailleurs familiaux et les exploitants individuels dans l'agriculture, sont considérées comme sous-employés :

— Ceux qui, travaillant d'une façon permanente dans une exploitation de moins de 1 hectare, ont un revenu annuel inférieur à 200 000 yens (2 800 NF) ;

— Ceux dont la famille, en particulier l'héritier, doit chercher du travail en dehors de la ferme.

(1) Critère retenu par le Comité de l'Emploi (Employment Council), organisme consultatif qui a succédé au Comité de Lutte contre le Chômage (Unemployment Countermeasure Council).

Parmi les travailleurs familiaux et les entrepreneurs individuels non agricoles, sont sous-employés :

— Les travailleurs familiaux non rémunérés, lorsque le revenu du chef de famille est inférieur à 200 000 yens par an (2 800 NF) ;

— Les entrepreneurs individuels ayant un revenu annuel inférieur à 140 000 yens (1 960 NF).

Parmi les salariés, sont sous-employés ceux dont le salaire mensuel est inférieur aux standards suivants, établis en fonction de l'âge et du sexe du travailleur :

TABLEAU 37. — *Salaires standards minimaux définis par le Comité de l'Emploi (en Yens)*

Age	Salariés masculins	Salariés féminins
14-19.....	6 000 = (84 N F)	6 000 = (84 N F)
20-29.....	10 000 = (140 N F)	8 000 = (112 N F)
30-39.....	16 000 = (224 N F)	8 000 = (112 N F)
40-49.....	20 000 = (280 N F)	10 000 = (140 N F)
50-64.....	16 000 = (224 N F)	8 000 = (112 N F)
65 et plus....	6 000 = (84 N F)	6 000 = (84 N F)

Source : Comité de l'Emploi, mars 1959.

Cette méthode d'estimation du nombre de sous-employés a l'avantage de tenir compte des conditions d'emploi et de rémunération particulières à l'économie japonaise. Elle prend en considération l'augmentation des salaires proportionnellement à l'âge qui est, nous l'avons vu, une des caractéristiques du mode de rémunération au Japon. Elle permet aussi d'intégrer les travailleurs familiaux non rémunérés et les exploitants individuels.

Le tableau ci-dessous montre quel était en 1958, selon cet ensemble de critères, le nombre total de travailleurs sous-employés dans l'économie japonaise.

Selon ces critères, le nombre total de sous-employés était, en 1958, d'environ dix millions et demi, c'est-à-dire près du quart de la population active.

TABLEAU 38. — *Nombre de travailleurs dans une situation de sous-emploi, selon les critères retenus par le Comité de l'Emploi (en 10³ travailleurs)*

Nature de l'emploi	Nombre total de travailleurs	Sous-employés
1 — Travailleurs familiaux et exploitants individuels dans l'agriculture et la sylviculture	16 250	1 550
2 — Travailleurs familiaux et entrepreneurs individuels non agricoles.	8 800	2 160
3 — Salariés de toutes activités.	18 940	6 940
TOTAL.....	43 990	10 650

Source : ministère de l'Agriculture et des Forêts, enquête sur l'économie rurale en 1957. Département des Statistiques, bureau du Premier ministre, enquête spéciale sur la population active, en mars 1958.

Ici encore, le critère est imparfait, parce qu'on n'arrive pas à une évaluation de la productivité par secteur. Considérer uniquement le revenu implique une certaine confusion entre les notions de faible productivité et de pauvreté. Il resterait donc à déterminer quelle est la part de ces travailleurs défavorisés dans la production totale.

La présence de ces travailleurs sous-employés signifie que le capital accumulé dans l'économie japonaise ne garantit pas à toute la population active une forte productivité. S'agit-il d'un véritable sous-emploi démographique dû à l'impossibilité de compenser l'augmentation de la population active par un accroissement des biens de production ? Ou bien s'agit-il d'une mauvaise répartition des ressources en capital qui délaissent certaines activités larges consommatrices de main-d'œuvre au profit d'activités à forte concentration de capital ?

Il semble que les deux facteurs contribuent à creuser l'énorme fossé entre les travailleurs ayant une condition d'emploi satisfaisante et les autres. Si l'agriculture et le secteur tertiaire servent de refuge à des millions de travailleurs qui y sont improductifs, c'est parce que leur trop grand nombre empêche leur absorption dans le secteur secondaire. Si l'industrie leur offrait des salaires supérieurs au revenu qu'ils tirent de l'agriculture ou du commerce, ils n'hésiteraient pas à s'y employer. Il s'agit bien de sous-emploi chronique : l'augmentation de la population active est plus rapide que l'accroissement de l'emploi.

L'augmentation de la population ne suffit cependant pas à expliquer la différence entre la condition des salariés dans les petites et les grandes entreprises. Celle-ci tient au dualisme qui a servi de contexte au développement économique.

La structure dualiste de l'économie japonaise.

La Révolution de Meiji permit l'importation au Japon d'un certain nombre de techniques occidentales, révolutionnaires pour un pays qui avait vécu longtemps sans contacts avec l'extérieur. C'est sur la fabrication de produits utilisant ces nouvelles techniques que se porta tout l'effort de capital. Le gouvernement créa, lui-même, les industries de base et les transféra ensuite au secteur privé : de là naquirent les « Zaibatsu ». En même temps, les industries traditionnelles du Japon exportaient les soieries, les cotonnades et les produits mécaniques qui servaient à payer les importations. La rapidité du développement du Japon n'a pas permis de consacrer une partie des investissements à la modernisation de ces petites et moyennes entreprises.

De plus, alors qu'aux Etats-Unis, les pouvoirs publics cherchaient à maintenir la libre concurrence entre les trusts et les petites ou moyennes entreprises, rien n'a été fait dans ce sens au Japon jusqu'à la loi Anti-Trust de 1947. Les petites et moyennes entreprises se sont donc trouvées écartées du marché par les grandes compagnies. Elles n'ont, cependant, pas disparu, loin de là. Nous avons d'ailleurs vu que leur nombre continue à croître. Tout d'abord, elles ont continué à exister dans tous les secteurs où la mécanisation ne semblait pas possible ou avantageuse : tissage et confection, fabrication des jouets, des fleurs artificielles...

Elles ont aussi survécu parce que leur existence même est nécessaire pour absorber l'énorme masse de main-d'œuvre du Japon. N'étant pas mécanisées, elles ont besoin de beaucoup de bras et font ainsi vivre — misérablement dans la plupart des cas — une partie importante de la population active.

Aujourd'hui, le monde salarial du Japon, qui comprend près de 20 millions de travailleurs, est composé d'un certain nombre de couches, avec des grandes entreprises hautement mécanisées au sommet et, en dessous, d'autres couches qui incluent les entreprises moyennes, petites, minuscules. Plus bas se trouve la couche à laquelle appartient une firme et plus retardataire en est sa direction. Au fur et à mesure que l'on descend le long de l'échelle de la taille des entreprises, on constate que la productivité du travail et les conditions de l'emploi se détériorent.

Ceci s'applique aussi aux travailleurs individuels et aux travailleurs familiaux non salariés. Parmi les travailleurs familiaux, on trouve ceux dont la présence est indispensable au bon fonctionnement de l'entreprise familiale et qui sont donc dans un état d'emploi complet. On trouve aussi ceux dont la productivité marginale est faible ou peut être nulle : ceux-là sont bien dans un état défectueux d'emploi.

Nous ne devons pas être trompés par le maintien d'un haut niveau d'emploi en présence de l'accroissement rapide de la population active : il ne faut pas se réjouir d'avoir intégré les nouveaux venus sur le marché du travail, ni de la modernisation apparente de la structure de l'emploi, simplement parce que le pourcentage de salariés augmente rapidement. Il ne faut pas accepter le chiffre de l'augmentation de la population active sans le replacer dans son contexte; de même, il faut voir quels sont les secteurs qui absorbent l'augmentation de salariés.

Ainsi que signalé plus haut, la population d'âge actif augmente chaque année de plus de 2 %. La tendance actuelle veut aussi que la participation de la population d'âge actif à une activité lucrative augmente. La population active augmente donc et va continuer à augmenter à une allure très rapide. En dépit du rythme de cette augmentation, la proportion de chômeurs complets est presque toujours restée inférieure à 2 % de la population active. Autrement dit, le Japon est d'une façon permanente en état de plein emploi. C'est dans ce plein emploi apparent que réside le danger de la situation.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays occidentaux, le plein emploi, au Japon, constitue une pyramide trompeuse : la mince couche supérieure de salariés employés d'une façon satisfaisante et complète repose sur l'énorme masse inférieure de ceux qui sont dans un état défectueux d'emploi.

Pression de la surpopulation ? Sans doute est-ce une des raisons essentielles puisque l'insuffisance du revenu principal oblige souvent les autres membres de la famille à chercher un emploi afin de compléter ce revenu. Etant des « travailleurs involontaires », ils doivent accepter le premier travail venu, aussi peu rémunéré que soit cet emploi. Ainsi l'emploi défectueux se reproduit à une échelle plus grande et crée une sorte de cercle vicieux auquel il faut mettre fin pour remédier à la situation présente de l'emploi.

CHAPITRE III

LA POPULATION INACTIVE

En 1950, il y avait 6 400 000 personnes âgées de plus de 60 ans. Elles sont, en 1960, au nombre de 8 150 000. En 2015, il y en aura plus de 25 millions. Equivalant en 1950 à seulement 13,56 % de la population active, elles représenteront 44 % en 2015.

Ceci implique un vieillissement de la population. Celui-ci n'est pas dû à la diminution du taux de mortalité. Il est la conséquence directe de la baisse du taux de natalité (1). La réduction du nombre des naissances fait décroître l'importance du nombre de jeunes et accroît relativement le pourcentage de personnes âgées.

La structure de la population s'en trouve profondément modifiée. Le nombre des jeunes diminue, ce qui réduit la charge de leur élevage et de leur éducation. La population active augmente, mais sa croissance va progressivement s'atténuer, et un renversement s'opérera dans une vingtaine d'années. Par contre, le nombre de personnes âgées va aller croissant pendant encore très longtemps.

Section I

MODIFICATION DU RATIO DE DEPENDANCE

Le ratio de dépendance est le rapport entre les inactifs et les personnes actives. On choisit généralement deux âges qui définissent, l'un l'entrée dans la vie active, l'autre l'âge moyen où le travailleur, soit par décès, soit par retraite, quitte la vie active. Soit 15 ans et 60 ans ces deux âges, le ratio de dépendance peut s'écrire sous la forme :

$$\frac{\text{Population âgée de moins de 15 ans} + \text{Population âgée de plus de 60 ans}}{\text{Population âgée de 15 à 60 ans}}$$

(1) L. HENRY, *Leçons de Démographie*, 1958-1959.

L'âge de 15 ans correspondant à la fin de la scolarité obligatoire est assez bien choisi. Il n'y a plus aujourd'hui d'enfants de moins de 15 ans qui travaillent. Par contre, tous ceux qui poursuivent leurs études continuent à être à la charge de leurs parents pendant encore plusieurs années.

L'âge de 60 ans pris comme terme de la vie active est assez discutable, car l'âge officiel de la retraite est, au Japon, de 55 ans. Les grandes entreprises et l'Administration ne gardent pas leur personnel au-delà de cette limite. Par contre, dans beaucoup de petites entreprises, la limite de 55 ans n'est pas respectée, et l'on y trouve même des travailleurs de plus de 65 ans. L'âge de 60 ans constitue donc une moyenne, sans doute pas trop éloignée de la réalité.

TABLEAU 39. — *Evolution du ratio de dépendance*

Année	Ratio total	Ratio des moins de 15 ans	Ratio des plus de 60 ans
1950	75,84	62,28	13,56
1955	70,76	57,03	13,73
1960			
1965			
1970	48,98	33,0	15,98
1975	48,85	31,47	17,38
.....			
2015	72,89	28,84	44,05

Source : Institut d'Etudes des Problèmes Démographiques.

En raison de la diminution rapide du taux de natalité, conséquence de la restriction volontaire des naissances, le coût d'entretien des enfants va représenter pendant les cinquante années à venir une charge décroissante. Alors qu'en 1950, le nombre des moins de 15 ans représentait plus de 60 % de la population active, il ne sera plus, aux alentours de 1975, que de l'ordre de 30 %. En 25 ans, la charge de l'éducation des enfants aura diminué de presque moitié.

Par ailleurs, le coût de l'éducation par tête ne semble pas avoir augmenté beaucoup depuis la guerre. Le coût par tête supporté par les parents et les organismes publics a augmenté d'environ 40 % entre 1952 et 1957, pour les enfants suivant les cours de l'école primaire, et

de 30 % pour ceux de l'école primaire supérieure (1). Pendant la même période, la consommation totale — privée et publique — augmentait de 50 %. D'après ces chiffres, le coût relatif par tête de l'éducation des enfants aurait donc légèrement diminué.

Par contre, le coût de l'entretien des personnes âgées va aller en croissant. Les plus de 60 ans représentent aujourd'hui encore 14 % seulement de la population active. L'augmentation se fera d'abord très lentement, puisqu'en 1975, ils n'équivaldront encore qu'à 17,4 % de la population active. D'ici cinquante ans, cependant, leur montant atteindra près de la moitié de la population active. Il est nécessaire de prévoir dès maintenant comment sera assuré leur entretien.

M. Sauvy parle de l'investissement démographique nécessaire pour assurer l'entretien des personnes âgées (2). Il distingue trois sortes d'investissements :

- Ceux destinés à accroître la consommation nécessaire;
- Ceux destinés à accroître les consommations dites sociales telles que le logement;
- Ceux destinés à adapter l'infrastructure aux dimensions nouvelles de la population.

Il est certain que du capital devra être utilisé pour permettre aux personnes âgées d'avoir un niveau de vie décent. Il nous semble cependant qu'il s'agisse moins d'un investissement que d'une *dépense*.

« L'investissement démographique » consacré aux jeunes contient une partie de dépenses d'entretien : nourriture, vêtements, soins médicaux, et une partie de dépenses productives, c'est-à-dire d'investissements. L'éducation, la formation professionnelle, le développement de l'infrastructure et du matériel de travail constituent véritablement un investissement, parce qu'ils mettent les jeunes en mesure de devenir des travailleurs productifs.

Dans le cas des personnes âgées, qui ont quitté la vie active, il semble qu'il s'agisse uniquement d'une charge, puisque les richesses dépensées pour les personnes âgées ne sont pas reproductibles.

L'entretien des inactifs nécessite donc un prélèvement sur le revenu des personnes actives. Pour que la population active ne voie

(1) D'après Monbusho, Chosa-Kyoku, Chosa-ka : Fukei Futan no Kyoikuhi Chosa Hokokusho (Rapports annuels sur les enquêtes concernant les frais d'éducation payés par les parents, ministère de l'Éducation).

(2) A. SAUVY, *Investissements démographiques et investissements économiques*, Congrès international de la Population, Christoph Reisser's Sohn, Vienne, 1959, pages 136-141.

pas son revenu par tête diminuer, il faut que des investissements économiques soient faits en quantité suffisante pour ramener leur revenu au niveau précédent. L'entretien des personnes âgées doit donc s'analyser moins comme un investissement démographique que comme une *dépense démographique*, que seuls peuvent compenser des investissements économiques de même volume.

Section II

L'ENTRETIEN DES PERSONNES AGEES

L'entretien des personnes âgées n'a pas encore été organisé au Japon d'une façon systématique. Seuls, jusqu'à une date récente, les fonctionnaires et les retraités de très grandes entreprises industrielles ou bancaires bénéficiaient d'un système de retraite (1). Souvent, d'ailleurs, les entreprises se libèrent une fois pour toutes de leurs obligations envers leur personnel retraité en leur versant une somme globale au moment où ils quittent leur emploi.

La retraite du ministère du Bien-Etre public.

Un système de retraite a été créé en 1941, sous les auspices du ministère du Bien-Etre public. Il prévoit le versement d'une retraite à tous les salariés ayant cotisé pendant leur vie active. Le montant de la cotisation est de 3 % du salaire, moitié à charge du salarié et moitié à celle de l'employeur. A sa retraite, le salarié ayant travaillé 20 ans ou plus touche annuellement une somme forfaitaire de 336 NF, plus 0,5 % de son salaire mensuel moyen multiplié par le nombre de mois de travail. Ainsi, quelqu'un qui a travaillé pendant 20 ans, moyennant un salaire mensuel de 140 NF, touchera 504 NF par an. Ce système de retraite ne peut pas jouer pour les exploitants individuels, ni pour les travailleurs familiaux ou temporaires. Même pour les salariés, la loi n'a jamais été intégralement respectée, et seules des grandes entreprises ont adopté ce système de retraite. Ici encore, les plus déshérités ne sont pas aidés. Rien, à l'échelle nationale, n'existait jusqu'à une date récente.

Système national de retraite.

Depuis la fin de la guerre, il était question d'étendre le système précédent à l'échelle nationale. De longues discussions entre les

(1) La revue *Bungei-Shunju* (décembre 1955) donne la liste limitative des entreprises versant une retraite régulière supérieure à celle du ministère du Bien-Etre public : au total, il y a une vingtaine de sociétés seulement.

partisans du financement par l'impôt et les partisans du financement par des cotisations ont retardé le vote de la loi. Celle-ci a finalement été votée en avril 1959. La mise en application a commencé en 1960. Les partisans du financement par l'impôt — les socialistes — ont été défaits. Toute personne âgée de 20 à 55 ans doit cotiser. De 20 à 34 ans, le montant est de 1,40 NF par mois; de 35 à 55 ans, le montant est de 2,10 NF par mois. Le paiement s'arrête à 55 ans. Les intéressés ne peuvent commencer à toucher la pension qu'à 65 ans. Le montant est le même pour tous, égal à 42 NF par mois. Le système est fondé sur le principe de la capitalisation. Si les intéressés n'ont pas cotisé pendant toute leur vie active, ils touchent un montant proportionnel à leur durée d'emploi.

Pendant la durée intermédiaire, où les travailleurs n'auront pas eu le temps de cotiser, le relai sera assuré par l'impôt. Une somme de 14 NF par mois sera versée à toutes les personnes de plus de 70 ans qui justifient d'un revenu insuffisant.

Ce système de retraite doit être élargi à l'avenir. Le versement doit d'abord être ramené progressivement à l'âge de la retraite. Actuellement, seules les personnes âgées de plus de 70 ans peuvent en profiter. Le montant est largement insuffisant pour assurer l'entretien complet des personnes âgées. Il traduit cependant la préoccupation des pouvoirs publics devant l'augmentation rapide de la population âgée.

La charge représentée par l'entretien des personnes âgées sera cependant peu ressentie dans les années à venir pour deux raisons :

— D'une part, la population active va continuer à augmenter pendant encore une vingtaine d'années, ce qui répartira sur un plus grand nombre d'individus la charge des inactifs;

— D'autre part, la forte diminution de la natalité entraîne un coût d'entretien des enfants très affaibli, qui compense la charge représentée par les personnes âgées.

CONCLUSION

NÉCESSITÉ D'UN EFFORT PARTICULIER EN FAVEUR DES PETITES ENTREPRISES

Le Japon a adopté une politique de restriction des naissances pour plusieurs raisons. La cause essentielle a été le désir de maintenir, sinon d'améliorer son niveau de vie. La superficie réduite et les faibles ressources en énergie et en minerais ne permettaient pas de laisser la population s'accroître plus longtemps.

Le gouvernement n'a pas pris une attitude passive à cet égard. Il a, au contraire, activement participé au lancement de la politique de limitation des naissances. Il a d'abord promulgué une loi permettant l'avortement et la stérilisation dans des conditions très libérales. Il a ensuite autorisé la vente libre de contraceptifs, et participe aux frais d'avortement et de stérilisation dans de nombreux cas. Il a créé des Centres de Protection eugénique et formé à ses frais des instructeurs de contraception. Et surtout, il a, en 1954, adopté la planification de la famille comme une partie de sa politique générale.

En ce domaine, les pouvoirs publics n'ont donc pas été neutres. Ils se sont, au contraire, engagés activement à gagner la masse des Japonais à la restriction volontaire des naissances. Ceci constitue *un dirigisme démographique* tout à fait remarquable de la part d'un gouvernement qui poursuit, d'autre part, une politique économique essentiellement libérale.

Le dirigisme démographique se traduit dès aujourd'hui par une modification profonde dans la composition par âges de la population. Alors que le nombre de personnes âgées croît grâce à la baisse de la mortalité, le nombre des enfants diminue régulièrement.

Par contre, la population ayant aujourd'hui entre 8 et 15 ans, née du « boom » des naissances, est particulièrement nombreuse.

Qu'a permis le dirigisme démographique ? Il a permis d'accomplir en 10 ans ce que les pays occidentaux ont mis souvent près d'un siècle à accomplir, faire descendre le taux de natalité de 30 pour 1 000 à 18 pour 1 000.

On peut se demander si l'économie est en mesure de s'adapter rapidement aux changements dus à la politique démographique. L'intervention de l'Etat pour modifier la grandeur et la structure de la population le conduira peut-être à intervenir aussi pour faciliter l'adaptation des structures économiques à la nouvelle structure démographique.

L'utilisation de l'épargne, en particulier, doit faciliter l'absorption d'un nombre aussi grand que possible de nouveaux travailleurs.

Or, la tendance actuelle des investissements ne tend qu'à creuser le fossé entre le secteur moderne et le secteur traditionnel de l'économie. Détentrices principales des capitaux, les grandes entreprises cherchent à se mécaniser au maximum, mêlant à leur souci de productivité des considérations de prestige et constituant des ententes pour s'assurer des monopoles sur le marché.

Le désir du Japon moderne d'adopter les techniques les plus récentes de production accentue les distorsions entre les deux secteurs de l'économie japonaise. Des grandes firmes renouvellent fréquemment leur outillage dans des activités déjà fortement mécanisées, utilisant ainsi presque tout le capital disponible.

Mais le Japon n'assure l'équilibre de son commerce extérieur que grâce aux petites entreprises, souvent peu mécanisées et pauvres en capitaux, mais grandes consommatrices de main-d'œuvre.

Il ne s'agit donc pas de souhaiter la disparition des petites et moyennes entreprises, car le secteur moderne n'est pas en mesure d'absorber toute la population active. *En aidant les petites entreprises à se spécialiser*, on pourrait améliorer sensiblement leur situation. Actuellement, les petites entreprises se voient obliger d'accepter n'importe quelle commande, parce que leur isolement professionnel et leur dépendance pécuniaire les mettent dans une situation d'infériorité. La main-d'œuvre est donc polyvalente et jamais spécialisée. De même, la diversité des opérations interdit toute spécialisation et toute mécanisation.

Il faut donc doubler l'effort de formation technique en faveur des nouveaux travailleurs de mesures politiques encourageant la fusion d'entreprises, petites ou moyennes, et la création d'associations professionnelles capables d'opposer une force suffisante aux grandes entreprises. Les petites entreprises doivent aussi acquérir leur autonomie financière. Elles doivent pouvoir obtenir du crédit d'autres prêteurs

que leurs fournisseurs ou leurs clients, car sinon, elles perdent rapidement leur autonomie et deviennent prisonnières des grandes entreprises.

Certaines petites entreprises marginales disparaîtraient. L'attribution sélective du crédit doit justement permettre que subsistent seulement les firmes rentables. La spécialisation et la mécanisation feraient disparaître le fossé entre la production des unes et des autres.

L'intervention de l'Etat serait, en fait, assez limitée. Elle permettrait seulement que soit enfin rétablie la balance qui, depuis la Révolution de Meiji, a penché en faveur des grandes unités de production.

CONCLUSION GENERALE

FAUX ESPOIR POUR LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS ?

En Asie, seul le Japon a su se hisser au rang des grandes nations industrielles. Il a même fait trembler les pays occidentaux lors de la dernière guerre mondiale. Aujourd'hui en plein redressement économique, le Japon atteint, de surcroît, les objectifs démographiques qu'il s'était fixé en 1948. N'envisage-t-il pas un avenir où la croissance de sa population sera enrayée ?

Pour les pays sous-développés d'Asie, le cas du Japon constitue un exemple et un encouragement. Fortes de l'expérience de leur voisin, l'Inde, l'Indonésie, les Philippines... ne pourraient-elles pas suivre sa trace sur le chemin de l'expansion économique et de la limitation démographique ?

Sur le plan économique, les pays sous-développés doivent comprendre qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours au capital étranger. Pendant ses cent ans de croissance, le Japon s'est refusé à dépendre de l'aide étrangère, soit sous forme d'emprunts, soit sous forme d'investissements directs. Les Japonais ont trouvé le capital nécessaire chez eux, grâce à un effort d'épargne soutenu.

Mais, pour franchir le seuil du développement sans recours à une aide extérieure, les pays sous-développés doivent accepter, au moins provisoirement, de limiter leur consommation. Les Japonais ont su le faire; ils ont longtemps conservé la nourriture et le logement traditionnels. Et le Japon ne cherche à améliorer son niveau de vie que depuis quelques années.

Pendant l'ère de Meiji, le gouvernement a adroitement orienté l'utilisation de l'épargne. En créant lui-même une partie de l'infrastructure et certaines industries lourdes, il a permis que l'économie repose sur des bases solides. L'intervention des pouvoirs publics dans l'utilisation de l'épargne est donc indispensable, au moins pendant la

période du « décollage ». C'est, en effet, la période critique, où l'épargne doit être employée par priorité à la construction d'une infrastructure solide.

L'exemple japonais est aussi rassurant à un autre égard. Si le Japon, dont les besoins dépassent les ressources naturelles, a pu se développer, les autres pays d'Asie, souvent plus favorisés, devraient rencontrer moins de difficultés.

Quelques différences fondamentales nous obligent cependant à envisager leur avenir avec pessimisme, car, dans les pays sous-développés, la surpopulation précède aujourd'hui le développement économique : la natalité reste forte tandis que baisse la mortalité.

Le développement économique nippon a commencé dans un Japon relativement peu peuplé : à la fin du siècle dernier, il n'y existait pas de pression démographique mettant en danger le seul maintien du niveau de vie, et l'augmentation de la population japonaise a été ensuite largement absorbée par une amélioration plus que proportionnelle du revenu national. Dans les pays sous-développés, le progrès médical a devancé le progrès technique; il est moins coûteux, en effet, d'importer des antibiotiques et des insecticides que des machines et des techniques.

L'accroissement naturel y requiert une croissance économique annuelle d'environ 2 %, pour que le revenu par tête soit maintenu. Un tel taux est au moins égal à ceux de la France et de la Grande-Bretagne pendant leur révolution industrielle.

Les pays sous-développés doivent donc commencer par limiter leur population. Ensuite seulement, les progrès de l'économie pourront améliorer le niveau de vie. Malheureusement, deux raisons s'opposent au succès rapide d'une politique démographique malthusienne.

Si le gouvernement décide l'adoption d'une politique de limitation des naissances, comment en fera-t-il comprendre la nécessité aux masses, et comment enseignera-t-il l'usage des procédés contraceptifs ? Il ne s'agit pas seulement de savoir lire le mode d'emploi, mais l'utilisation de contraceptifs demande beaucoup de patience et certains soucis d'hygiène. Le Japon lui-même connaît certaines difficultés dans la vulgarisation de ces méthodes, puisque l'avortement reste une arme essentielle contre l'accroissement de la population.

La contraception exige un niveau d'études que la plupart des pays sous-développés sont loin d'atteindre. Ne leur est-il cependant pas loisible de recourir, tout comme le Japon, à la stérilisation et à l'avortement ? Même si ces pays n'étaient pas arrêtés par des considérations morales ou religieuses, il leur serait difficile de suivre l'exemple du Japon, car, pour pratiquer des avortements en grand nombre avec un minimum de risques, il faut un corps médical très

expérimenté. En 1958, le Japon comptait 11 355 gynécologues. Combien en faudrait-il pour l'Inde ? Si l'on ajoute qu'un système d'assurances sociales doit jouer au profit des plus déshérités qui sont aussi les plus prolifiques, l'Asie et l'Afrique auront encore beaucoup à souffrir avant d'enrayer leur accroissement naturel.

L'exemple du Japon nous montre enfin que les effets d'une politique de restriction des naissances ne sont ressentis qu'à long terme. Si les pays sous-développés entreprennent dès aujourd'hui un effort aussi considérable que le Japon, il leur faudra cependant attendre cinquante ans pour que leur population commence à décroître.

Or, les pays sous-développés ont à vaincre des obstacles que le Japon n'a pas rencontrés. Ils doivent donc, plus encore que le Japon, mettre tout en œuvre pour sortir de leur état arriéré, car aucun moyen n'est superflu, si chacun est insuffisant à lui seul.

Le Japon donne sans doute à ces pays des méthodes de réussite. Il leur donne surtout une leçon qui peut porter des fruits insoupçonnés ; la volonté tenace de compter parmi les grandes nations modernes.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- ABEGGLEN James G., *The Japanese Factory : Aspects of its social organisation*, Glencoe, Illinois, 1958.
- ALLEN Georges C., *Modern Japan and its problems*, George Allen and Unwin Ltd., London, 1928.
— *Japan's economic Recovery*, London. Oxford University Press, 1958, 215 pages.
- BALFOUR Marshal C., EVANS Roger F., NOTESTEIN Frank W., TAEUBER Irène B., *Public Health and Demography in the Far-East*, The Rockefeller Foundation, 1950.
- BENEDICT Ruth, *The Chrysanthemum and the Sword*. Patterns of Japanese Culture, Boston, Houghton, Mifflin, 1946, 324 pages.
- BELLAH Robert N., *Religious Aspects of Modernization in Turkey and Japan*. American Journal of Sociology, juillet 1958.
— *Tokugawa Religion : the values of preindustrial Japan*, Glencoe III. The Free Press, 1957, 249 pages.
- BELSHAW Horace, *Population Growth and levels of consumption with special reference to countries in Asia*, London, 1956.
- BOVERAT, *Le vieillissement de la Population*.
- BUNCE William K., *Religions in Japan*, Tokyo C.E. Tuttle, 1959.
- BUREAU OF STATISTICS, Office of the Prime Minister. *Figures of Labor Survey Concerning the population 15 years old and over*. (Janv. 1953-déc. 1958). Août 1959.
- CLARK Colin, *Population increase and food production*. International Labor. Review, 1953.
- CROCKER, WALKER R., *The Japanese Population problem, the coming crisis*, George Allen and Unwin Ltd., London, 1931.
- DENNERY Etienne, *Asia's teeming millions, and its problems for the West*. Jonathan Cape, London, 1931.
- DEPOID P., *Rapport sur le degré de précision des statistiques démographiques*. Congrès de l'Institut national de la Statistique, Rio de Janeiro, 1955.
- DORE Rev. P., *Land Reform in Japan*. Oxford University Press, 1959, 510 p.
- DROPPERS G., « *The population of Japan in the Tokugawa Period* ». Transactions of the Asiatic Society of Japan, n° 22, sept. 1894.
- ECONOMIC PLANNING AGENCY, *Japanese Government : New Long Range Economic Plan of Japan*. (Fév. 1958-fév. 1952). Tokyo, 196 p.
— *Economic Bulletin*, n° 2, juillet 1959, *Employment structure and Business Fluctuations*.

- EMBREE John F., *The Japanese Nation* (A social survey), Rinehart & Cie, Inc. N.Y., 1945, 306 p.
- GRAD, ANDREW J., *Land and Peasant in Japan*, Institute of Pacific Relations, N.Y., 1952, 262 p.
- HALBWACHS, *Morphologie Sociale*, Plon, 1938.
- HARADA, SHUICHI, *Labour Condition in Japan*, Columbia University Press, New York, 1928.
- HEARN Lafcadio, *Le Japon*, Mercure de France, Paris, 1914.
- HENRY Louis, *Leçons de Démographie : 1958-1959*.
- HOLLAND M., *Industrial Transition in Japan*, National Research Council United States, 1928.
- HOLTOM D.C., *Modern Japan and Shinto Nationalism*, The University of Chicago Press, 1943.
- HONDO Tatsuo, *Population problems in Post War Japan*, Institute of Population problems, 1957, 111 p.
- HORNER Francis J., *Case History of Japan*, Sheed and Ward, New York, 1948.
- INSTITUT D'ETUDE DES PROBLÈMES DÉMOGRAPHIQUES.
 — *The 12th Abridged Life Tables* (1^{er} avril 1958-31 mars 1959). The Institute of Population Problems Research Series, n° 133, 1^{er} oct. 1959.
 — *Annual Reports of the Institute of Population Problems*, années 1957, 1958, 1959. Welfare Ministry, Tokyo.
 — *A Fertility Survey in Japan of 1952*, Tokyo, 20 déc. 1957, 180 p.
 — *Growth of Urban Population in Japan*, Tokyo, 30 juin 1957, 40 p.
 — *Sur les Indices de Santé*, Tokyo, 10 nov. 1956, 22 p.
 — *Survey of Spread of Birth Control*, Tokyo, 20 déc. 1957, 50 p.
- INSURANCE BUREAU, Ministry of Welfare : *The Outline of Social Insurance in Japan*, janv. 1955, Tokyo.
- INTERNATIONAL COOPERATION ADMINISTRATION : *Foreman Development in Japan 1960*. Foreman Development Study Team. Japan Productivity Center, Tokyo, 1960.
- ISHIBASHI Y., *Japanese Immigrants in the United States*, Standford University Press, 1932.
- ISHII Ryoichi, *Population pressure and economic life in Japan*, P.S. King and Son, Ltd., London, 1937.
- JAEKEL Theodor, *The Present Situation of the Japanese Labor Movement*. Distributed by Industrial Evangelism Committee. United Church of Christ of Japan, janvier 1959.
- JAPANESE NATIONAL COMMISSION FOR UNESCO : (Nomura Kanetaro, Honda Yuzo, Yokogawa Shigee, Ueda Kozo, Ueda Masao, Tachi Minoru and Mihara Shinichi).
 — *Manuel of Demographic statistics in Japan*, Tokyo, 1958.
- JOUON des LANGRAIS, *L'Est et l'Ouest*. A. Bontemps, Limoges, 1958.
- KURODA Toshio, *Modernization of Vital Rates in Japan*. (A paper presented to the Seminar « on population Growth in under-developed countries and the desirability of family planning » held by the Institute of development Economics, Karachi, Pakistan, 8-12 sept. 1959, 27 p.).
- LEVINE Solomon B., *Industrial Relations in Post War Japan*, Urbana, Illinois.
- LOCKWOOD W.W. *The Economic Development of Japan Growth and Structural Change (1868-1938)*. Princeton University Press, 1954.

- MAURETTE Fernand, *Aspects sociaux du développement industriel au Japon*. Etudes et Documents. Série B, n° 21.
- MILBANK MEMORIAL FUND. *The Interrelations of Demographic, Economic and Social Problems in selected underdeveloped areas* (Proceedings of a round table at the 1953 annual conference).
- MINISTRY OF EDUCATION. *Demand and Supply of University Graduates*, 1958, Tokyo, 69 p.
- MINISTRY OF LABOR. *Tsuruoka, I, The three types of measurement of underemployment in Japan*. Bureau of Statistics 1958.
 — *Present studies of vocational training in Japan*, Division of vocational training, Tokyo, 1959.
 — *White Paper on Labor*, Tokyo, 1959.
 — *Year book of Labor Statistics*. Années 1951 à 1958. Division of Labor Statistics and Research. Tokyo.
 — *Status of Women Workers in Japan*. Tokyo, 1957.
- MOULTON, Harold G., *Japan*, Brooking Institute, Washington, 1931.
- NAKABASHI T., *Policies of National Expansion*, Tokyo, Seikyosha, 1913.
- NAKAYAMA Ichiro, *The Structural analyses of the Japanese Economy*, 2 vol., Tokyo, 1954.
- NOMURA Kanetaro, *On cultural conditions affecting population trends in Japan*, Tokyo, 1953.
- NORRIS James, *Cameo of Rural Japan*.
- NURKSE Ragnar, *Problems of Capital formation in Underdevelopped countries*, Oxford, B. Blackwell, 1953.
- OHKAWA Kazushi, *The Growth rate of the Japanese Economy since 1878*. Tokyo, 1958.
- OKASAKI Ayanori, *Histoire du Japon, Economie & Population*, I.N.E.D., 1958, Paris.
 — *La grande industrie et la population des ouvriers d'usine au Japon* (Histoire rapide du développement de l'économie japonaise), Tokyo, 1954.
 — *Effects of the Late War upon the Population of Japan*. The Research Institute of Population Problems, Tokyo, 1949.
 — *Fertility of the Farming Population in Japan*, Tokyo, août 1951, 17 p.
 — *Fertility of the Salaried men in the Urban Area*, Tokyo, juillet 1952, 22 p.
- ORCHARD J.E., *Japan's economic Position*, Whittlesey House, New York, 1930.
- PELZEL J.C., *Some Social factors bearing upon Japanese population in American Sociological review*, n° 1, février 1950.
- PENROSE E.F., *Food Supply and Raw materials in Japan*, Chicago University Press, 1930.
- POPULATION RESEARCH COUNCIL (Mainichi Newspaper), *The Population Problem of Japan*, Collection Of Reports, Aug. 1950, 300 p.
- REISCHAUER Edwin O., *Japan, Past and Present*, Tokyo, Charles E. Tuttle C°, 1953, 292 p.
- RING George C., *Religions of the Far East*, Milwaukee, The Bruce Publishing Cy., 1950.
- ROGGENDORF Joseph, *The place of Religion in Modern Japan*, In Japan Quarterly, vol. II, n° 1, janvier-mars 1948.

- SANSOM George B., *Japan : A short Cultural History*, London, 1952, 520 p.
— *The Western World and Japan, A Study in the Interaction of European and Asiatic Cultures*, New York, Alfred A. Knopf, 1950.
- SAUVY Alfred, *Théorie générale de la population*, P.U.F.
— *La montée des Jeunes*, Calmann-Lévy, Paris, 1959.
- SCHUMPETER E., *The Industrialisation of Japan and Mandchoukouo 1930-1940*, New York, Macmillan, 1940.
- SCIENCE COUNCIL OF JAPAN. YAMANAKA, Tokutaro, KOBAYASHI, Yoshiro : *The History and Structure, of Japan's Small and Medium industries*. With two specific surveys. Division of Economics and Commerce. Economic series n° 15, Tokyo, 1957.
- OKOCHI, Kazuo : *Labor in Modern Japan*. Division of Economics and Commerce, Economic Series, n° 18, Tokio, 1958.
- SHINOZAKI Nobuo, *The Actual State of Birth Control in Suburbs of Tokyo*, Tokyo, juillet 1957, 52 p.
- STEPHEN, H. ROBERTS, *Population Problems in the Pacific*, Routledge, 1927.
- STÆTZEL J., *Jeunesse sans chrysanthème ni sabre*, Paris, UNESCO, 1955.
— *Sociologie et démographie in Population*, 1946, I, p. 79-89.
- TACHI, MINORU, *Population Trend and Economic Growth in Japan*, Institute of Population Problems, april 1960.
— *National Statement of Japan et Inaugural Conference*, Regional Centre for Demographic Research and Training in Asia and the Far East, held on nov. 5-9 1957, Bombay, 28 p.
— UN/FAO Regional Census Training Centor for Asia and the Far East : *Recent Population trends in Japan*, 9 sept. 1958.
- TAEUBER Irène, *The Population of Japan*, Princeton University Press, 1958.
- TAEUBER Irène & NOTESTEIN Frank W., *The changing Fertility of the Japanese*, 1947.
- THOMPSON, Warren S., *Population & Progress in the Far East*, University of Chicago Press, 1959.
— *Danger spots in World Population*, Alfred A. Knopf, New York, 1929.
- TSURU, Shigeto, *Essays on Japanese Economy*, Kinokuniya Bookstore, C°, Ltd., Tokyo, 1958.
— United States Department of Interior, Bureau of Mines : *Mineral Resources of Japan*, Washington D.C. Government Printing Office, 1945.
- VEBLEN, THORSTEIN, *The opportunity of Japan in Essays in our changing order*, New York, the Viking Press, 1943.
- WOLFENDEN, HUGH H., *Population Statistics and their compilation*, University of Chicago Press, 1954.
- WIGGINS James W., *Interdisciplinary symposium on cultural contact in underdeveloped countries*, Atlanta, Emory University Press, 1958.
- YAMAZAKI Kakujiro and OGAWA, Gotaro, *The effect of the World War upon the Commerce and Industry of Japan*, New Haven, Yale University Press, 1929.

II. PÉRIODIQUES

American Sociological Review.

- Fév. 1944, p. 36-40. Steiner Jesse F. *Population trends in Japan.*
- Fév. 1950, p. 34-42. Whelpton P.K., *The Outlook for the control of human fertility in Japan.*
- Fév. 1950. Vol. 15, n° 1, W.S. Thompson. *The need for a population policy in Japan.*
- Avril 1951, Taeuber Irène, *Family Migration and industrialization in Japan.*

(The) Annals of Hitotsubashi Academy.

- Vol. 6, n° 2, p. 1-11 (avril 1956) . Tokitaro Yananaka : On latent unemployment. An interpretation as an economic problem.
- Vol. 8, n° 2, p. 176-187 (avril 1958) : Mataji Umemura : Labor's relative share in the Japanese manufacturing industry since 1900.
- p. 169-175 (avril 1958) : Tokijiro Minoguchi : The employment problem in Japan in next ten years.
- Vol. 9, n° 2, p. 217 (juil. 1959) : Kazushi Ohkawa : The Differential Employment Structure of Japan.
- Vol. 10, n° 1 (août 1959) : Yuzo Yamada : On the method of the Economic Plan. Alan H. Gleason : Chronic Underemployment : A comparison between Japan and the U.S. Tokijiro Minoguchi : Increasing Population and Industrial Structure.
- Vol. 67, n° 31, p. 61-80 (oct. 1956) : Ryuziro Ishida : The Industrialization of Japan. A geographical analysis. Kazushi Ohkawa : Economic Growth & Agriculture.

Archives of the Population Association of Japan.

- 1952, n° 1 : *Studies on the women who had induced abortion more than once successively.*

Asian Affairs.

- Juin 1956 : Industrial development & technological progress in Japan, Koichi Aki.
- Décembre 1957 : Problems on Productivity of Japanese Smaller industry.
- Juin 1957 : Japanese « Small medium » business & Optimum size, Tokutaro Yamanaka, Kihutaro Takizawa.
- Management structure of small and medium enterprises : Keizo Fujita.
- Productivity & Wage problem of Japan's medium & Small Manufacturing enterprises : Tokijiro Minoguchi.
- Japan's Smaller enterprises & Financial problems : Miyosaku Seki.
- Administration for development of smaller industries in Japan : Tameji Kawakami.
- Medium & Small enterprises and vocational training in Japan : Ministry of Labour.
- Statistical Analysis of medium & small enterprises in Japan Economic Planning Board.

Bulletin of Institute of Public Health.

- Vol. 4, n° 1 et 2, 1955, Muramatsu M. & Ogino H., *Estimation of the number of induced abortions as well as sterilization operations for females in Japan for the years 1952 & 1953.*
- Vol. n° 3 et 4, 1955 : Koya A. & Muramatsu M., *Survey of Health and Demographic aspects of induced abortions in Japan.*

Bulletino quindicinale dell'emigrazione.

10 février 1958, p. 697.

Cahier des Annales.

1949, Paris, L. Febvre : *A travers les Amériques latines.*

Eugenical News.

Septembre-décembre 1945, p. 44-45, Whelpton P.K. : *From Eugenic abortion and sterilisation to control of conception in Japan.*

Eugenics Quarterly.

Septembre 1950, p. 140-151, Burch, Thomas : *Induced abortion in Japan under protection laws of 1948.*

Eugenics Quarterly.

Mars 1957, Burch Thomas : *Family Planning among Japanese on public relief.*

Eugenics Review.

Avril 1956 : *Japan's population problem.*

Explorations on Entrepreneurial History.

— Vol. 7, déc. 1954 : Pelzel John : *The small industrialist in Japan.*

— Vol. 8, avril 1956 : Olson Lawrence : *A Japanese Small Industry : a letter from Kyoto.*

Family life.

Mai 1954, XIV, 5, 3, *Abortions in Japan.*

Geographical Review.

Janvier 1959, p. 1-17 : Thompson John et Miyazaki Michihiro : *A Map of Japan's Manufacturing.*

International House of Japan (Publications by the Library of).

— Kazuo Okochi : *Trade-Unions in Japan, 1959.*

— Hiromi Arisawa : *Labor Force and Employment in Japan, Tokyo, 1958.*

— Susumu Takamiya : *Management and Labor in Japanese Enterprise, Tokyo, 1958.*

— Tokutaro Yamanaka : *Historical sketch on Japanese small medium enterprise, Tokyo, 1955.*

— Tokutaro Yamanaka : *Employment in the Japanese small & medium enterprise, Tokyo, 1957.*

International Labor Review.

Vol. LXIII, n° 6, juin 1959 : *The Size of Industrial Establishment.* International Labor Organization.

(The) Japan Planned Parenthood Quarterly.

— Juillet-décembre 1950, Amano, Fumiko Y. *Family limitation in Japan,*

— Octobre-décembre 1952, vol. 3, n° 4, Takano. *Repeated Induced abortions.*

Japan Quarterly.

Vol. V, n° 1, janv.-mars 1958, Tachi Minoru : *The population problem (The Asahi News Paper).*

Kobe Economic and Business Review.

Août 1958, n° 5, p. 89-101, Saito Hiroshi : *A assimilação do imigrante Japonês no Brasil.*

Kobe University Economic review.

1957, n° 3, p. 1-24, Tanaka Kaoru : *Japanese Immigrants in Amazonia and their Future.*

Kyoto University Economic Review.

Avril 1958, vol. 28, n° 1, p. 40-54 : Ono Kazuichiro : *The Problem of Japanese Emigration.*

Milbank Memorial Fund Quarterly.

July 1954, n° 32 : Koya Yoshio : *A Study of induced abortion in Japan and its significance.*

Missionary Bulletin.

Juin 1957, p. 379-387 : Verwilche A.F. : *Emigration and the Japanese Population Problem.*

Nations-Unies (N.Y.).

N° 1, décembre 1951, p. 27-31 : *Les Migrations internationales en Extrême-Orient aux XIX^e et XX^e siècles.*

News of Population and Birth Control.

Décembre 1953, p. 691 : *Abortions in Japan.*

(The) Oriental Economist.

Vol. 25, n° 555, janvier 1957 : Ayusawa Iwao : *Japanese Trade-Union Today*, p. 35-39.

(The) Population Problems Research Council. The Mainichi News Papers, Tokyo.**Population problems series.**

- N° 1 : The Population of Japan (1950).
- N° 2 : Various forms of « Invisible » employment in agricultural districts (1950).
- N° 3 : A Survey of public opinion in Japan on the readjustment of over population (1951).
- N° 4 : Problems of Population & economy of Japan (1951).
- N° 5 : Activities of the Population problems research council (1951).
- N° 6 : Family system and population of farming communities in Japan (1952).
- N° 7 : Public opinion survey on birth control in Japan (1952).
- N° 8 : Influence of emigrants on their home village (1953).
- N° 9 : Family planning movement in Japan (1953).
- N° 10 : Japanese Economy & problems of Employment (1954).
- N° 11 : The Future of Japan : Her Population & natural resources (1955).
- N° 12 : Some facts about family planning in Japan (1955).
- N° 13 : Third Public Opinion Survey on birth control in Japan (1955).
- N° 14 : Facts about the Population of Japan — Shown in Figures & Charts (1955).
- N° 15 : Fourth Public opinion Survey on birth control in Japan (1958).
- N° 16 : Fifth Public Opinion Survey on birth control in Japan (1959).

Population studies.

Juillet 1953 : Dore R.P. : *Japanese Rural Fertility Some Economic and Social Factors.*

Revue Internationale du Travail.

1957, n° 1, p. 58-74.

Social Compass.

1956, p. 178-188 : Burch Thomas : *Patterns of Induced Abortion and their Socio-moral implications in Post-war Japan.*

(The) Science Council of Japan.

Kitaoka Juitsu : *Overpopulation and Family Planning in Japan.* Division of Economics and Commerce, Economic Series n° 14, Tokyo, 1957.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE JUSQU'A LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	10
INTRODUCTION	
CHAPITRE I. — A L'EPOQUE DES TOKUGAWA (1601-1868). STAGNA- TION ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE	11
<i>Section 1.</i> — STAGNATION ÉCONOMIQUE DURANT LE RÈGNE DES TOKUGAWA	11
<i>Section 2.</i> — STAGNATION DÉMOGRAPHIQUE DURANT LE RÈGNE DES TOKUGAWA	12
CHAPITRE II. — DE L'ERE DE MEIJI A LA SECONDE GUERRE MONDIALE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE	18
<i>Section 1.</i> — LES CAUSES DU DÉVELOPPEMENT RAPIDE DE LA POPU- LATION	18
§ 1. — <i>Disparition du régime féodal</i>	18
§ 2. — <i>Effets amoindris des fléaux naturels</i>	19
§ 3. — <i>Orientation vers une doctrine populationniste</i>	20
<i>Section 2.</i> — PROSPÉRITÉ NATIONALE ET PUISSANCE MILITAIRE	21
§ 1. — <i>Industrie légère jusqu'en 1905</i>	22
§ 2. — <i>Développement de l'industrie lourde</i>	22
§ 3. — <i>1914-1918 : le Japon devient un grand pays expor- tateur</i>	24
§ 4. — <i>Conquête de la Mandchourie et guerre sino-japonaise.</i>	24
§ 5. — <i>La situation au début de la 2^e guerre mondiale</i>	28
CHAPITRE III. — LA SITUATION A LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE : EFFONDREMENT ECONO- MIQUE, MAIS ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE	30
<i>Section 1.</i> — EFFONDREMENT DE LA PUISSANCE INDUSTRIELLE DU JAPON	30
<i>Section 2.</i> — RAPATRIEMENT DE JAPONAIS	31

LA POLITIQUE DEMOGRAPHIQUE : LA LIMITATION DE LA POPULATION .

Première Partie

CHAPITRE I. — UNE SOLUTION INSUFFISANTE : L'ÉMIGRATION .	34
<i>Section 1. — Foyers traditionnels d'émigration</i>	35
§ 1. — <i>Vers les pays de niveau de vie inférieur</i>	35
§ 2. — <i>Vers les pays de niveau de vie supérieur</i>	36
<i>Section 2. — Perspectives après la seconde guerre mondiale</i> .	40
§ 1. — <i>Émigration vers l'Amérique du Sud</i>	40
§ 2. — <i>Perspectives</i>	41
CHAPITRE II. — LA POLITIQUE DE RESTRICTION DES NAISSANCES	44
<i>Section 1. — Les choix impliqués par cette politique</i>	44
§ 1. — <i>Choix moraux</i>	44
§ 2. — <i>Choix religieux</i>	45
§ 3. — <i>Choix stratégiques et économiques</i>	47
<i>Section 2. — L'évolution de la législation et des comportements individuels</i>	48
§ 1. — <i>L'opération eugénique ou stérilisation</i>	53
§ 2. — <i>L'avortement</i>	58
§ 3. — <i>Les pratiques contraceptives</i>	63
1. <i>Publicité et éducation contraceptives</i>	64
2. <i>Méthodes employées</i>	69
3. <i>Résultats obtenus</i>	69
CHAPITRE III. — RESULTATS ET PREVISIONS	77
<i>Section 1. — Résultats obtenus</i>	77
§ 1. — <i>Natalité</i>	77
§ 2. — <i>Mortalité</i>	79
§ 3. — <i>Accroissement naturel</i>	80
<i>Section 2. — La prévision démographique</i>	81

Deuxième Partie

LA POLITIQUE ECONOMIQUE

INTRODUCTION	86
CHAPITRE I. — L'INVESTISSEMENT DEMOGRAPHIQUE	91
<i>Section 1.</i> — FORMATION TECHNIQUE	93
§ 1. — <i>La réforme de l'enseignement a favorisé les grandes entreprises</i>	94
§ 2. — <i>Formation théorique et formation pratique</i>	96
§ 3. — <i>Besoins en techniciens</i>	99

<i>Section 2. — INVESTISSEMENTS D'INFRASTRUCTURE</i>	101
§ 1. — <i>Moyens de communication</i>	102
§ 2. — <i>L'adduction d'eau</i>	104
§ 3. — <i>Habitat</i>	105
<i>Section 3. — INVESTISSEMENTS EN OUTILS DE TRAVAIL</i>	106
<i>CONCLUSION : Le Japon est capable d'assurer l'investissement démographique</i>	110
CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHOMAGE	114
<i>INTRODUCTION</i>	114
<i>Section 1. — CONDITION D'EMPLOI DANS LES GRANDES ENTREPRISES.</i>	118
§ 1. — <i>Nature du contrat de travail</i>	118
§ 2. — <i>Recrutement du personnel</i>	121
§ 3. — <i>Avancement et salaires</i>	122
§ 4. — <i>Relations à l'intérieur de l'entreprise</i>	124
<i>Section 2. — CONDITION D'EMPLOI DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES</i>	129
§ 1. — <i>Travailleurs industriels</i>	129
1. Taux élevé de rotation du personnel	130
2. Formation technique insuffisante	131
3. Bas niveau des salaires	131
4. Absence de syndicalisme	133
5. Peu de petites entreprises sont véritablement indépendantes	134
§ 2. — <i>Travailleurs agricoles</i>	136
§ 3. — <i>Travailleurs du secteur tertiaire</i>	138
<i>Section 3. — CHÔMAGE ET SOUS-EMPLOI</i>	140
§ 1. — <i>Le niveau d'emploi est peu sensible aux fluctuations économiques</i>	140
§ 2. — <i>Rareté du chômage frictionnel</i>	142
§ 3. — <i>Sous-emploi</i>	143
<i>CONCLUSION : La structure dualiste de l'économie japonaise</i>	150
CHAPITRE III. — LA POPULATION INACTIVE	152
<i>Section 1. — LA MODIFICATION DU RATIO DE DÉPENDANCE</i>	152
<i>Section 2. — L'ENTRETIEN DES PERSONNES AGÉES</i>	155
<i>CONCLUSION : Nécessité d'un effort particulier en faveur des petites entreprises</i>	157
Conclusion générale : FAUX ESPOIR POUR LES PAYS SOUS-DEVELOPPES ..	160
BIBLIOGRAPHIE	163

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

1. — Nombre de catastrophes naturelles au Japon, de 1601 à 1850 ..	14
2. — Indice du volume de la production industrielle 1935-1938	27
3. — Japonais établis en Amérique du Nord et en Amérique centrale avant la seconde guerre mondiale	38
4. — Japonais établis en Amérique latine avant la seconde guerre mondiale	38
5. — Japonais établis en Australie et dans les îles océaniques avant la seconde guerre mondiale	39
6. — Nombre d'émigrants japonais par pays de destination depuis 1952	39
7. — Troubles post-opératoires à la suite d'avortements	60
8. — Proportion de femmes enceintes à nouveau après un accouchement et un avortement	61
9. — Nombre total d'avortements pratiqués au Japon	62
10. — Activités des centres sanitaires	66
11. — Nature des réunions publiques organisées par les centres sanitaires	67
12. — Pourcentage de couples pratiquant la contraception	70
13. — Pourcentage de couples ayant une certaine expérience de la contraception	71
14. — Pourcentage de couples approuvant la contraception	72
15. — Raisons invoquées contre l'utilisation des moyens anticonceptionnels	73
16. — Pourcentage de la population urbaine et de la population rurale pratiquant la contraception	74
17. — Pourcentage de pratique de la contraception en fonction de l'éducation reçue	75
18. — Nombre de naissances et taux de natalité au Japon (1947-1959) ..	79
19. — Nombre de décès et taux de mortalité au Japon (1947-1959) ..	80
20. — Taux d'accroissement naturel au Japon (1947-1959)	81
21. — Prévisions sur la population, la natalité, la mortalité et l'accroissement naturel	82
22. — Accroissement annuel de la population par groupes d'âges	84
23. — Offre et demande d'emploi de 1956 à 1962	88
24. — Programme de formation technique au Japon	100
25. — Nombre de grandes villes disposant d'un système d'égout	105
26. — Comparaison internationale du pourcentage de salariés par rapport à la population active	115
27. — Répartition de la population active selon la condition d'emploi (1951-1958)	116
28. — Distribution des salariés selon la taille de l'entreprise	118
29. — Retraite versée par certaines grandes entreprises	123
30. — Durée de l'emploi dans les entreprises au moment du départ ..	130

31. — Salaires payés selon la taille de l'entreprise (industries de transformation)	132
32. — Répartition de la population active selon les secteurs d'activité.	139
33. — Chômage dans divers pays en 1932	141
34. — Population active et chômage au Japon	142
35. — Nombre de travailleurs dans une situation de sous-emploi, selon les critères retenus par le Comité de Lutte contre le Chômage	146
36. — Répartition des travailleurs selon la durée du travail en fonction de leur occupation et de leur statut	147
37. — Salaires standard minimaux définis par le Comité de l'Emploi	148
38. — Nombre de travailleurs dans une situation de sous-emploi, selon les critères retenus par le Comité de l'Emploi	149
39. — Evolution du ratio de dépendance	153

LISTE DES GRAPHIQUES

1. — Offre et demande d'emploi en fonction du produit national	89
2. — Répartition des élèves dans l'enseignement secondaire et primaire supérieur, selon la nature des études poursuivies	97
3. — Répartition des étudiants dans l'enseignement supérieur, selon la nature des études poursuivies	98
4. — Budget des investissements publics par secteur d'activité	103
5. — Investissements d'équipement et augmentation de l'emploi par l'industrie	108

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DES
IMPRIMERIES OBERTHUR
EN DÉCEMBRE MCMLXII

